

Cahiers de recherche en politique appliquée



Les élections de mi-mandat aux États-Unis

Karine Prémont

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

Lucas Bellemare

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

Sara Sfaya

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Alex Paquette-Guay

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

Charles-Antoine Millette

Cahiers de recherche en politique appliquée

Revue de l'École de politique appliquée
de l'Université de Sherbrooke

Directrice de la revue : Mme Isabelle Lacroix

Rédactrice en chef : Mme Eugénie Dostie-Goulet

Éditeur : L'École de politique appliquée

ISSN (électronique) : 1921-7803

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec

© École de politique appliquée, 2019

Tout droit de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, même partiellement, réservés pour tous pays et interdits sans l'autorisation de la Revue.

Nous joindre :

CAHIERS DE RECHERCHE EN POLITIQUE APPLIQUÉE
École de politique appliquée,
Université de Sherbrooke,
2500 boul. de l'Université,
Sherbrooke, Qc,
J1K 2R1

Cahiers.politique@USherbrooke.ca

Téléphone : 819 821-8000 poste 65612

Télécopieur : 819 821-7938

TABLE DES MATIÈRES

Karine Prémont, <i>Les élections de mi-mandat aux États-Unis</i>	1
Lucas Bellemare, <i>Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018</i>	3
Sara Sfaya, <i>Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique</i>	16
Alex Paquette-Guay, <i>La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018</i>	35
Charles-Antoine Millette, <i>L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »</i>	60
Biographies	70

Les élections de mi-mandat aux États-Unis – Numéro spécial

Les élections de mi-mandat aux États-Unis Numéro spécial

Par Karine Prémont
Professeure agrégée
Université de Sherbrooke

Alors que les élections présidentielles aux États-Unis attirent les regards et les caméras du monde entier, les élections législatives du Congrès, qui ont lieu aux deux ans, passent le plus souvent inaperçues. Pourtant, ces élections, qui renouvellent l'ensemble des 435 sièges de la Chambre des représentants et le tiers des cent sièges du Sénat – en plus de mettre en jeu une trentaine de sièges de gouverneurs d'État – sont beaucoup plus importantes. D'une part, parce qu'elles constituent souvent une forme de référendum sur le président et son programme politique. D'autre part, parce que c'est le Congrès qui a le dernier mot sur la vie politique américaine : en plus d'adopter les lois, il contrôle le budget, entérine les nominations présidentielles et peut même renverser le veto présidentiel. Le résultat de ces élections offre ainsi un excellent indicateur de la résistance à laquelle fera face – ou non – le président avant la prochaine élection présidentielle, mais aussi des enjeux politiques qui seront priorisés pendant ce laps de temps.

Depuis 2016, la présidence tumultueuse de Donald Trump transforme le moindre événement politique en psychodrame national. Les élections de mi-mandat du 6 novembre 2018 n'ont donc pas fait exception et à cet égard, ont été largement couvertes par les médias non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier. Il faut dire que le contexte était hautement explosif : dans l'éventualité d'un rapport accablant de Robert Mueller, qui enquête sur les allégations de collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie pour influencer l'élection présidentielle de 2016, le président pourrait faire face à la destitution. Ainsi, l'objectif du Parti démocrate était de réussir à reprendre le contrôle des deux chambres législatives, à la fois pour faire obstacle au programme législatif controversé du président – le mur à la frontière mexicano-américaine, le retrait des troupes américaines du Moyen-Orient, les concessions à la Russie et à la Corée du Nord, le rejet des alliés européens – mais aussi pour s'assurer d'avoir la marge de manœuvre nécessaire pour contraindre Trump en cas de révélations fracassantes de la part de Mueller.

Les chances du retour d'une majorité démocrate à la Chambre des représentants étaient bonnes mais il était peu réaliste de croire qu'une « vague bleue » ramènerait une majorité de Démocrates au Sénat. Les résultats du 6 novembre ont confirmé ces attentes : les Républicains ont consolidé leur majorité au Sénat en gagnant deux sièges, alors que les Démocrates ont effectivement repris la majorité à la Chambre, avec un gain de 41 sièges. Chez les gouverneurs, les Démocrates ont aussi fait des gains importants et représentent

Les élections de mi-mandat aux États-Unis – Numéro spécial

ainsi 50,6 % de la population américaine. La plupart des analystes voient dans ces résultats le signe d'un fort mécontentement des citoyens à l'égard du Parti républicain. Il faut dire qu'un nombre record d'Américains se sont déplacés pour voter, soit plus de 50 % des électeurs inscrits – le taux est habituellement de 35 % pour les élections législatives. Aussi, un nombre record de femmes ont été élues, alors que la majorité des électeurs qui s'identifient comme indépendants ont, pour la première fois depuis dix ans, voté pour des candidats démocrates.

Le caractère particulier de ces élections législatives a été la bougie d'allumage pour ce numéro spécial. Au-delà des résultats, des mécaniques particulières sont à l'œuvre et pourraient jouer un rôle de premier plan lors de l'élection présidentielle de 2020. Encore une fois, la personnalité et les actions même de Trump offrent aux analystes des pistes intéressantes et souvent inédites pour comprendre et peut-être anticiper les fluctuations politiques. Par exemple, Lucas Bellemare s'est intéressé à l'implication directe du président Trump dans la campagne de certains candidats républicains lors des mi-mandat. La rareté de ce phénomène – il faut remonter à Franklin D. Roosevelt pour trouver un président qui a pris la même décision – mérite qu'on l'examine de plus près pour déterminer son impact sur les résultats. Sara Sfaya, pour sa part, s'est penchée sur l'influence des évangéliques sur ces élections : puisque Trump a réussi à les convaincre de le soutenir en 2016, il était effectivement intéressant de voir si ce soutien s'était maintenu en 2018 et comment il s'était exprimé. Le découpage des districts électoraux par les législateurs des États – appelé le *gerrymandering* – est également au cœur des campagnes électorales parce qu'il déforme, bien souvent, les résultats obtenus. Certaines réformes ont donné lieu à la création de commissions indépendantes chargées de ce découpage : Alex Paquette-Guay a ainsi évalué l'impact de ces réformes sur les résultats des élections de 2018. Finalement, Charles-Antoine Millette a tourné son regard vers la Georgie, où le Républicain Brian Kemp faisait face à une étoile montante du Parti démocrate, Stacy Abrams. Les publicités électorales très négatives de Kemp sont ainsi analysées et démontrent une évolution des tactiques et techniques publicitaires du candidat, qui finira par remporter l'élection et devenir ainsi gouverneur de l'État.

C'est donc avec beaucoup de fierté que je vous présente ce numéro spécial sur les élections de mi-mandat de 2018. Il a été réalisé par des étudiantes et des étudiants passionnés, rigoureux et efficaces, en espérant qu'il intéresse des gens de tous horizons qui ont envie d'élargir la discussion politique sur les États-Unis.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

Par Lucas Bellemare *
Université de Sherbrooke

* Candidat à la maîtrise en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée

RÉSUMÉ — Lors des élections de mi-mandat de novembre 2018 aux États-Unis, nous avons pu constater un phénomène peu commun par rapport aux autres de l'histoire, c'est-à-dire un appui du président Donald Trump à certains candidats lors des primaires. Le président doit habituellement être vu comme une figure rassemblant le parti politique. Cet article a pour objectif de tenter d'établir des parallèles entre l'élection de 2018 et celle de 1938, où on a observé la première manifestation d'envergure d'un tel phénomène aux États-Unis, afin de déterminer si l'implication présidentielle lors de primaires de mi-mandat peut nous permettre de comprendre la victoire ou la défaite des candidats. Trois points de comparaisons sont utilisés, soit le contexte général de 1938 et 2018, la relation entre le président et l'establishment de leur formation partisane et les résultats électoraux en eux-mêmes.

Mots clés : Primaires, élections de mi-mandat, États-Unis, *establishment*, F. D. Roosevelt, Donald Trump

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

INTRODUCTION

Les élections de mi-mandat aux États-Unis sont une occasion pour les électeurs étatsuniens de renouveler le corps législatif fédéral afin de changer, ou non, le parti politique qui contrôle les deux chambres. Bien qu'ayant une portée médiatique moins grande que celle des élections présidentielles, les élections de mi-mandat constituent des événements de premier plan pour toute personne s'intéressant à la politique étatsunienne parce qu'elles affectent directement la vie politique des citoyens. Les élections de mi-mandat de 2018 étaient, à cet égard, particulièrement importantes pour les politologues. Dans un contexte où [le parti au pouvoir perd généralement des sièges au Congrès](#)¹ et que l'élection est souvent un référendum sur le président – en septembre 2018, 60 % des répondants estimaient que leur vote au législatif serait une expression de leur soutien ou opposition au président Donald Trump² –, il va sans dire que les enjeux de cette élection étaient importants pour les deux partis politiques. L'une des conséquences observées durant la campagne est que Trump a fait campagne activement pour l'élection de candidats républicains, mais est allé plus loin que ses prédécesseurs à ce niveau. En effet, selon Sydney Milkis de l'Université de Virginie, il est le premier président à soutenir directement des candidats lors des primaires depuis Franklin D. Roosevelt en 1938³. La raison pour laquelle il a fallu attendre aussi longtemps pour voir une telle implication d'un président lors d'élections législatives se trouve peut-être dans le fait que les candidats soutenus par FDR ont perdu leur investiture, permettant ainsi au Parti républicain de gagner 81 sièges à la Chambre des représentants et huit au Sénat⁴.

L'implication des présidents dans les élections de mi-mandat date d'avant Roosevelt et s'est effectuée selon différentes stratégies à travers le temps. Par exemple, le *Time* rapporte que l'implication présidentielle dans les élections législatives remonte à 1866, alors que le président démocrate Andrew Johnson (successeur d'Abraham Lincoln) avait participé à une série de rallyes pour convaincre les électeurs de voter pour des Démocrates⁵. Le fait que cet épisode fut un échec retentissant⁶ fit en sorte que les

¹ Wilson, Matthew, Italian Institute for International Political Studies, consultée le 25/10/2018, URL <https://www.ispionline.it/en/publication/us-midterm-elections-what-congress-trump-21293>.

² Pew Research Center. *Voter Enthusiasm at Record High in Nationalized Midterm Environment. Top Voting Issues: Supreme Court, Health Care, Economy*, 26 septembre 2018, consulté le 1/12/2018, URL <http://www.people-press.org/2018/09/26/voter-enthusiasm-at-record-high-in-nationalized-midterm-environment/>.

³ Waxman, Olivia B, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference», *Time*, 22 octobre 2018, consulté le 25/10/2018, URL <http://time.com/5419926/president-midterm-campaign/>.

⁴ Witcover, Jules, *Party of the People: A History of the Democrats*, New York, Random House, 2003, 380.

⁵ Waxman, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference».

⁶ L'objectif de Johnson était en quelque sorte de réhabiliter le Parti démocrate en tentant de faire élire un maximum d'élus de cette formation politique, ce qui diminuerait l'influence des Républicains radicaux au Congrès, à savoir les plus favorables aux politiques revanchardes contre le Sud et l'implantation des droits civiques. Les radicaux réussirent, lors de l'élection de 1866, à étiqueter Johnson comme un Démocrate *copperhead* (surnom synonyme de « traîtres » attribués alors aux congressistes démocrates favorables à la paix entre Washington et Richmond pendant la guerre de Sécession), et gagnèrent une majorité suffisante pour que les Républicains

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

présidents ont généralement choisi de rester en retrait lors des élections législatives, préférant essentiellement une stratégie de *front porch*, où les électeurs étaient plutôt invités à se rendre à la résidence du candidat pour écouter ses discours⁷. Même si certains présidents ont par la suite incité les électeurs à voter pour des candidats de leur parti lors des élections de mi-mandat, FDR sera le premier président moderne à jouer un rôle actif lors des primaires législatives. Les chefs d'État américains depuis Roosevelt continuèrent d'intervenir dans ces élections, mais pour aider à la victoire de candidats de leur propre formation partisane lors du scrutin général. Les présidents John F. Kennedy, Bill Clinton et George W. Bush (du moins en 2002) étaient entre autres connus pour avoir une participation active aux mi-mandats, que ce soit au niveau de discours ou de ralliés⁸. Cependant, si les présidents depuis FDR s'impliquent dans les élections générales, il est plus rare de les voir au niveau des primaires de leur propre parti. Cela n'est pas anodin, puisqu'ils ont dû pour cela prendre parti contre des candidats de leur propre formation politique, et ce, alors que le président est censé être une figure rassembleuse.

En conséquence, pouvons-nous considérer l'implication du président dans les primaires comme un indicateur de la performance des candidats ? Pour répondre à cette question, nous comparerons les élections de 1938 et 2018 à partir de deux angles: le contexte général des élections et les relations entre le président et l'*establishment*. Nous émettons d'emblée l'hypothèse qu'il n'y a pas de lien entre l'implication du président lors des primaires de mi-mandat et la victoire des candidats.

1. ROOSEVELT, TRUMP ET LE CONTEXTE GÉNÉRAL

En 1938, le président démocrate Franklin D. Roosevelt était dans une position délicate. En effet, son second mandat, bien que remporté par une importante majorité au détriment du Républicain Alf Landon, avait été marqué par une mise en œuvre difficile du *New Deal*. Son orientation davantage affirmée à gauche à partir de 1935 complexifia les relations entre l'exécutif et le Congrès démocrate⁹. Un exemple concerna la saga entourant l'implication de la Cour suprême, où Roosevelt avait tenté sans succès d'augmenter le nombre de juges afin de faciliter l'adoption de certaines mesures du *New Deal*, perçues comme étant inconstitutionnelles par ses opposants. Le projet avait échoué, et même si la Cour suprême devenait de moins en moins un obstacle pour le président, l'affaire apparaissait gênante pour l'administration, au point de converger les éléments conservateurs des deux partis politiques dans une coalition anti-FDR mieux organisée et plus efficace¹⁰. En effet, en décembre 1937, les conservateurs républicains et démocrates firent une déclaration commune signalant leur intention de s'opposer à

puissent, à eux seuls, contrer les vetos du président. Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats*, 232.

⁷ Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats*, 240.

Waxman, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference».

⁸ Waxman, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference».

⁹ Milkis, Sydney, «Franklin D. Roosevelt and the Transcendence of Partisan Politics», *Political Science Quarterly*, vol. 100, n. 3, 1985, 485.

¹⁰ Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats*, 376-378.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

toutes entraves gouvernementales dans le « système américain d'initiative et d'entreprise privée¹¹ » et à une plus grande concentration du pouvoir au sein de l'exécutif et ce, au détriment du Congrès. La coalition démocrate derrière Roosevelt qui lui avait donné les éclatantes victoires de 1932 et 1936 sembla être ébranlée.

Le comportement de Roosevelt sur la question de la Cour suprême lui avait donné en quelque sorte une image autoritaire. Cependant, un autre facteur joua contre FDR auprès de l'opinion publique. Dans la seconde moitié de 1937 débuta ce que l'on appelle la « récession de Roosevelt »¹². Entre juin et octobre de cette année, les importants déficits du budget fédéral dissuadèrent les chefs d'entreprise d'investir. FDR tenta de compenser en appliquant des mesures visant à équilibrer le budget, comme la perception de 2 milliards \$ en taxe sur la Sécurité sociale. Ce faisant, il réduisit alors le pouvoir d'achat des consommateurs : le taux de chômage augmenta, la production diminua et les indices boursiers chutèrent¹³. Heureusement pour Roosevelt, seulement 20 % des répondants à un sondage de fin d'année estiment que la récession est due à ses politiques fiscales¹⁴, mais il s'agissait tout de même d'un coup dur pour le président.

Un élément important à considérer lorsque nous parlons de 1938 concerne l'usure du pouvoir. En effet, à ce moment, FDR était à la fin de son second mandat présidentiel, et tout le monde s'attendait à ce qu'il ne se représente pas pour un troisième mandat, comme c'était la tradition depuis George Washington. La littérature considère d'ailleurs qu'un président à son second mandat, particulièrement ses deux dernières années, est considéré comme un « canard boiteux » (*lame duck*). Cela veut dire qu'un président a plus de difficulté à influencer les priorités du corps législatif, et donc faire voter les lois qu'il prône.

L'accumulation des difficultés politiques entre autres reliées à des échecs législatifs comme le dossier de la Cour suprême, couplée aux troubles économiques et à sa condition de *lame duck*, firent en sorte que Roosevelt en subit les conséquences au niveau de l'opinion publique. En septembre 1938 le président avait un taux de popularité de 53 %¹⁵.

Donald Trump évoluait dans un contexte différent lors des élections de mi-mandat. D'une part, comme nous le savons, il n'était pas un « canard boiteux » puisqu'il était à mi-parcours d'un premier mandat. Son influence sur le Congrès était donc, en principe, plus grande que celle de Roosevelt étant donné qu'il avait encore la possibilité de gagner une seconde élection présidentielle en 2020. Cela n'empêcha pas Trump de faire face à une certaine forme d'opposition. Elle fut caractérisée principalement par des membres

¹¹ Milkis, «Franklin D. Roosevelt and the Transcendence of Partisan Politics», 486-487.

¹² Terme utilisé dans la biographie de FDR écrite par Robert Dallek, faisant référence à la récession ayant marqué l'économie étatsunienne lors des années 1937-1938.

¹³ Dallek, Robert, *Franklin D. Roosevelt: A Political Life*. Édition Penguin, New York, 2017, 288.

¹⁴ Dallek, *Franklin D. Roosevelt: A Political Life*, 288.

¹⁵ Il faut spécifier qu'il s'agit d'une période antérieure à une professionnalisation des techniques de sondage, et qu'en conséquence, il faut se garder une certaine réserve quant aux résultats, même s'ils restent légitimes.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

du Sénat comme John McCain (décédé peu après l'élection) ou Jeff Flake (qui a décidé de ne pas se représenter)¹⁶. Cependant, les actions des critiques de Donald Trump semblèrent se limiter davantage à de la rhétorique qu'à des mesures législatives concrètes. Par exemple, ils se liguèrent derrière le secrétaire à la justice Jeff Sessions quand le président avait menacé de le limoger en 2017, ou encore ils participèrent à une motion unanime de 98-0 au Sénat pour condamner l'idée de Trump de permettre au gouvernement russe d'interroger l'ancien ambassadeur étatsunien à Moscou sous Obama. Cependant, ils avaient tout de même suivi les grandes lignes du programme de leur président (le sénateur républicain le plus hostile à Trump était Rand Paul du Kentucky, qui s'opposa au président 25% du temps, alors que Flake s'était opposé 20% du temps)¹⁷. L'opposition congressiste la plus notable a été l'échec de la réforme du système de santé au Sénat¹⁸. L'opposition à Trump originant de son parti au Congrès, quoique présente, ne prenait pas la forme d'une fronde comme ce fut le cas pour Roosevelt. De plus, Trump n'était pas en période de récession économique. Les indicateurs économiques étaient, au contraire, à son avantage, par exemple un très faible taux de chômage (3,7 % en octobre 2018¹⁹).

Enfin, la répercussion dans l'opinion publique s'effectua de manière différente. Trump a réussi à capitaliser sur des enjeux spécifiques pour augmenter sa cote de popularité. Contrairement à Roosevelt où le contexte général lui nuisait, Trump a réussi à utiliser la nomination de Brett Kavanaugh à la Cour suprême en 2018 comme élément rassembleur de l'électorat du GOP²⁰. Selon Gallup, le président républicain fit un gain important à ce moment, passant d'un taux d'approbation de 38 % en septembre à 44 %

¹⁶ Il y a aussi des opposants à Trump à la Chambre des représentants, mais leur nombre est trop restreint pour avoir un poids quelconque. Bacon Jr, Perry et Julia Azari. «GOP Criticism On Trump Is All Talk- But It Still Matters», *FiveThirtyEight*, 23 juillet 2018, consulté le 4/12/2018, URL <https://fivethirtyeight.com/features/gop-criticism-of-trump-is-all-talk-but-it-still-matters/>.

¹⁷ Questionné là-dessus, Jeff Flake estime que les critiques sur son manque de fermeté législative sont infondées. Selon lui, en tant que conservateur, il se doit de voter en fonction de ses principes idéologiques et donc ne pas s'opposer aux mesures prônées par Trump uniquement parce qu'elles sont prônées par Trump. Flake cite les exemples du démantèlement d'*Obamacare* ou des réductions d'impôts, chose dont il a voté en faveur autant sous la présidence de Trump que celle d'Obama. De plus, selon Matt Glassman, membre du *Government Affairs Institute* de l'Université de Georgetown, Trump n'aurait aucun contrôle sur l'agenda législatif et ne ferait que soutenir les initiatives des *leaders* congressistes (traduction libre de l'auteur). Les différences entre Roosevelt et Trump ne se situent donc pas uniquement au niveau de leur relation avec le Congrès, mais aussi en ce qui a trait à leurs interactions. Les congressistes avaient certes voté selon la volonté de Trump dans la majorité des cas, mais cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils sont dépossédés de leur idéologie conservatrice traditionnelle au profit d'une idéologie trumpienne. Bacon Jr et Azari, «GOP Criticism On Trump Is All Talk- But It Still Matters».

¹⁸ Reilly, Katie, «Watch the Moment John McCain Voted Against the Obamacare 'Skinny Repeal'», *Time*, 28 juillet 2017, consulté le 27/11/2018, URL <http://time.com/4878038/john-mccain-vote-video/>.

¹⁹ Trading Economics, United States Unemployment Rate, consulté le 27/11/2018, URL <https://tradingeconomics.com/united-states/unemployment-rate>.

²⁰ Jeff Flake a par ailleurs décidé de ne pas reporter le vote pour confirmer Kavanaugh, ce qui aurait pu faire très mal à l'administration Trump. Bacon Jr et Azari, «GOP Criticism On Trump Is All Talk- But It Still Matters».

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

en octobre 2018, avant de redescendre à 40 % quelques jours avant l'élection²¹. Selon le Brookings Institute, 73,9 % des électeurs républicains lors des primaires ont indiqué qu'ils voteraient pour Trump lors de potentielles primaires républicaines en 2020²². Les congressistes opposés à Trump, mentionnés précédemment, ne semblèrent pas avoir d'impact sur l'orientation idéologique de la base partisane du GOP.

Nous voyons donc que les contextes de 1938 et de 2018 étaient différents, ce qui causa des réactions différentes. FDR, en raison de son conflit avec le Congrès au sujet de la Cour suprême, de la récession de 1937 et de son statut de « canard boiteux », avait vu son autorité affaiblie, ayant comme conséquence le renforcement d'une fracture idéologique au Congrès à l'intérieure de son propre parti. Trump, quant à lui, avait aussi connu des difficultés, mais évoluait dans un contexte différent, comme nous l'avons vu, de par l'absence de problèmes économiques, du fait qu'il n'était pas dans une situation de canard boiteux et des enjeux différents. Il n'avait pas à faire face à une opposition législative risquant de mettre à mal son agenda politique, puisque les critiques républicains du président avaient quand même majoritairement voté dans la direction qu'il souhaitait. Le contexte général ne nous permet donc pas d'établir de liens particuliers entre ces deux élections.

2. ROOSEVELT, TRUMP ET L'ESTABLISHMENT

En réaction au bloc conservateur qui se forma au Congrès, Franklin Roosevelt décida d'être proactif. Le président avait en tête d'utiliser les élections de mi-mandat de 1938 pour punir les éléments conservateurs de son parti politique. L'objet de son entreprise concernait essentiellement les Démocrates sudistes qui s'étaient opposés à son plan sur la Cour suprême et à d'autres réformes socioéconomiques, comme la Loi sur le salaire minimum et les heures hebdomadaires de travail (FLSA)²³. Ainsi, « la purge » de Roosevelt, surnommée ainsi par les historiens et les journalistes de l'époque, était dirigée vers un nombre restreint de personnes, le terme « purge » étant davantage utilisé pour des raisons métaphoriques. Ainsi, son implication dans les primaires débute dès l'année 1938, mais de manière indirecte, envoyant des membres de son administration ou de sa famille soutenir les candidats qu'il préférerait. Ce ne fut qu'avec l'échec de cette méthode, caractérisée par la victoire du sénateur démocrate conservateur de l'Iowa Guy Gillette, le 7 juin, que Roosevelt décida de s'impliquer directement²⁴. Il exprima ses intentions dans un discours prononcé le 24 juin 1938, peu de temps après avoir signé la FLSA. Il annonça alors :

[...] As president of the United States, I am not asking the voters of the country to vote for Democrats next [November] as opposed to Republicans

²¹ Gallup, Trump Job Approval, consulté le 1/11/2018, URL <https://news.gallup.com/poll/203207/trump-job-approval-weekly.aspx>.

²² Karmack, Elaine et Alexander Podkul, «The 2018 Primary project: Primary voters and President Trump», The Brookings Institute, 23 octobre 2018, consulté le 1/11/2018, URL <https://www.brookings.edu/research/the-2018-primaries-project-congressional-primary-voters-and-president-trump/>.

²³ Dallek, *Franklin D. Roosevelt: A Political Life*, 307.

²⁴ Smith, Jean Edward, *FDR*, New York, Random House, 2007, 411.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

or members of any other party. Nor am I, as president, taking part in the Democratic primaries.

As the head of the Democratic party, however, charged with the responsibility of carrying out the definitely liberal declaration of principles set forth in the 1936 Democratic platform, I feel that I have every right to speak in those few instances where there may be a clear-cut issue between candidates for a Democratic nomination involving these principles, or involving a clear misuse of my own name.

Do not misunderstand me. I certainly would not indicate a preference in a state primary merely because a candidate, otherwise liberal in outlook, had conscientiously differed with me on any single issue. I should be far more concerned about the general attitude of a candidate toward present-day problems and his own inward desire to get practical needs attended to in a practical way. You and I all know that progress may be blocked by outspoken reactionaries but we also know that progress can be blocked by those who say yes to a progressive objective, but who always find some reason to oppose any specific proposal to gain that objective. I call that type of candidate a 'yes, but' fellow [...]²⁵.

Malgré qu'il affirmait ne pas soutenir directement des candidats, Roosevelt était bien décidé à s'assurer que les candidats démocrates libéraux remportèrent leurs primaires face aux sortants conservateurs.

Selon le *Time*, neuf sénateurs démocrates sur les 29 en élection n'étaient pas appréciés par FDR, incluant Gillette²⁶. Roosevelt en identifia quatre qu'il estimait impossibles à battre, car trop populaires auprès de leurs électeurs (Alva Adams du Colorado, Pat McCarran du Nevada, Bennet Champ Clark du Missouri et Augustine Lonergan du Connecticut), et entreprit des actions concrètes pour faire tomber Walter George de la Georgie, Millard Tydings du Maryland et Ellison Smith de la Caroline du Sud²⁷. Malgré les efforts de Roosevelt pour faire gagner ses favoris lors des primaires, aucun d'eux n'a réussi à vaincre les sortants²⁸. Le même constat s'appliqua pour les représentants : les démocrates conservateurs Eugene Cox de la Georgie et Howard Smith de la Virginie remportèrent leurs primaires²⁹. En réalité, la seule victoire de FDR dans sa tentative de purge fut d'avoir réussi à déloger John O'Connor, représentant de New York³⁰. Même au sein de son électorat, le projet de purge n'était pas populaire

²⁵ Roosevelt, Franklin D, FDR's Purge Declaration, consulté le 30/10/2018, URL <http://www.austincc.edu/lpatrick/his2341/fdrpurgedeclaration.htm>.

²⁶ Waxman, Olivia B, «A U.S. President Tried to 'Purge' Members of Congress From His Own Party. Here's Why it Failed», *Time*, 24 mars 2017, consulté le 31/10/2018, URL <http://time.com/4711386/donald-trump-acha-fdr-purge/>.

²⁷ Smith, FDR, 412.

²⁸ Prince, Charles M et Joseph Boskin. «The Roosevelt 'Purge': A Reappraisal», *The Journal of Politics*, vol. 28, n. 3, 1966, 662.

²⁹ Smith, FDR, 414.

³⁰ Prince et Boskin, «The Roosevelt 'Purge': A Reappraisal», 662.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

malgré la bonne opinion générale envers FDR. Selon les sondages de l'époque, 51% des répondants démocrates en 1937 et 43 % d'entre eux en 1938 ne soutenaient pas la purge³¹.

La tentative de Roosevelt d'interférer dans les primaires démocrates s'est révélée désastreuse, du simple fait que la grande majorité de ses protégés ont perdu. Trump a-t-il eu plus de succès ? Le Brookings Institute remarque que comme pour les élections de 1938, ceux qui affrontaient les candidats sortants parlaient de manière positive de la présidence Trump (près de 40 %), mais près de 50 % de l'ensemble des candidats républicains aux primaires n'ont fait aucune mention du président³². Une pluralité de ces candidats n'ont pas décidé d'utiliser le bilan présidentiel à leur avantage. Le Brookings Institute n'émet pas d'hypothèse pour expliquer cela, mais utilisent cette donnée pour mentionner que Trump n'aurait pas nécessairement pris le contrôle du GOP³³. Cependant, malgré cela, nous observons que Trump a réussi là où FDR avait échoué, c'est-à-dire que les candidats qu'il a soutenus remportèrent leurs primaires. Selon *FiveThirtyEight* et *Ballotpedia*³⁴, le taux de succès des candidats soutenus par Trump pendant les primaires a été meilleur que celui d'autres sources d'influence du Parti républicain. Entre le 27 février et le 13 septembre 2018, 88 % des candidats soutenus par Trump gagnèrent leurs primaires³⁵. Cela représente deux points de pourcentage de plus que Koch Network³⁶ et 23 points de pourcentage de plus que Republican Main Street Partnership³⁷, avec 65 %³⁸. Nous pourrions bien sûr dire que l'impact de Trump

³¹ Malgré l'importance de ces données, il est nécessaire de spécifier qu'elles sont antérieures à une certaine professionnalisation de la pratique. Prince et Boskin, «The Roosevelt 'Purge': A Reappraisal», 662-663.

³² Karmack, Elaine et Alexander Podkul. «The 2018 Primary project: What are the internal divisions within each party?», The Brookings Institute, 23 octobre 2018, consulté le 1/11/2018, URL <https://www.brookings.edu/research/the-2018-primaries-project-what-are-the-internal-divisions-within-each-party/>.

³³ Karmack et Podkul, «The 2018 Primary project: What are the internal divisions within each party?».

³⁴ *FiveThirtyEight* est un site internet fondé par Nate Silver dont les analyses statistiques sont très prisées des analystes. *Ballotpedia* est une encyclopédie en ligne à but non lucratif créée par le Lucy Burns Institute qui propose une grande quantité d'informations sur les élections étatsunienne.

³⁵ Il faut néanmoins considérer qu'en Alabama, Trump avait soutenu deux candidats, dont l'un d'eux a remporté la victoire. Ce sont donc en réalité 16 candidats sur 17 soutenus par Trump qui ont remporté leurs primaires, donc un taux de succès de 94,1 %. *Ballotpedia*, Endorsements by Donald Trump, consulté le 6/11/2018, https://ballotpedia.org/Endorsements_by_Donald_Trump#Battleground_primaries.

³⁶ Le Koch Network est un réseau constitué de groupes et d'institutions financés par Charles Koch visant à financer la campagne de candidats conservateurs.

³⁷ Le Republican Main Street Partnership est un regroupement d'environ 70 congressistes se considérant comme l'aile gouvernante du GOP. Son objectif est de rassembler les législateurs caractérisés par leur dévotion au conservatisme fiscal, à la défense de la sécurité nationale et aux politiques positives visant au consensus bipartisan. Il s'agit donc d'un réseau conservateur modéré ouvert à la collaboration partisane.

³⁸ Conroy, Meredith, Nathaniel Rakich et Mai Nguyen. «We Looked At Hundreds Of Endorsements. Here's Who Republicans Are Listening To», *FiveThirtyEight*, 24 septembre 2018,

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

fut limité puisqu'il n'a offert son soutien³⁹ qu'à [17 candidats lors des primaires](#) sur un total de 774 candidatures républicaines, mais il ne faut pas non plus oublier que FDR s'était aussi concentré sur un nombre limité de cibles. Le faible nombre d'appuis donnés par Trump par rapport à l'ensemble des candidats ne doit donc pas diminuer la portée analytique de notre démarche, même si de manière globale l'impact est plus limité.

Les analystes de FiveThirtyEight relèvent avec pertinence les caractéristiques des candidats soutenus officiellement par le président durant les primaires. Plusieurs de ceux-ci ne faisaient pas face à une importante opposition interne, comme les candidats sénatoriaux Rick Scott de la Floride ou Mitt Romney de l'Utah. De plus, leur candidature ne posait pas de problèmes pour l'image du président. Trump avait toujours en tête le souvenir de l'élection partielle sénatoriale en Alabama, où un Démocrate remporta la victoire entre autres parce que le candidat républicain Roy Moore, soutenu publiquement par le président, était éclaboussé par un scandale sexuel sur une personne mineure⁴⁰. Ainsi, Trump a eu davantage de succès dans ses choix pour les primaires en 2018 que Roosevelt en 1938, ce dernier devant en plus faire face à l'importante difficulté de s'opposer à des candidats sortants établis et hostiles à ses objectifs.

Un autre élément intéressant concerne la nature des candidats de l'*establishment* républicain⁴¹. En effet, il est intéressant de remarquer que l'implication du président dans les primaires a été remarquée dans les médias, et que 82,6 % des électeurs républicains aux primaires soutenaient fortement ou modérément Donald Trump⁴². Néanmoins, cela ne signifie pas qu'il ait totalement pris le contrôle du GOP. En effet, les candidats républicains, étiquetés comme faisant partie de l'*establishment*, mais sans être des sortants, ont eu davantage de succès dans les primaires : 40,4 % d'entre eux ont remporté leurs primaires pour la Chambre des représentants alors que seulement 24,8 % des plus conservateurs ont réussi⁴³. De plus, la majorité des candidats soutenus par

consulté le 6/11/2018, URL <https://fivethirtyeight.com/features/we-looked-at-hundreds-of-endorsements-heres-who-republicans-are-listening-to/>.

³⁹ Une personne est considérée comme étant soutenue par Donald Trump lorsque celui-ci, à tout le moins, indique par twitter son intention de la voir remporter sa primaire.

⁴⁰ Conroy, Rakich et Nguyen. «We Looked At Hundreds Of Endorsements. Here's Who Republicans Are Listening To».

⁴¹ Le Brookings Institute code différemment les candidats de l'*establishment* et les conservateurs. Pour le *primary project*, les auteurs ont divisé les candidats républicains des primaires en quatre catégories (*business/establishment*, conservateur, *Tea Party* et libertarien). Pour coder un candidat dans l'une de ces catégories, le Brookings Institute procédait à quatre étapes: informations sur les sites internet des candidats, le *caucus membership*, les individus ou groupes ayant soutenu officiellement le candidat et finalement les positions partisans sur une liste d'enjeux. Le fait que le codage exact soit *business/establishment* permet d'isoler ceux davantage orientés vers le spectre fiscal du conservatisme, par exemple ceux soutenus par la Chambre de commerce. Même si nous utilisons cette dénomination puisqu'il s'agit de celle de notre référence, nous reconnaissons les problèmes liés, puisque l'idéologie conservatrice au sens étatsunien du terme est considérée comme dominante au sein du GOP.

Karmack et Podkul, «The 2018 Primary project: Primary voters and President Trump».

⁴² «The 2018 Primary project: Primary voters and President Trump».

⁴³ «The 2018 Primary project: Primary voters and President Trump».

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

Trump l'étaient aussi par les leaders du GOP⁴⁴, faisant en sorte qu'il n'y avait pas, à ce niveau, une opposition marquée entre le président et les hautes instances du parti politique. Par exemple, le Koch Network, qui s'était montré hostile envers Donald Trump en 2016 notamment en raison des visions protectionnistes du président en matière de politique commerciale, s'est retrouvé à soutenir lors des primaires huit candidats qui étaient aussi appuyés par Donald Trump⁴⁵. Il est donc clair que Trump, en 2018, ne faisait pas face à la même opposition interne que FDR en 1938.

Nous voyons aussi une différence dans les rapports entre le président et l'*establishment* du parti politique qu'il représente. Dans le cas de FDR, il avait voulu utiliser les primaires des élections de mi-mandat pour se débarrasser de congressistes sortants lui étant défavorables. L'exercice s'était révélé un désastre pour Roosevelt, qui avait échoué sur presque tous les fronts. Trump n'avait pas ce problème essentiellement pour deux raisons. Premièrement, les candidats soutenus par Trump l'étaient généralement aussi par l'*establishment* du GOP, de sorte qu'il n'y avait pas de confrontation idéologique profonde entre les deux factions. Deuxièmement, parmi les 17 candidats ayant reçu un soutien de Trump, voire 18 si on considère que Trump a soutenu deux personnes dans une même primaire, seulement deux affrontaient des sortants, soit Katie Arrington contre Marks Sanford pour le poste de représentant de la Caroline du Sud et Kris Kobach contre Jeff Colyer pour le poste de gouverneur du Kansas⁴⁶. C'est là une différence très importante, car elle confirme non seulement le précédent énoncé, mais en plus, favorise les probabilités de succès de Trump puisque ses protégés n'avaient généralement pas à affronter la machine électorale établie. Par ailleurs, Arrington et Kobach remportèrent leur primaire, mais échouèrent lors de l'élection générale.

3. ROOSEVELT, TRUMP ET LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Le résultat de la tentative de purge en 1938 avait non seulement été de miner l'image de Roosevelt, mais en plus, les Républicains utilisèrent les élections pour accroître de manière significative leur représentation au Congrès⁴⁷ : au total, le GOP réussit à prendre 81 sièges à la Chambre des représentants et huit au Sénat⁴⁸. Même si le Parti démocrate conservait le contrôle des deux Chambres, la bonne performance du GOP représente ce que le *Time* considérait à l'époque comme le plus important retournement législatif depuis 1894⁴⁹, alors que les Républicains avaient pris le contrôle total du Congrès des mains des Démocrates⁵⁰. En plus, les sénateurs démocrates qui affrontèrent l'opposition de Roosevelt lors des primaires de mi-mandat, soit Gillette, George, Tydings et Smith, gardèrent leur siège au Sénat. L'impact de cette tentative de purge fut de renforcer la coalition conservatrice dans l'aile législative et donc, rendit le

⁴⁴ «The 2018 Primary project: Primary voters and President Trump».

⁴⁵ Conroy, Rakich et Nguyen. «We Looked At Hundreds Of Endorsements. Here's Who Republicans Are Listening To».

⁴⁶ Ballotpedia.

⁴⁷ Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats*, 380.

⁴⁸ Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats*, 380.

⁴⁹ Waxman, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference».

⁵⁰ Witcover, *Party of the People: A History of the Democrats* 276.

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

travail de Roosevelt beaucoup plus difficile. La victoire de candidats conservateurs démocrates leur donnait une légitimité pour appliquer leur vision des choses⁵¹. Si le Congrès ne pouvait pas contrer les principales mesures du *New Deal*, FDR n'avait plus la capacité de faire adopter de nouvelles politiques sociales, comme une assurance santé universelle⁵². Il faut cependant rappeler que malgré les difficultés spécifiques auxquelles Roosevelt dû faire face lors de ces élections, les présidents « canards boiteux » subissent souvent d'importantes contre-performances lors des élections de mi-mandat, les exceptions notables étant James Monroe en 1822 et Bill Clinton en 1998⁵³.

Les résultats de l'élection générale du 6 novembre 2018 ne constituent pas une anomalie. Il est prévisible pour le parti en contrôle de la Maison-Blanche de perdre des sièges au Congrès, comme la perte de la Chambre des représentants pour le Parti républicain en 2018. Par exemple, Barack Obama avait vécu une situation similaire en 2010 quand il avait lui aussi perdu le contrôle de la Chambre basse à sa première élection de mi-mandat, alors que le Parti démocrate avait préalablement le contrôle total du Congrès en 2008.

S'il avait décidé de soutenir officiellement seulement 18 candidats républicains pendant les primaires, Trump fut plus actif lors de la campagne électorale en soutenant un total de 75 candidats, entre autres à la Chambre des représentants et au Sénat.⁵⁴ Le Brookings Institute recense que 55 % d'entre eux gagnèrent leur élection⁵⁵. Le président a eu plus de succès auprès des candidats qu'il avait non seulement encouragés, mais pour lesquels il fit activement campagne : le taux s'élève alors à 64 %, bien qu'il s'agissait, dans la plupart des cas, de candidats ayant fait campagne dans des districts électoraux avantageux pour le Parti républicain⁵⁶. Même si Trump perdit le contrôle de la Chambre des représentants, force est de constater que pour la majorité des cas, son implication eut des retombées électorales positives pour le GOP. Néanmoins, ce qui

⁵¹ Waxman, «A U.S. President Tried to 'Purge' Members of Congress From His Own Party. Here's Why it Failed».

⁵² Jurdem, Laurence R, «Fighting His Party in Congress didn't Work for FDR. It Won't Work for Trump», *The Washington Post*, 21 juillet 2017, consulté le 31/10/2018, URL https://www.washingtonpost.com/news/made-by-history/wp/2017/07/20/fighting-his-party-in-congress-didnt-work-for-fdr-it-wont-work-for-trump/?noredirect=on&utm_term=.3510f18d032d.

⁵³ Dionne Jr, E.J., *Why the Right Went Wrong: Conservatism-From Goldwater to Trump and Beyond*. Édition Simon&Schuster, New York, 2016, 153.

⁵⁴ Les informations sur les résultats des candidats ayant reçu le soutien de Trump sont accessibles grâce aux différentes sources utilisées pour ce travail, mais il est difficile de trouver l'équivalent pour ceux qui, au contraire, n'ont pas reçu la bénédiction du président. En effet, le nombre important de candidats à ces élections, couplé à d'autres facteurs comme le soutien d'organisations ou de personnalités autre que Trump font en sorte de rendre difficile une telle initiative. Dans ces conditions, nous nous limiterons au pourcentage de réussite des candidats qui ont été soutenus par Trump.

⁵⁵ Karmack, Elaine, «Trump endorsed 75 candidates in the midterms. How did they fare on Election day?», *Brooking Institute*, 7 novembre 2018, consulté le 8/11/2018, URL <https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2018/11/07/trump-endorsed-75-candidates-in-the-midterms-how-did-they-fare-on-election-day/>.

⁵⁶ Karmack, «Trump endorsed 75 candidates in the midterms. How did they fare on Election day?».

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

nous intéresse davantage consiste à savoir si les candidats soutenus par Trump lors des primaires réussirent à rééditer leur succès en remportant le scrutin général. Selon Ballotpedia, parmi les 16 personnes soutenues par Trump ayant remporté leur investiture, 62,5 % d'entre eux gagnèrent leur élection en novembre⁵⁷. Pour rappel, James H. Fay avait été le seul candidat soutenu par Roosevelt en 1938 à avoir réussi à déloger le sortant John O'Connor à New York et gagner son élection au Congrès.

4. CONCLUSION

Nous avons vu que la particularité de l'implication de FDR était qu'il tenta de faire tomber des candidats sortants de son propre parti politique. Cependant, cette tentative de « purge », et de manière plus large, les politiques du *New Deal*, eurent comme conséquence de mettre le président au centre des élections de mi-mandat⁵⁸. Pouvons-nous, avec les élections de mi-mandat de 2018, faire un parallèle avec 1938 ? L'implication du président est-elle un indicateur de la performance des candidats ?

Nous avons pu voir grâce à la comparaison de deux élections de mi-mandat que les résultats de 2018 furent différents de ceux de 1938. Notre article a permis d'isoler deux déterminants, soit le contexte général et la relation entre le président et l'*establishment*. Le contexte nous a permis de voir que l'élection de 1938 fut caractérisée par les répercussions d'une récession débutée l'année précédente, d'un taux de satisfaction inférieure à ce à quoi FDR était habitué et surtout, une situation de « canard boiteux ». Trump, au contraire, bénéficiait d'une situation économique stable, n'avait pas à gérer une situation de « canard boiteux », et même si son taux d'approbation auprès de la population n'était pas satisfaisant, il avait réussi à l'accroître auprès de la population en septembre et en octobre 2018, mais surtout, à le maintenir à un taux enviable auprès des électeurs républicains. Les contextes de 1938 et de 2018 sont donc très différents.

Notre second indicateur, celui de la relation avec l'*establishment*, représente ce que nous considérons être un élément névralgique de notre analyse. Il ne faut pas oublier que si FDR s'était impliqué dans les primaires de son parti, ce fut en raison de son conflit avec l'*establishment* démocrate au Congrès, davantage conservateur que le président, et qu'en conséquence, celui-ci voulait remplacer les sortants lui étant hostiles par des candidats proches de ses politiques. Trump, au contraire, n'avait pas une telle opposition venant du Parti républicain. Nous avons vu que les candidats ayant reçu le soutien de Trump n'étaient pas nécessairement hostiles à l'*establishment* et qu'en conséquence, ceux-ci ne devaient pas faire face aux mêmes problèmes que les candidats soutenus par FDR. Cela se confirma par la suite, puisque même si Trump n'avait pas nécessairement soutenu un grand nombre de candidatures lors des primaires, la très grande majorité d'entre eux les remportèrent⁵⁹. Un élément important permettant d'expliquer ce grand taux de succès fut le fait que, comme nous l'avons mentionné, seulement deux candidats ayant reçu un soutien de Trump devaient faire face à des sortants. De plus, si la purge de Roosevelt ne semblait pas populaire auprès de l'électorat démocrate, nous

⁵⁷ Ballotpedia.

⁵⁸ Waxman, «Trump is Hitting the Midterm Campaign Trail Hard. History Shows that Doesn't Always Make a Difference».

⁵⁹ Conroy, Rakich et Nguyen. «We Looked At Hundreds Of Endorsements. Here's Who Republicans Are Listening To».

Les présidents et les primaires : parallèles entre la purge de 1938 et les élections de 2018

avons remarqué qu'une importante majorité des électeurs républicains votant aux primaires soutiendraient Trump dans de potentielles primaires présidentielles de 2020.

Malgré tout, une victoire lors des primaires, pour un candidat ayant reçu le soutien du président, n'est pas un gage de succès aux élections générales. Nous rappelons que 62,5 % des candidats soutenus par Trump lors des primaires, soit dix, ont remporté leur élection⁶⁰. Ceci représente certes un pourcentage intéressant, mais ce cas est loin d'être un gage de succès.

Lorsque nous faisons la synthèse de notre démarche, nous devons confirmer notre hypothèse, soit qu'il n'y a pas de lien entre l'appui d'un président à un candidat lors des primaires et la capacité de celui-ci à les gagner ou à remporter son élection s'il sort victorieux des primaires. Cependant, le faible nombre d'élections pouvant être comparées nous oblige à une certaine réserve dans nos conclusions. L'angle du soutien de l'*establishment* offrir malgré tout un angle intéressant. En effet, nous avons souvent mentionné que FDR s'était non seulement retrouvé en opposition avec l'*establishment* démocrate, essentiellement les éléments plus conservateurs⁶¹, mais qu'en plus, les sortants ont remporté leur primaire en plus de leur élection⁶². Pour ce qui est de 2018, nous avons remarqué qu'au contraire, il y avait une collaboration entre Trump et l'*establishment* républicain puisque non seulement celui-ci avait parrainé la majorité des candidats soutenus par le président, mais qu'en plus les candidats aux primaires étiquetés comme faisant partie de l'*establishment* eurent un meilleur ratio de succès que les autres catégories, soit 40,4 % pour la Chambre des représentants⁶³. Selon Elaine Karmack et Alexander Podkul, le succès des candidats de l'*establishment* pouvait aussi s'expliquer par le fait qu'ils occupaient précédemment une autre charge publique, de sorte qu'ils étaient déjà des figures connues auprès de leur électorat et pouvaient utiliser l'argument de l'expérience pour mettre en valeur leur potentiel⁶⁴. Ces indices peuvent nous amener à croire que l'analyse de l'implication de l'*establishment* de l'un ou l'autre des principaux partis politiques, que ce soit les comités nationaux ou les principaux donateurs influents, pourraient offrir des pistes de recherche davantage intéressantes.

⁶⁰ Ballotpedia.

⁶¹ Milkis, «Franklin D. Roosevelt and the Transcendence of Partisan Politics», 486-487.

⁶² Prince et Boskin, «The Roosevelt 'Purge': A Reappraisal», 662.

Smith, *FDR*, 414.

⁶³ Karmack et Podkul. «The 2018 Primary project: What are the internal divisions within each party?».

⁶⁴ Karmack et Podkul. «The 2018 Primary project: What are the internal divisions within each party?».

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la
Ceinture biblique

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

Par Sara Sfaya *
Université de Sherbrooke

* Candidate à la maîtrise en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée

RÉSUMÉ — Aux États-Unis, les groupes évangéliques exercent une influence politique indéniable, surtout au sein de la Ceinture biblique (Bible Belt), la région américaine la plus conservatrice et la plus religieuse. Bien qu'il existe des avis divergents, une grande majorité de la communauté évangélique appuie sans réserve le président Trump. Le présent article a pour objectif de démontrer en quoi la communauté évangélique a permis au Parti républicain de remporter une proportion considérable de sièges dans la Ceinture biblique aux élections de mi-mandat du 6 novembre 2018. L'évangélisme et l'appui des électeurs religieux de cette région envers Trump seront des éléments clés pour la compréhension de ces résultats, qui diffèrent grandement de ceux qui ont pu être observés à l'échelle nationale.

Mots clés : États-Unis, élections de mi-mandat, religion, évangéliques, protestants, baptistes, peine de mort, avortement, Bible Belt, Ceinture biblique

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

INTRODUCTION

La séparation américaine de l'Église et de l'État ne donne pas aux États-Unis un caractère antireligieux. Elle a pour unique fonction d'assurer la libre pratique de toutes les religions et d'empêcher la mise en place d'une religion d'État¹. C'est la clause « d'établissement », prévue par le Premier amendement de la Constitution américaine, qui empêche l'État de favoriser une religion par rapport à une autre². Elle n'interdit toutefois pas aux acteurs de la scène politique de proclamer leurs croyances religieuses, ce qu'ils font ouvertement depuis les années 1970³. En outre, Denis Lacorne affirme que le fait de « se “prononcer” sur la question religieuse [est un] passage obligé aux États-Unis pour les prétendants à la magistrature suprême »⁴. La religion fait partie intégrante des débats politiques aux États-Unis, et c'est notamment ce qui permet à certains groupes religieux d'exercer une influence notable. En ce qui concerne les évangéliques, leur poids politique s'est consolidé dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan. Effectivement, la « coalition Reagan » (formée des électeurs de Reagan), mise sur pied en 1980, a permis l'unification de la droite religieuse et son identification au Parti républicain. Elle regroupe ainsi des Républicains (représentent 86 % de la coalition), conservateurs (80 %), évangéliques blancs *born-again* (71 %), qui fréquentent l'église plus d'une fois par semaine (65 %), et qui estiment que l'avortement devrait être rendu illégal (64 %)⁵. La mise sur pied de cette coalition a permis aux électeurs de la droite religieuse de se réunir et d'accroître leur influence. D'ailleurs, Sébastien Fath affirme que le « protestantisme évangélique états-unien est un poids lourd du paysage religieux »⁶. L'évangélisme a ses racines dans l'histoire de l'Amérique du Nord et rejoint environ [le tiers de la population du sous-continent](#).

Comme le mouvement religieux dont il est question exerce une influence à une si large échelle, il faut comprendre qu'il est particulièrement hétéroclite⁷. Tout de même, les groupes et individus qu'il rassemble ont en commun le prosélytisme, ou le désir d'attirer de nouveaux croyants, d'assurer la croissance de l'évangélisme⁸. Ses partisans se montrent donc très militants, ce qui les rend actifs dans plusieurs sphères de la société, et accroît leur influence⁹. Se rattachant fortement à des valeurs conservatrices,

¹ Vandal, Gilles, « Religion et Politique dans le discours d'Obama : le défi d'une lecture libérale de la Bible », *Theoforum*, 2012, p. 1.

² Froidevaux-Metterie, Camille, « États-Unis : comprendre l'énigme théocratico-laïque », *Critique internationale*, vol. 36, no. 3, 2007, p. 121.

³ Richet, Isabelle, « Religion et politique aux États-Unis : une pas si sainte alliance », *Hérodote*, vol. 106, no. 3, 2002, p. 151-166.

⁴ Lacorne, Denis, « Religion et politique aux États-Unis. Entre laïcité et puritanisme », *Éditions Esprit*, vol. novembre, no. 11, 2012, p. 15.

⁵ White, John Kenneth, « The Death of the Reagan Coalition », dans *Barack Obama's America: How New Conceptions of Race, Family, and Religion Ended the Reagan Era*, University of Michigan Press, 2009, p. 195, DOI 10.2307/j.ctt22p7hhs.10

⁶ Fath, Sébastien, « Les églises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient », *Les Champs de Mars*, vol. 26, no. 1, 2015, p. 109.

⁷ Fath, Sébastien, « Protestants évangéliques dans le monde, 2017 », *Sciences Po*, 2017, consulté le 09/12/2018, URL <https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/media/protestants-evangeliques-dans-le-monde-2017>

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

les évangéliques tendent à se regrouper autour d'enjeux comme celui de l'avortement, auquel ils s'opposent catégoriquement. Plus encore, des questions comme celle-ci peuvent être déterminantes pour leurs intentions de vote, principalement dans la région de la [Ceinture biblique](#), où les évangéliques sont très fervents et en grand nombre.

Dans cette optique, il convient de se questionner sur le poids que peut avoir la communauté évangélique en contexte électoral. En ce qui a trait aux élections américaines de mi-mandat de novembre 2018, nous posons donc la question suivante : quelle influence ont eu les évangéliques sur les résultats dans la région de la Ceinture biblique ?

Pour répondre à cette question, il sera d'abord nécessaire d'exposer les concepts essentiels à la compréhension de l'influence de ces groupes religieux. Ensuite, il faudra se pencher sur les discours que les groupes ont tenus en prévision des élections du 6 novembre 2018, avant de se questionner sur la baisse d'influence des évangéliques. Enfin, il conviendra de présenter les résultats des élections pour la région de la Ceinture biblique, avant d'analyser l'écart entre ces résultats et la tendance nationale. Notre hypothèse est que l'influence des évangéliques dans la Ceinture biblique en 2018 a été importante en raison de trois facteurs, soit leur poids démographique dans la région, leur appui au président Trump lors de la campagne de 2016 et le soutien qu'ils ont démontré aux priorités sociales du Parti républicain.

1. LA CEINTURE BIBLIQUE ET LES ÉVANGÉLIQUES : DES CONCEPTS FONDAMENTAUX

1.1 La Ceinture biblique

Un sondage réalisé en 2017 par la firme Gallup a permis de [catégoriser les régions américaines selon leur niveau de religiosité](#). Le critère de religiosité est basé sur l'importance que les répondants disent accorder à la religion et sur leur présence à des services religieux¹⁰. Les régions dont la religiosité est la plus élevée constituent la Ceinture biblique : « *[t]he Southwest and Southeast regions of the United States lived up to their reputation as the home of the nation's Bible Belt in 2017, producing nine of the nation's 11 most religious states* »¹¹. Les populations de ces États ont élu, historiquement et dans les dernières élections, des candidats républicains en majorité¹². Selon une étude réalisée en 2016 par le Pew Research Center, l'appui des évangéliques blancs au Parti républicain est resté sensiblement le même depuis l'élection présidentielle de 2004. George W. Bush (2004), John McCain (2008) et Mitt Romney (2012) ont respectivement reçu l'appui de 78 %, 74 % et 78 % de la communauté évangélique blanche¹³.

¹⁰ Norman, Jim, «The Religious Regions of the U.S.», *GALLUP*, 6 avril 2018, consulté le 09/12/2018, URL <https://news.gallup.com/poll/232223/religious-regions.aspx>

¹¹ *Ibid.*

¹² Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

¹³ A. Smith, Gregory et Jessica Martínez, «How the faithful voted: A preliminary 2016 analysis», *Pew Research Center*, 9 novembre 2016, consulté le 18/12/2018, URL

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

1.2 L'évangélisme

Aux États-Unis, l'évangélisme est la forme la plus répandue du protestantisme. Selon Sébastien Fath, les Églises évangéliques américaines ont une influence politique considérable; elles « donnent le ton »¹⁴. Autrement dit, ce sont elles qui dictent la tendance sur des questions comme l'avortement, et qui rejoignent la plus grande portion des chrétiens protestants aux États-Unis¹⁵. Si le mouvement a une influence aussi importante, c'est principalement en raison de son poids démographique considérable¹⁶. Effectivement, « les protestants évangéliques des États-Unis avoisinent environ quatre-vingt-dix millions de fidèles¹⁷ ». Même s'ils « dominent la scène protestante », leur nombre n'est pas pour autant en croissance : il est stable, contrairement à celui des autres protestants, qui est en diminution¹⁸. Fath affirme que « [s]i les Évangéliques américains sont plus "bruyants" aujourd'hui, [c'est] parce que la société se sécularise (hausse des divorces, légalisation de l'avortement, dépénalisation de l'homosexualité, etc.) »¹⁹. Autrement dit, en réponse à ces nombreux changements sociaux, les membres de la communauté évangélique déploient des efforts pour faire valoir leurs droits et leurs points de vue, ce qui leur permet de maintenir leur influence²⁰.

2. LE POINT DE VUE DES LEADERS ÉVANGÉLIQUES

Les leaders évangéliques n'ont pas tous la même opinion en ce qui a trait au président Trump. Alors que certains l'appuient inconditionnellement et encouragent leur communauté à faire de même, d'autres adoptent un point de vue plus nuancé ou complètement opposé. Il est donc important de comprendre que la communauté évangélique n'est pas totalement uniforme. Il existe certes une majorité claire, mais les dissidences sont présentes.

2.1 Un fort appui à Trump au sein de la communauté

Quatre-vingt-un pour cent des évangéliques blancs ont voté pour Trump en 2016. Selon le révérend Daniel McGehee, de la ville d'Arab en Alabama, il faut « [...] voter selon les Saintes Écritures et découvrir qui est contre les textes sacrés »²¹. Pour McGehee, le fait que le président soit en accord avec l'Église et l'encourage facilite grandement le quotidien des évangéliques²². Trump s'identifie comme presbytérien (le

<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/11/09/how-the-faithful-voted-a-preliminary-2016-analysis/>

¹⁴Fath, Sébastien, «Les églises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient», *Les Champs de Mars*, vol. 26, no. 1, 2015, p. 109

¹⁵*Ibid.*

¹⁶*Ibid.*

¹⁷Fath, Sébastien, «Les églises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient», p. 110.

¹⁸*Ibid.*

¹⁹*Ibid.*

²⁰*Ibid.*

²¹Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat», *Radio-Canada, Le télé-journal*, 17 octobre 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-avec-celine-galipeau/site/segments/reportage/91239/etatsunis-religion-evangeliques-donald-trump>

²²*Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

presbytérianisme est une forme de protestantisme). Il a toutefois affirmé ne pas croire en la confession et ne pas demander pardon à Dieu : « *When he makes mistakes, he has commented that he does not ask forgiveness or even “bring God into that picture”* »²³. La confiance que lui accordent les évangéliques n'est pas tant le résultat de la pratique religieuse du président que de ses positions sur des sujets sensibles comme l'avortement²⁴. Bien que Trump n'ait pas toujours eu ces points de vue, David Brody et Scott Lamb ont affirmé que Trump avait gagné le soutien des évangéliques en les appuyant dans des causes qui les tiennent à cœur, sans prétendre être quelqu'un d'autre²⁵.

La foi de certains évangéliques en Trump est inconditionnelle : ceux qui le soutiennent lui pardonnent tout, « ses infidélités, ses mensonges, ses moqueries »²⁶. S'ils accordent au président cette grâce sans limites, malgré ses nombreux faux pas, c'est notamment parce qu'il permet aux chrétiens d'avoir une voix. C'est ce qu'affirme Ted Melton, un croyant évangélique de l'église du révérend McGhee. Les partisans du mouvement évangélique sont convaincus qu'il accomplit le travail de Dieu. Trump s'est attiré énormément d'appui de cette population lorsqu'il a nommé à la Cour suprême des juges très conservateurs (Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh). Durant sa campagne de 2016, une liste de ses potentielles nominations à la Cour suprême avait été publicisée et elle lui aurait permis de gagner de nombreux votes²⁷. Il a aussi rejeté l'avortement²⁸ : lors d'une entrevue à MSNBC en mars 2016, il a effectivement affirmé que les femmes qui se faisaient avorter méritaient « *some form of punishment* »²⁹. Pour ces raisons, « [c]es évangéliques appuieront sans réserve le Parti républicain aux élections de mi-mandat [...] »³⁰. À cet effet, Sheila Elf, également membre de l'église du révérend McGehee, fait comprendre que la position de Trump sur l'avortement constitue pour elle une raison suffisante d'appuyer son parti : « Des enfants de Dieu sont avortés, tués. Ça me brise le cœur »³¹.

²³Wylie-Kellermann, Bill et Rose Marie Berger, «Trump Powers: Principalities and the President (2017)», dans *Principalities in Particular: A Practical Theology of the Powers That Be*, Publishers, 2017, 259-288, DOI 10.2307/j.ctt1tm7htm.33

²⁴Joffe, Carole, «What Will Become of Reproductive Issues in Trump's America?», *Reproductive Health Matters*, vol. 25, no. 49, 2017, p. 1, URL www.jstor.org/stable/26495984

²⁵Brody, David et Scott Lamb, «The Faith of Donald J. Trump», *Broadside Books*, 2018.

²⁶Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat».

²⁷Woellert, Lorraine et Christopher Cadelago, «The list won Trump the White House. Now Democrats are using it against him», *Politico*, 7 février 2018, consulté le 10/12/2018, URL <https://www.politico.com/story/2018/07/02/donald-trump-supreme-court-list-690628>

²⁸Agence France-Presse, «Avortement : la Cour suprême refuse de se saisir d'un dossier», *La Presse*, 10 décembre 2018, consulté le 30/12/2018, URL <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201812/10/01-5207532-avortement-la-cour-supreme-refuse-de-se-saisir-dun-dossier.php>

²⁹Graves, Lucia, «Trump once said women should be punished for abortion. Now, he's making it happen», *The Guardian*, 24 janvier 2017, consulté le 30/12/2018, URL <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/24/trump-once-said-women-should-be-punished-for-abortion-t>

³⁰Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat».

³¹*Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

La First Baptist Church (le baptisme est un courant évangélique), dans la ville de Luverne en Alabama, a également été un important pôle d'appui pour Trump dans la Ceinture biblique. Soixante-douze pour cent des électeurs du comté de Crenshaw, où est située l'église, auraient soutenu Trump en 2016 et il se serait attiré l'appui de plus de 80 % de la communauté baptiste du sud³². En parlant de Trump, Jewell Killough, l'une des membres de la First Baptist Church, a affirmé : « *Oh, I feel like the Lord heard our prayers and gave us a second chance before the end times* »³³. En faisant référence aux histoires controversées sur Trump qui alimentaient les médias, Killough a soutenu : « *I think [the liberals] are trying to frame him* »³⁴.

Dans la même ligne de pensée, le pasteur Robert Jeffress de la First Baptist Church de la ville de Dallas au Texas a soutenu que Trump était « *on the right side of God* » et que « *evangelicals know they are not compromising their beliefs in order to support this great president* »³⁵. Franklin Graham, le fils du révérend évangélique [Billy Graham](#) (décédé en février 2018), a affirmé que si Trump était au pouvoir, c'était parce que Dieu l'y avait placé³⁶.

2.2 La relation entre Trump et la communauté évangélique

Si la plupart des membres de la communauté évangélique offrent un appui aussi inconditionnel au président Trump, c'est certainement parce qu'ils ressentent de sa part le même soutien, le même encouragement. Le dîner qu'il a organisé à la Maison-Blanche le 3 mai 2017 en constitue un excellent exemple. En se pliant à la tradition d'inviter des communautés religieuses à dîner, le président Trump a permis à une quarantaine de leaders évangéliques d'échanger avec lui durant quelques heures³⁷.

L'engagement de Trump auprès de la droite chrétienne est sans surprise, celle-ci ayant l'habitude d'appuyer les candidats républicains. Avec l'appui d'environ 80% des évangéliques blancs, Trump est le candidat républicain à avoir obtenu le plus grand nombre de votes de la part de cette communauté depuis George W. Bush en 2004, qui avait obtenu l'appui d'environ 78% des évangéliques blancs³⁸. À cette période, il s'était affiché comme un *born-again christian* et affirmé que s'il était président, c'était parce

³² McCrummen, Stephanie, «Judgment Days», *The Washington Post*, 21 juillet 2018, consulté le 14/12/2018, URL https://www.washingtonpost.com/news/national/wp/2018/07/21/feature/god-trump-and-the-meaning-of-morality/?utm_term=.81f14ff31c4c

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19^e édition, 2017, p. 265.

³⁸ Pulliam Bailey, Sarah, «White evangelicals voted overwhelmingly for Donald Trump, exit polls show», *The Washington Post*, 9 novembre 2016, consulté le 10/12/2018, URL https://www.washingtonpost.com/news/acts-of-faith/wp/2016/11/09/exit-polls-show-white-evangelicals-voted-overwhelmingly-for-donald-trump/?noredirect=on&utm_term=.1c569b3e1467

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

que Dieu le voulait et qu'il devait répondre à cette volonté divine³⁹. En 1980, Carter a perdu les élections présidentielles aux mains de Reagan, qui avait obtenu l'appui des deux tiers des électeurs évangéliques⁴⁰. Quant à Nixon, il a été réélu en 1972 avec une grande majorité des votes évangéliques, soit 84%, alors qu'il en avait obtenu 69% en 1968⁴¹. La communauté évangélique a continué à soutenir Nixon durant la plus grande partie de sa présidence⁴².

Aujourd'hui, est possible de dire que le président et les membres de la communauté chrétienne de droite sont interdépendants, ou du moins, qu'ils se soutiennent mutuellement, car si Trump a pu compter sur leur appui en 2016 pour assurer sa victoire, ils s'attendent eux aussi à recevoir la pareille. Ils ont effectivement quelques projets en tête : « [...] *evangelicals expect the president to help further their social agenda, such as by opposing abortion and expanded rights for gay and transgender people* »⁴³. Si les évangéliques ont la conviction que Trump voudra les aider dans l'atteinte des buts qu'ils se sont fixés, c'est surtout en raison de la nomination de plusieurs chrétiens conservateurs à des postes particulièrement importants. Entre Mike Pence à la vice-présidence et Mike Pompeo comme directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), Trump a nommé des personnes très conservatrices comme secrétaires de l'Énergie et de l'Éducation notamment, mais aussi au poste de conseiller à la sécurité nationale, au Département de la Justice, et à l'Agence de protection de l'environnement⁴⁴.

2.3 Des leaders évangéliques dubitatifs face à Trump

Malgré l'appui incontestable qu'offre la grande majorité de la communauté évangélique au président Trump, certaines personnalités religieuses influentes ne partagent pas cet avis selon lequel il accomplit le travail de Dieu. Effectivement, 16% des évangéliques blancs [ont accordé leur vote à Hillary Clinton](#) en 2016.

C'est le cas du révérend évangélique Rob Schenck, un leader de la communauté évangélique en Alabama. À son avis, le président américain est dépourvu à la fois d'éthique et de principes moraux. Cette immoralité qu'il attribue à Trump a poussé le révérend à se dissocier entièrement du Parti républicain. Pour lui, les évangéliques qui ont donné leur appui à Trump en 2016 ont vendu leur âme et les discours qu'ils tiennent

³⁹ Berggren, D. Jason et Nicol C. Rae, «Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, Foreign Policy, and an Evangelical Presidential Style», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 36, no. 4, 2006, p. 615, URL <http://www.jstor.org.ezproxy.usherbrooke.ca/stable/27552257>

⁴⁰ Haberman, Clyde, «Religion and Right-Wing Politics: How Evangelicals Reshaped Elections», *The New York Times*, 28 octobre 2018, consulté le 31/01/2019, URL <https://www.nytimes.com/2018/10/28/us/religion-politics-evangelicals.html>

⁴¹ Stephens, Randall J., «Evangelicals and Trump – lessons from the Nixon era», *The Conversation*, 15 juin 2018, consulté le 01/01/2019, URL <http://theconversation.com/evangelicals-and-trump-lessons-from-the-nixon-era-97974>

⁴² Stephens, Randall J., «Evangelicals and Trump – lessons from the Nixon era».

⁴³ Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19^e édition, 2017, p. 265.

⁴⁴ *Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

donnent une très mauvaise image de la communauté : « Les gens perçoivent maintenant les évangéliques comme des personnes prêtes à tout pour obtenir ce qu'elles veulent »⁴⁵.

Il existe des points de vue plus partagés sur la question. Notamment, le pasteur Rodney Williams, qui prêche auprès d'ex-drogueés et prisonniers dans l'État du Mississippi, estime que la présidence de Trump est un mal nécessaire⁴⁶. Il n'est pas d'accord avec la totalité de son discours, mais affirme qu'au moins, il tient ses promesses. Tout de même, il estime que « Démocrates et Républicains sont deux causes d'un même mal » et que le pays s'est trop éloigné de Dieu⁴⁷. Pour Williams, il faudrait une intervention divine pour que la nation soit sauvée; autrement, elle est en train de partir en ruines⁴⁸.

Rodney Williams n'est pas le seul à avoir davantage confiance en Trump parce qu'il tient ses promesses. Richard Land, le président du Southern Evangelical Seminary, dans l'État de Caroline du Nord, a affirmé avoir donné son appui à Donald Trump en 2016 pour une raison très similaire. En effet, il soutient avoir voté pour Trump malgré lui, uniquement parce qu'il avait beaucoup moins confiance en Hillary Clinton⁴⁹. Selon Stephen Mansfield, qui a écrit notamment sur la foi d'Obama et de Trump, les chrétiens qui n'ont pas fait confiance à Clinton « [...] *felt traumatized in the wake of the Obama years and terrified by the possibility of a Hillary Clinton presidency* »⁵⁰. Effectivement, ces électeurs avaient l'impression que l'administration Obama « *had bombarded [their] faith* », notamment en raison des actions du Parti républicain pour les droits de la communauté LGBT et pour l'accès à l'avortement⁵¹.

3. LES GROUPES ÉVANGÉLIQUES : UNE INFLUENCE EN BAISSÉ?

L'adhésion aux églises conservatrices est en baisse. Selon de nombreux chercheurs, la jeunesse est certainement un facteur prépondérant : « [...] *young adults are more liberal on some cultural issues. For instance, only 23 percent of older evangelical Protestants (born before 1981) favor same-sex marriage, compared with 45 percent of*

⁴⁵ Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat», *Radio-Canada, Le télé-journal*, 17 octobre 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-avec-celine-galipeau/site/segments/reportage/91239/etatsunis-religion-evangeliques-donald-trump>

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Latreille, Christian, «Les évangéliques fidèles à Trump», *Radio-Canada*, 18 octobre 2018, URL https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1130363/protestants-fondamentalistes-religieux-parti-republicain-chretien-elections-mi-mandat?fbclid=IwAR1PDkzcc0zfZgBKosHOAw716cinUIsE_MhS-YJjbVI48TJdjk02R1CYXYQ

⁴⁸ Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat», *Radio-Canada, Le télé-journal*, 17 octobre 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-avec-celine-galipeau/site/segments/reportage/91239/etatsunis-religion-evangeliques-donald-trump>

⁴⁹ Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19^e édition, 2017, p. 267.

⁵⁰ C. Miller, Eric, «Why Donald Trump – A Conversation with Stephen Mansfield», 14 novembre 2017, consulté le 10/12/2018, URL <https://ericcmiller.com/2017/11/14/why-donald-trump-a-conversation-with-stephen-mansfield/>

⁵¹ *Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

Millenials »⁵². Le pourcentage de milléniaux évangéliques qui disent être en faveur de l'immigration et de l'augmentation des services gouvernementaux est également clairement plus élevé que le pourcentage d'évangéliques plus âgés du même avis⁵³.

Alors que la portion la plus jeune des évangéliques semble adhérer à des idées différentes de celles du reste de leur communauté, les leaders du mouvement ne sont pas pour autant prêts à adopter des propos plus nuancés. C'est ce qu'affirme sans équivoque le président de la Southern Baptist Convention's Ethics and Religious Liberty Commission, Russell Moore : « *If we have to choose between Jesus and Millennials, we choose Jesus* »⁵⁴.

Si les chercheurs se questionnent sur les changements que pourrait subir l'influence de la droite religieuse, ce n'est pas uniquement en raison de l'ouverture dont fait preuve la plus jeune frange de la communauté évangélique. C'est aussi parce que le pourcentage de personnes affiliées à une église a diminué, les enseignements religieux n'étant plus considérés comme nécessaires à l'inculcation de valeurs et de principes moraux aux enfants⁵⁵. Il faut aussi spécifier que des figures importantes de la droite chrétienne évangélique sont décédées en 2007, notamment Jerry Falwell Sr. et D. James Kennedy⁵⁶. Selon Robert P. Jones, le fondateur du Public Religion Research Institute, ces décès ont contribué à l'affaiblissement des institutions chrétiennes de droite⁵⁷.

4. DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT DANS LES ÉTATS DE LA CEINTURE BIBLIQUE

En vue de mesurer l'influence qu'ont eue les évangéliques sur les élections de mi-mandat dans la Ceinture biblique, il faut se pencher sur les résultats pour les sièges qui étaient en jeu, en établissant des comparaisons avec les élections des années précédentes. Il convient de présenter les gouverneurs, sénateurs et représentants qui ont remporté les élections dans la région, ainsi que leurs opinions sur les questions qui sont chères à la communauté évangélique.

4.1 Les gouverneurs

Aux élections de mi-mandat du 6 novembre 2018, les sièges de 36 gouverneurs étaient en jeu⁵⁸. Parmi ces sièges, sept se trouvaient au sein de la région de la Ceinture

⁵² Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19e édition, 2017, p. 267.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19e édition, 2017, p. 267-268.

⁵⁶ Clemmitt, Marcia, «Future of the Christian Right», dans *Issues for Debate in American Public Policy*, Selections from CQ Researcher, SAGE Publishing, 19e édition, 2017, p. 268.

⁵⁷ Falwell avait mis sur pied, en 1979, Moral Majority, la première grande organisation «to facilitate the Christian Right-GOP alliance»⁵⁶. Kennedy était un télévangéliste floridien.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁸ Lebeuf, Sophie-Hélène, «Comprendre les élections de mi-mandat américaines», *Radio-Canada*, 2 novembre 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1132676/etats-unis-manuel-pour-comprendre-elections-mi-mandat-americaines-mardi-prochain>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

biblique. L'Alabama (59,6% des votes pour le candidat républicain), l'Arkansas (65,4% des votes pour le candidat républicain), la Caroline du Sud (54% des votes pour le candidat républicain), la Georgie (50,2% des votes pour le candidat républicain), l'Oklahoma (54,3% des votes pour le candidat républicain), le Tennessee (59,6% des votes pour le candidat républicain) et le Texas (55,8% des votes pour le candidat républicain) ont effectivement dû élire chacun un gouverneur, et tous ont choisi un gouverneur républicain⁵⁹. Il s'agit d'une continuité puisqu'entre 2012 et 2016, les États de la Ceinture biblique n'ont élu que des gouverneurs républicains⁶⁰. Le tableau 1 montre que les gouverneurs élus aux élections de mi-mandat de 2018 dans la Ceinture biblique adoptent tous les mêmes positions conservatrices.

Tableau 1 : Positions des gouverneurs sur le droit à l'avortement et la peine de mort

États	Gouverneurs	Droit à l'avortement	Peine de mort
Alabama	Kay Ivey	Contre	Pour
Arkansas	Asa Hutchinson	Contre	Pour
Caroline du Sud	Henry McMaster	Contre	Pour
Georgie	Brian Kemp	Contre	Pour
Oklahoma	Kevin Stitt	Contre	Pour
Tennessee	Bill Lee	Contre	Pour
Texas	Greg Abbott	Contre	Pour

Sources :

I Side With, «Candidates», 2018, consulté le 02/01/2019, URL <https://www.isidewith.com/candidates/>

On the Issues, «Governor», 2018, consulté le 02/01/2019, URL <http://www.ontheissues.org/Governor/>

Les opinions de ces gouverneurs sur les questions qui sont chères aux groupes religieux ont sans doute un rôle à jouer dans le gain qu'ils ont connu. Le cas d'Asa Hutchinson, qui a pu conserver son siège de gouverneur en Arkansas avec une majorité écrasante, est particulièrement intéressant. En effet, Hutchinson se dit clairement opposé à l'avortement : « *I believe [...] that unborn children deserve to be protected. My record as Governor has been 100% Pro-Life, and I will continue to lead with these principles in my second term* »⁶¹. D'ailleurs, l'organisation à but non lucratif Arkansas Right to Life a endossé le gouverneur en raison des mesures qu'il a prises pour restreindre le droit à l'avortement. Pour cela, il a allongé les délais d'attente, resserré les règles en ce qui a trait au consentement parental et empêché le financement de Planned Parenthood,

⁵⁹ Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

⁶⁰ CNN Politics, «Election Center», 2016, URL <https://www.cnn.com/election/2016/results>

⁶¹ Kauffman, Jacob, «Arkansas Right To Life Endorses Governor Asa Hutchinson In GOP Primary», *KUAR Public Radio from UA Little Rock*, 1^{er} mai 2018, URL <http://www.ualrpublicradio.org/post/arkansas-right-life-endorses-governor-asa-hutchinson-gop-primary>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

une organisation promouvant l'éducation sexuelle et un accès facilité aux soins de santé⁶². Ce n'est pas uniquement en ce qui concerne l'avortement qu'Asa Hutchinson a été sans équivoque : il s'est montré très transparent quant à son point de vue sur la peine de mort. Le 30 avril 2017, la première des trois drogues utilisées lors des exécutions par injection létale (midazolam) devait expirer, alors que son réapprovisionnement était compliqué en raison de l'hésitation des compagnies productrices à endosser indirectement la peine de mort⁶³. Pour pouvoir utiliser la substance, mais également dans l'objectif d'assurer la justice, Hutchinson a commandé l'exécution de huit hommes (dont quatre ont finalement été exécutés⁶⁴), déjà dans le couloir de la mort (*on death row*) depuis de nombreuses années, en l'espace d'une dizaine de jours⁶⁵. Cette décision a créé une controverse de taille, notamment parce que le midazolam ne garantit pas une exécution sans souffrance. Malgré les oppositions, Hutchinson a reçu un appui populaire sans conteste pour sa décision et a pu conserver son siège. Il faut souligner qu'en Arkansas, les évangéliques représentent 46% de la population⁶⁶. Bien qu'il existe plusieurs avis dissidents, une étude a permis d'établir le point de vue de cette communauté sur la question de la peine de mort :

The present study argues that evangelical/fundamentalist Protestants are more inclined to attribute crime to offenders' dispositional characteristics than to situational factors. Consequently they are expected to be more punitive than members of other groups. Survey data from a sample of adults in a southwestern city reveal greater punitiveness among evangelical/fundamentalist Protestants on four of five policy issues, including support for the death penalty both for adults and for juveniles⁶⁷.

Dans une étude réalisée en 1999, Songer et Tabrizi ont établi que les juges évangéliques étaient plus enclins à condamner à la peine de mort que les autres juges⁶⁸. Cependant, en 1992, une étude de Young a permis de révéler que les évangéliques noirs étaient fortement opposés à la peine capitale⁶⁹. À cet effet, Bryan Stevenson, professeur de droit à l'Université de New York, a affirmé, dans

⁶²*Ibid.*

⁶³Pilkington, Ed, «Arkansas' governor is 'fighting back' to execute five men in 10 days. But why?», *The Guardian*, 18 avril 2017, URL <https://www.theguardian.com/us-news/2017/apr/18/asa-hutchinson-arkansas-executions-motive>

⁶⁴Death Penalty Information Center, «The Death Penalty in 2017 : Year End Report», URL <https://deathpenaltyinfo.org/documents/2017YrEnd.pdf>, p. 15.

⁶⁵Lopez, German, «Courts halt Arkansas's plan to execute 8 people in 11 days», *Vox*, 17 avril 2017, URL <https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/4/12/15249964/arkansas-executions-death-penalty>

⁶⁶Pew Research Center, «Religious Composition of Adults in Arkansas», URL <http://www.pewforum.org/religious-landscape-study/state/arkansas/>

⁶⁷Grasmick, Harold G., John K. Cochran, Robert J. Bursik Jr., et M'Lou Kimpel, «Religion, punitive justice, and support for the death penalty», *Justice Quarterly*, vol. 10, n°2., 1993, p. 289-314, URL <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/07418829300091831>

⁶⁸K. Miller, Monica et R. David Hayward, «Religious Characteristics and the Death Penalty», *Law and Human Behavior*, 2008, p. 114, DOI 10.1007/s10979-007-9090-z

⁶⁹Young, R. L., «Religious orientation, race and support for the death penalty», *Journal for the Scientific Study of Religion*, 1992, vol. 31, no. 1, p. 76, URL <http://dx.doi.org/10.2307/1386833>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

un essai contre la peine de mort, « *[t]he most glaringly obvious symptom of dysfunctions of the American criminal justice process, readily apparent to even the most casual observer, is the stark overrepresentation of people of color (primarily African Americans and Latinos) in the ranks of those who are prosecuted for crimes in the United States* »⁷⁰. Quant à la peine capitale, il explique que « *it operates in a manner that reveals insidious race consciousness* »⁷¹.

Ainsi, le point de vue des candidats sur la peine capitale a pu constituer, à l'instar de l'avortement, un facteur décisif dans le choix des membres de la communauté évangélique blanche aux élections du 6 novembre.

4.2 Les sénateurs

En ce qui concerne le Sénat, 35 sièges étaient en jeu le 6 novembre. Parmi ces sièges, trois se trouvaient au sein de la Ceinture biblique. Comme aux élections de 2012, 2014 et 2016, ils ont tous été remportés par le Parti républicain⁷². Au Mississippi, au Tennessee et au Texas, Roger Wicker (58,8%), Marsha Blackburn (54,7%) et Ted Cruz (50,9%) ont respectivement été élus sénateurs⁷³.

Ces candidats se sont tous opposés catégoriquement à l'avortement. En 2008, Roger Wicker a présenté le *Life at Conception Act*, soutenant que les êtres humains à naître devaient être considérés comme des personnes dès leur conception⁷⁴. Durant sa dernière campagne sénatoriale, Wicker a déclaré son appui au président Trump dans ses efforts pour restreindre le droit à l'avortement et pour promouvoir la liberté religieuse. Le président a effectivement annoncé, le 7 novembre 2018, la version finale de deux mesures ayant pour objectif de « [...] provide "religious and moral conscience protections" for Americans, concerning tax dollars and abortions »⁷⁵. La première des mesures permet aux entités qui, pour des raisons religieuses, s'opposent à la couverture de la contraception, d'en être exemptées. La deuxième offre une protection aux petites entreprises et organisations qui s'y opposent pour des raisons morales autres que religieuses⁷⁶. En parlant de ces deux nouvelles règles, Wicker a affirmé: « *The actions*

⁷⁰ Stevenson, Bryan, «Reflections on Race and Capital Punishment in America», dans Bedau, Hugo et Paul Cassell, «Debating the Death Penalty; Should America Have Capital Punishment?», Oxford University Press, 2004, p. 85.

⁷¹ Stevenson, Bryan, «Reflections on Race and Capital Punishment in America», p. 99.

⁷² CNN Politics, «Senate Results», 2016, URL <https://www.cnn.com/election/2016/results/senate>

⁷³ Politico, «Texas Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/texas/>

⁷⁴ Wicker, «Wicker Introduces the Life at Conception Act», Roger Wicker United States Senator for Mississippi, 11 juin 2008, URL <https://www.wicker.senate.gov/public/index.cfm/press-releases?ID=791ddb31-fc9e-e16f-8d15-01dec5224546>

⁷⁵ Thomas, Tara, «Abortions: Mississippi senator says no to paying with taxpayer dollars», WJTV12, 10 novembre 2018, URL <https://www.wjtv.com/news/local-news/abortions-mississippi-senator-says-no-to-paying-with-taxpayer-dollars/1586714742>

⁷⁶ HHS Press Office, «Trump Administration Issues Final Rules Protecting Conscience Rights in Health Insurance», 7 novembre 2018, consulté le 11/12/2018, URL <https://www.hhs.gov/about/news/2018/11/07/trump-administration-issues-final-rules-protecting-conscience-rights-in-health-insurance.html>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

announced this week, by the Trump Administration, are great news for religious freedom and the fight for life »⁷⁷. Historiquement, Wicker s'est aussi montré en faveur de la peine de mort : en 1995 et en 1998 respectivement, il a voté oui pour rendre les procédures d'appel plus difficiles pour les condamnés à mort et a appuyé l'élargissement de l'utilisation de la peine de mort au fédéral.

De son côté, la sénatrice Blackburn, du Tennessee, s'est opposée aux activités de [Planned Parenthood](#) : « *I'm 100-percent pro-life. I fought Planned Parenthood and we stopped the sale of baby body parts, thank God* »⁷⁸. Dans un État majoritairement pro-vie, cela lui a valu d'être reconnue comme l'une des militantes anti-avortement les plus indéfectibles⁷⁹. Quant à la peine de mort, elle s'est peu prononcée sur la question durant la campagne, mais elle a appuyé en 2017 le *Thin Blue Line Act*, qui stipule que « [...] *the murder of a state or local police officer [is] an aggravating factor for a jury to consider in deciding whether to impose the death penalty in federal capital cases* »⁸⁰.

Enfin, Ted Cruz, comme Blackburn, a accusé Planned Parenthood, qu'il a qualifiée d'organisation criminelle, de vendre des parties d'êtres humains à naître⁸¹. Durant la campagne, Cruz a concentré ses efforts sur la population hispanique de la Vallée du Rio Grande⁸². Bien qu'elle ait été historiquement démocrate, elle compte de nombreux chrétiens dont les opinions sur l'avortement, notamment, concordent mieux avec celles du Parti républicain. Aniceto Mata, un membre de la communauté hispanique de la région, a accordé son appui aux Démocrates durant de nombreuses années, avant que lui et sa famille ne se tournent vers Trump, notamment en raison de son opinion sur l'avortement. En appui à Ted Cruz, il a affirmé : « *Our values are in line with conservative values. [...] This whole time I was just uninformed. There are a lot of Hispanics who are conservative and don't even know it* »⁸³. Par ailleurs, Cruz s'est montré fortement en faveur de la peine capitale⁸⁴. Ayant auparavant travaillé à la Cour

⁷⁷ Thomas, Tara, « Abortions: Mississippi senator says no to paying with taxpayer dollars », *WJTV12*, 10 novembre 2018, URL <https://www.wjtv.com/news/local-news/abortions-mississippi-senator-says-no-to-paying-with-taxpayer-dollars/1586714742>

⁷⁸ Ertelt, Steven, « Planned Parenthood Arch-Enemy Marsha Blackburn Wins Tennessee Senate Race Over Pro-Abortion Candidate », *Life News*, 6 novembre 2018, URL <https://www.lifenews.com/2018/11/06/planned-parenthood-arch-enemy-marsha-blackburn-wins-tennessee-senate-race-over-pro-abortion-candidate/>

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Blackburn, « Blessed Are the Peacemakers », *Marsha Blackburn*, 16 mai 2017, URL <https://blackburn.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=398272>

⁸¹ On The Issues, « Ted Cruz on Abortion », 20 septembre 2018, URL http://www.ontheissues.org/Social/Ted_Cruz_Abortion.htm

⁸² Armus, Teo et Hannah Wiley, « Ted Cruz targets conservative Hispanics in deep-blue Rio Grande Valley », *The Texas Tribune*, 30 octobre 2018, URL <https://www.texastribune.org/2018/10/30/ted-cruz-beto-orourke-texas-rio-grande-valley/>

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Horowitz, Jason, « As Supreme Court Clerk, Ted Cruz Made Death Penalty His Cause », *New York Times*, 20 janvier 2016, URL <https://www.nytimes.com/2016/01/21/us/politics/as-supreme-court-clerk-ted-cruz-made-death-penalty-his-cause.html>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

suprême en tant que Solliciteur général du Texas, il a eu l'occasion de représenter à cinq reprises l'État du Texas en défendant la peine de mort⁸⁵.

4.3 Les représentants

À la Chambre des représentants, les résultats sont semblables pour la région de la Ceinture biblique. Effectivement, chacun des États de la Ceinture biblique a élu en grande majorité des représentants républicains. Ces derniers occupent effectivement près de 73% des sièges de la région, soit 82 sur une possibilité de 111 (voir le tableau 2)⁸⁶.

Tableau 2 : Représentants élus dans les États de la Ceinture biblique (6 novembre 2018)

États	Représentants républicains élus	Représentants démocrates élus	Nombre total de représentants
Alabama	6	1	7
Arkansas	4	0	4
Caroline du Nord	10	3	13
Caroline du Sud	5	2	7
Mississippi	3	1	4
Georgie	9	5	14
Kentucky	5	1	6
Louisiane	6	0	6
Oklahoma	4	1	5
Tennessee	7	2	9
Texas	23	13	36
Total	82	29	111

Source : Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

Il importe de mentionner que parmi les 111 sièges qui étaient en jeu dans ces États, cinq ont été renversés (*flipped*) par le Parti démocrate (le Parti républicain n'a renversé aucun siège dans la Ceinture biblique), c'est-à-dire que le Parti républicain, qui détenait

⁸⁵ Matthews, Dylan, «Ted Cruz really, really loves the death penalty», Vox, 2 janvier 2016, URL <https://www.vox.com/2016/1/2/10690022/ted-cruz-death-penalty>

⁸⁶ Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

ces sièges avant le 6 novembre, les a perdus à l'issue des élections⁸⁷. Dans le premier district de Caroline du Sud, la Républicaine Katie Arrington (49,3%) a perdu le siège aux mains du Démocrate Joe Cunningham (50,7%)⁸⁸. Pourtant, sur la question de l'avortement, les deux candidats étaient radicalement opposés, Arrington se disant pro-vie⁸⁹. Alors que cette dernière s'est dite en faveur de la peine de mort, Cunningham ne s'est pas prononcé sur la question⁹⁰. Arrington, que Trump avait endossée, a connu une défaite qui a été surprenante pour de nombreux spécialistes, principalement attribuée à des difficultés de financement et au comté de Charleston (le plus peuplé du district), qui a démontré «[...] *some movement to the left, morphing in recent years from red to purple in voting preference*⁹¹».

En ce qui a trait au sixième district de la Georgie, c'est Lucy McBath (50,5%) qui a renversé le siège du côté démocrate, en remportant la victoire face à Karen Handel (49,5%)⁹². Certains ont considéré Handel comme ayant des positions trop extrêmes pour la Georgie : catégoriquement opposée à l'avortement, elle a dit vouloir emprisonner les médecins qui permettaient l'interruption de la grossesse. Dans cette optique, elle s'est positionnée comme une candidate opposée au fait de laisser les femmes prendre elles-mêmes les décisions concernant leur corps. Au contraire, McBath a milité activement pour le droit des femmes aux soins de santé⁹³. Elle s'est également opposée à la peine de mort⁹⁴.

Dans le cinquième district d'Oklahoma, la Démocrate Kendra Horn (50,7%) a remporté le siège face à son opposant républicain Steve Russell (49,3%)⁹⁵. Le comité EMILY's List, qui milite notamment pour le droit des femmes à l'avortement, a endossé

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Politico, «South-Carolina Election Results», 7 novembre 2018, URL

<https://www.politico.com/election-results/2018/south-carolina/>

⁸⁹ Kropf, Schuyler, «How Katie Arrington and Joe Cunningham actually differ on the issues», *The Post and Courier*; *Palmetto Politics*, 28 octobre 2018, URL

https://www.postandcourier.com/politics/how-katie-arrington-and-joe-cunningham-actually-differ-on-the/article_215a71ba-d6d3-11e8-af22-8b7b02cd0233.html

⁹⁰ I Side With, «Katie Arrington's Political Stances», URL

<https://www.isidewith.com/candidates/katie-arrington>

⁹¹ Byrd, Caitlyn, «Why Katie Arrington really lost her SC congressional race to Democrat Joe Cunningham», *The Post and Courier*; *Palmetto Politics*, 26 novembre 2018, URL

https://www.postandcourier.com/politics/why-katie-arrington-really-lost-her-sc-congressional-race-to/article_a7d4af4a-ed0c-11e8-8593-f7cb20045be1.html

⁹² Politico, «Georgia Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL

<https://www.politico.com/election-results/2018/georgia/>

⁹³ Hallerman, Tamar, «Georgia 6th: Handel opponent draws abortion contrast», *Political Insider*, 17 octobre 2018, URL <https://www.ajc.com/blog/politics/georgia-6th-handel-opponent-draws-abortion-contrast/LnF7FbloGoVES2pmA6LkzO/>

⁹⁴ Cobb, Jelani, «The Crucial Significance of Lucy McBath's Win in Georgia's Sixth Congressional District», *The New Yorker*, 17 novembre 2018, URL

<https://www.newyorker.com/news/daily-comment/the-crucial-significance-of-lucy-mcbaths-win-in-georgias-sixth-congressional-district>

⁹⁵ Politico, «Oklahoma Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL

<https://www.politico.com/election-results/2018/oklahoma/>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

la candidate Horn durant sa campagne⁹⁶. Kendra Horn s'est également opposée à la peine capitale⁹⁷. De son côté le Républicain Steve Russell s'est affiché catégoriquement contre tout droit à l'avortement, et milite plutôt pour l'adoption. Sur la peine de mort, il ne s'est pas prononcé au cours de la campagne et s'est abstenu de voter sur le *Thin Blue Line Act*⁹⁸.

Enfin, au Texas, les Démocrates ont renversé deux sièges. Dans le septième district, Lizzie Fletcher (52,5%) a remporté les élections face au Républicain John Culberson (47,5%)⁹⁹. Fletcher est une active défenderesse des droits à l'avortement et estime que Trump tente de freiner les avancées réalisées au sujet de l'égalité des femmes¹⁰⁰. Au contraire de Fletcher, Culberson s'est prononcé contre l'avortement et les activités de l'organisation Planned Parenthood¹⁰¹. Les deux candidats étaient aussi diamétralement opposés en ce qui a trait à la peine de mort : alors que Culberson a voté oui pour le *Thin Blue Line Act*¹⁰², Fletcher est clairement contre la peine capitale¹⁰³. Pour gagner la campagne, Fletcher a misé sur le sentiment anti-Trump: « *Fletcher is an attorney and political newcomer who rode a wave of anti-Trump resentment to defeat Culberson* »¹⁰⁴. Dans le trente-deuxième district texan, le Républicain Pete Sessions (45,9%) a perdu les élections aux mains de Colin Allred (52,2%)¹⁰⁵. Sur la question de l'avortement, les deux candidats ont encore une fois des opinions contraires. Alors qu'Allred se dit pro-choix et encourage les programmes de Planned Parenthood, Sessions s'oppose

⁹⁶ Bowman, Bridget, «Democrats Score Oklahoma Upset Despite Deep-Red Struggles», *Roll Call*, 7 novembre 2018, URL <https://www.rollcall.com/news/politics/democrats-score-oklahoma-upset-despite-deep-red-struggles>

⁹⁷ I Side With, «Kendra Horn's political stances», URL <https://www.isidewith.com/en-au/candidates/kendra-horn>

⁹⁸ Vote Smart, «Steve Russell's Political Summary on Issue: Death Penalty», 18 mai 2017, URL <https://votesmart.org/candidate/106528/steve-russell?categoryId=71&type=V,S,R,E,F,P#.XABYHmhKjIU>

⁹⁹ Politico, «Texas Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/texas/>

¹⁰⁰ Fox 26 Houston, «John Culberson out, Lizzie Pannill Fletcher wins Texas Congressional District 7», 7 novembre 2018, URL <http://www.fox26houston.com/you-decide/john-culberson-out-lizzie-pannill-fletcher-wins-texas-congressional-district-7>

¹⁰¹ On the Issues, «John Culberson on Abortion», 19 février 2016, URL http://www.ontheissues.org/TX/John_Culberson_Abortion.htm

¹⁰² Vote Smart, «John Culberson's Voting Records on Issue: Death Penalty», 18 mai 2017, URL <https://votesmart.org/candidate/key-votes/5488/john-culberson/71/death-penalty#.XAB4L2hKjIU>

¹⁰³ I Side With, «Lizzie Pannill Fletcher's political stances», URL <https://www.isidewith.com/candidates/lizzie-pannill-fletcher>

¹⁰⁴ Walters, Edgar et Kathryn Lundstrom, «Democrat Lizzie Fletcher defeats Texas GOP Congressman John Culberson», *The Texas Tribune*, 6 novembre 2018, URL <https://www.texastribune.org/2018/11/06/democrat-lizzie-fletcher-against-texas-gop-congressman-john-culberson/>

¹⁰⁵ Politico, «Texas Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/texas/>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

totallement à l'avortement et a milité pour l'arrêt du financement de l'organisation¹⁰⁶. En ce qui concerne la peine de mort, Allred ne s'est pas prononcé. De son côté, Sessions s'est dit fortement en accord avec la peine capitale¹⁰⁷. Durant la campagne, Allred a misé sur la nouveauté : les électeurs, selon lui, étaient prêts pour un changement : « *Now more than ever, we need fresh ideas, we need new leadership, we need real change, we need someone who's on our side* »¹⁰⁸. Même s'il a perdu ses élections au Sénat aux mains de Ted Cruz, le Démocrate Beto O'Rourke a été un précurseur au Texas¹⁰⁹. La course a effectivement été serrée, O'Rourke ayant obtenu 48,3% des votes, alors que Cruz a remporté la victoire avec 50,9%¹¹⁰. Devant ces résultats, les Démocrates espèrent, à long terme, une vague bleue au Texas¹¹¹. La stratégie du candidat démocrate serait en cause : « *O'Rourke focused early on voters who don't frequently go to the polls or those who hadn't ever voted, and early voting results suggest he succeeded* »¹¹².

Un sondage de WSJ/NBC News publié quelques jours avant les élections a permis d'identifier cinq groupes démographiques à l'échelle des États-Unis susceptibles de faire pencher la balance du côté de l'un ou l'autre des deux partis au Congrès¹¹³. Selon le journaliste Gerald F. Seib, la participation de trois de ces groupes était déterminante pour les Démocrates. Le premier est celui des milléniaux. Seib a effectivement affirmé que depuis le début de l'année 2018, le pourcentage de jeunes âgés entre 18 et 34 ans fortement intéressés par l'élection était passé de 35 à 51 %¹¹⁴. Les citoyens faisant partie d'une minorité (afro-américaine ou hispanique, plus particulièrement) constituent le deuxième groupe clé. Finalement, Seib identifie un troisième groupe : les « *college educated white women* »¹¹⁵, qu'il dit très fortement en faveur des Démocrates. La participation de ces trois groupes aux élections de mi-mandat peut expliquer le renversement de sièges par le Parti démocrate dans la Ceinture biblique.

¹⁰⁶ Miller, Bill, «Allred vs. Sessions: A Congressional Race To Watch», *Park Cities People*, 25 septembre 2018, URL <https://www.parkcitiespeople.com/2018/09/25/allred-vs-sessions-a-congressional-race-to-watch/>

¹⁰⁷ I Voter Guide, «U.S. Rep., Dist. 32; 11-06-18 General Election», URL

<https://ivoterguide.com/Comparison.aspx?RaceK=6590&ElecK=592&PrimaryPartyK=->

¹⁰⁸ NBCDFW, «Colin Allred Winner Over Incumbent Pete Sessions for House District 32», 7 novembre 2018, URL <https://www.nbcdfw.com/news/politics/Race-for-District-32-Congressional-Seat-One-to-Watch-on-Tuesday-499751201.html>

¹⁰⁹ Campoy, Ana, «Beto O'Rourke made history in Texas, even if he lost», *Quartz*, 7 novembre 2018, consulté le 02/01/2019, URL <https://qz.com/1453529/beto-orourke-lost-in-texas-but-made-history/>

¹¹⁰ Politico, «Texas Election Results 2018», 29 novembre 2018, consulté le 02/01/2019, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/texas/>

¹¹¹ Campoy, Ana, «Beto O'Rourke made history in Texas, even if he lost».

¹¹² Campoy, Ana, «Beto O'Rourke made history in Texas, even if he lost».

¹¹³ Seib, Gerald F., «Interest in Midterms Has Surged Among These Demographic Groups», *Mercury*, 23 octobre 2018, consulté le 14/12/2018, URL

<https://www.themercury.com.au/news/world/interest-in-midterms-has-surged-among-these-demographic-groups/video/aae77d02aa2b38130f571affe72f70a>

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

5. CONCLUSION

Rudy Giuliani, avocat de Trump et ancien maire de New York, a affirmé que les élections de mi-mandat seraient d'une certaine manière un référendum sur la destitution du président. Dans cet ordre d'idées, il a posé la question suivante : « Si les Démocrates prennent le contrôle de la Chambre, pensez-vous qu'ils vont traiter le président Trump de manière équitable [?] »¹¹⁶. Le 6 novembre, ce sont les [Démocrates qui ont remporté la Chambre des représentants](#) du Congrès¹¹⁷. Même si la destitution est très peu probable aujourd'hui, il est quand même possible de dire que Trump a perdu ce référendum. Effectivement, même si le président peut profiter d'une majorité républicaine au Sénat, il est en quelque sorte paralysé par une Chambre des représentants démocrate, car cette dernière détient plusieurs pouvoirs de taille, dont celui du budget¹¹⁸.

Dans la région de la Ceinture biblique, la tendance a été tout autre. Effectivement, les Républicains élus à la Chambre représentent près de 73% des sièges des districts de la région¹¹⁹.

Tableau 3 : Poids démographique de la Ceinture biblique au Congrès

Chambre	Nombre de sièges en jeu (États-Unis)	Nombre de sièges en jeu (Ceinture biblique)	Nombre de Républicains élus (Ceinture biblique)
Sénat	35	3 (8,6% des sièges en jeu aux États-Unis)	3 (100% des sièges en jeu dans la Ceinture biblique)
Chambre des représentants	435	111 (25,5% des sièges en jeu aux États-Unis)	82 (73,8% des sièges en jeu dans la Ceinture biblique)

Source : Politico, «Election Results 2018», 29 novembre 2018, consulté le 02/01/2019, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

De manière générale, il est donc juste de conclure que le point de vue le plus répandu au sein des groupes évangéliques a été celui qui a eu le plus d'incidence sur les résultats des élections de mi-mandat du 6 novembre dernier. Il s'agit de l'opinion selon laquelle il est préférable d'appuyer le président Trump lors de la décision du vote puisqu'il ne serait pas souhaitable que le Parti démocrate soit au pouvoir pour des

¹¹⁶ Radio-Canada, «Les élections de mi-mandat, un référendum sur la destitution de Trump, dit son avocat», 1^{er} août 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1116005/etats-unis-trump-destitution-election-mi-mandat-giuliani-rudy-avocat>

¹¹⁷ Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

¹¹⁸ Prémont, Karine et Rafael Jacob, «Élections de mi-mandat», *Radio-Canada, Tout le monde en parle*, 11 novembre 2018, URL <https://ici.radio-canada.ca/tele/tout-le-monde-en-parle/site/segments/entrevue/94324/karine-premont-rafael-jacob?isAutoPlay=1>

¹¹⁹ Politico, «Election Results 2018», 7 novembre 2018, URL <https://www.politico.com/election-results/2018/>

Les élections de mi-mandat : un choix religieux pour les électeurs de la Ceinture biblique

raisons de positions morales. Si les groupes religieux de la Ceinture biblique ont soutenu le Parti républicain avec autant de ferveur, c'est principalement parce qu'ils étaient du même avis que lui sur des sujets qui les tenaient à cœur. C'est principalement la question de l'avortement qui a été déterminante. Selon Timothy Head, le directeur de la Faith & Freedom Coalition, si les évangéliques constituent une si grande portion de l'électorat (environ 26%), c'est parce qu'ils veulent contrer le droit à l'avortement, « *because the topic is such a high priority for those voters* »¹²⁰. D'ailleurs, cette question est apparue souvent durant la campagne : les candidats se sont montrés très ouverts à partager leur point de vue sur la question. Les groupes religieux, comme l'a soutenu le révérend McGehee, incitent les électeurs à faire leur choix selon les écritures bibliques. Trump, en s'opposant catégoriquement à l'avortement lors de son entrevue pour MSNBC, mais également en raison de ses efforts pour assurer la liberté religieuse et de ses nominations à la Cour suprême, s'est attiré l'appui d'une partie considérable de la communauté évangélique.

Il faut souligner, néanmoins, que la présence d'avis divergents au sein de cette communauté n'est pas passée sous silence. Effectivement, au sein de la Ceinture biblique, cinq sièges, auparavant occupés par le Parti républicain, ont été renversés par des candidats démocrates. Il faut rappeler que le révérend évangélique Rob Schenck avait qualifié les partisans de Trump de « vendus au diable »¹²¹. Il soutenait également que le président ne représentait pas l'entièreté de la communauté évangélique. Les changements démographiques qui expliquent en partie la baisse de l'influence des groupes religieux peuvent aussi être en cause en ce qui concerne ces sièges renversés. C'est d'ailleurs la raison qu'a évoquée le Républicain Steve Russell pour expliquer sa défaite dans le cinquième district de l'État d'Oklahoma.

Somme toute, le soutien de Trump à la communauté évangélique semble avoir porté fruit dans la région de la Ceinture biblique, compte tenu du fait qu'une grande majorité de candidats républicains élus à la Chambre et que tous les gouverneurs et sénateurs qui ont remporté leurs élections dans la région appartiennent également au Parti républicain. La majorité républicaine au sénat ouvre la porte à une montée en influence du mouvement légal conservateur sur les cours fédérales de justice¹²². En outre, considérant que « *[o]nly a handful of Republican Senate incumbents will be up in states where Democrats are competitive* », les Républicains ont aussi augmenté leurs chances de conserver le contrôle du Sénat en 2020¹²³.

¹²⁰ Schmidt, Samantha et Michelle Boorstein, «Here's how abortion rights played out in midterm elections across the country», *The Washington Post*, 7 novembre 2018, 03/01/2019, URL https://www.washingtonpost.com/religion/2018/11/08/heres-how-abortion-rights-played-out-midterm-elections-across-country/?utm_term=.229b243672ea

¹²¹ Galipeau, Céline, «Le rôle des évangéliques dans les élections de mi-mandat».

¹²² Savage, Charlie, «Lasting Implications for the Courts as Republicans Gain in the Senate», *The New York Times*, 7 novembre 2018, consulté le 19/01/2019, URL <https://www.nytimes.com/2018/11/07/us/politics/senate-judges-appointed.html>

¹²³ *Ibid.*

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Par Alex Paquette-Guay *
Université de Sherbrooke

* Candidate à la maîtrise en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée

RÉSUMÉ — Depuis un quart de siècle, il y a un regain d'intérêt pour la démocratie directe au sein des États fédérés américains, dont les mécanismes tels que le référendum et l'initiative populaire sont souvent utilisés comme accélérateurs de changement. Lors des élections de mi-mandat 2018, les électeurs du Michigan, du Missouri et de l'Utah ont voté afin de se prononcer sur des réformes modifiant le système chargé du redécoupage électoral, retirant alors complètement ou partiellement le processus hautement controversé des mains des législateurs. Cet article examine les facteurs déterminants de succès de ces mesures, tel qu'exprimé lors du vote de novembre dernier. La recherche montre notamment l'importance de l'appui des élites politiques, de la formulation des propositions, des impacts négatifs du gerrymandering puis du contexte local sur l'issue positive des initiatives. Il est également possible d'observer la formation d'un mouvement plus large prônant une réforme électorale à l'échelle nationale.

Mots clés : Redécoupage électoral, démocratie directe, gerrymandering, commission indépendante, initiative citoyenne, États-Unis

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

INTRODUCTION

Le redécoupage électoral aux États-Unis est un élément essentiel mais inévitablement controversé du processus politique américain. La section 2 de l'Article 1 de la Constitution américaine prévoit qu'un recensement de la population américaine soit effectué tous les dix ans dans le but de répartir le nombre de sièges qu'aura chaque État à la Chambre des représentants¹. Ces changements font en sorte qu'il s'avère nécessaire de réajuster les circonscriptions fédérales en fonction du nouveau recensement. Dans la plupart des États, ce sont les législateurs qui doivent redessiner leurs frontières électorales pour refléter la croissance démographique et les mouvements de population de la dernière décennie, selon le nombre de sièges gagnés ou perdus².

Cette particularité a cependant donné lieu à la manipulation régulière et arbitraire des cartes électorales, dans le but d'avantager un parti politique, un candidat ou un groupe : c'est le *gerrymandering*³. Parmi les conséquences qui lui sont souvent associées, l'on compte la distorsion électorale, le manque de compétitivité des sièges et la sous-représentativité des minorités ethno-raciales au sein des instances politiques⁴. C'est donc une pratique aujourd'hui hautement contestée, alors que certains la comparent à la blague à une contribution à l'art moderne en raison des *formes excentriques* que peuvent prendre les circonscriptions électorales⁵, et que d'autres la dénoncent de manière plus fondamentale.

Partant de ce fait, les partisans de la réforme du système de découpage électoral considèrent généralement les institutions apolitiques, à savoir les tribunaux et les commissions indépendantes, comme des sources pouvant limiter les impacts négatifs du

¹ Chaque circonscription doit représenter « approximativement » le même nombre de citoyens selon le principe du *one man, one vote*, affirmé par la jurisprudence de l'arrêt *Reynolds v. Sims* en 1964. Découlant de l'application de la clause de l'Égale protection des lois du quatorzième amendement de la Constitution américaine, ce principe implique l'universalité du suffrage ainsi que son égalité.

² Pour une carte des projections de la répartition des sièges qu'auront chaque État après le recensement de 2020, voir Farmer, Alexis, « Potential Shifts in Political Power after the 2020 Census », *Brennan Center for Justice*, 26 décembre 2017, consulté le 26/11/2018, URL <https://www.brennancenter.org/potential-shifts-political-power-after-2020-census>

³ Étymologiquement, ce terme proprement américain provient du nom de l'ancien gouverneur du Massachusetts, Elbridge Gerry, qui avait approuvé en 1812 le premier exercice du genre. Comme le district en question était dessiné d'une forme inhabituelle, un caricaturiste du journal *Boston Weekly Messenger* en fit un animal « fantasmagorique » qui ressemblait à une salamandre, dessin intitulé par le directeur du journal « la salamandre de Gerry ». Voir Boquet, Yves, « Cartes et élections : la construction des circonscriptions électorales aux États-Unis, entre égalité et équité », *Espaces, populations, sociétés*, vol. 3, no. 21, 2003, 488.

⁴ Voir Stephanopoulos, Nicholas, « Partisan Gerrymandering and the Efficiency Gap », *University of Chicago*, vol. 82, no. 2, 2014, 1-52 et Lublin, David, *The Paradox of Representation: Racial Gerrymandering and Minority Interests in Congress*, Princeton University Press, 1999.

⁵ South, Garry, « Taking 'Modern Art' Out of California's Political Map », *Los Angeles Times*, 26 janvier 2005, consulté le 11/11/2018, URL <http://articles.latimes.com/2005/jan/26/opinion/oe-south26>.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

système actuel⁶. Récemment, la difficulté de la Cour suprême à se prononcer sur un standard permettant de mesurer un *gerrymandering* partisan excessif a engendré un mouvement de contestation dans plusieurs États⁷. Pour le professeur de droit Nicholas Stephanopoulos, les initiatives de réforme du système de découpage électoral, qui sont l'objet de cet article, seraient donc la seule manière « réaliste » de freiner le *gerrymandering*⁸.

Lors des élections de mi-mandat de novembre 2018, les électeurs de trois États – le Michigan, le Missouri et l'Utah – devaient se prononcer pour déterminer s'ils souhaitent confier ou non le découpage de leur carte électorale à des institutions indépendantes⁹. Amenées par des groupes d'intérêt qui ont recueilli le nombre de signatures nécessaires pour pouvoir présenter leur projet aux électeurs, les propositions se sont toutes soldées par des victoires.

Quels ont été les facteurs de succès des initiatives citoyennes pour la réforme du système de découpage électoral dans les États du Michigan, du Missouri et de l'Utah lors des élections de mi-mandat 2018 ? Adoptant une stratégie essentiellement descriptive à partir de trois études de cas, la recherche a pour objectif de contribuer à la compréhension du rôle des mécanismes de démocratie directe au sein des États américains et de leurs impacts sur la réforme des institutions électorales, plus précisément des systèmes de découpage électoral. En examinant la littérature sur la démocratie directe, nous soulignons d'abord les facteurs permettant d'expliquer l'issue d'une initiative citoyenne aux États-Unis. Nous examinons et décrivons ensuite de manière individuelle les propositions des trois États. Finalement, nous abordons collectivement les initiatives afin de soutirer des conclusions générales sur les facteurs de succès les plus explicatifs des cas étudiés.

1. LA DÉMOCRATIE DIRECTE AUX ÉTATS-UNIS

Héritée de l'idéal grec antique, la démocratie directe revêt au sein des États américains un intérêt particulier depuis la fin du 20^e siècle, manifesté par une utilisation croissante de référendums et d'initiatives citoyennes¹⁰. Permettant entre autres d'outrepasser le pouvoir législatif, ces mécanismes offrent la possibilité aux électeurs de s'exprimer afin d'incarner dans certains cas « une accélération de changement¹¹ ».

⁶ Kang, Michael S., « De-Rigging Elections: Direct Democracy and the Future of Redistricting Reform », *Washington University Law Review*, vol. 84, no. 3, 667.

⁷ Wines, Michael, « Drive Against Gerrymandering Finds New Life in Ballot Initiatives », *The New York Times*, 23 juillet 2018, consulté le 10/11/2018, URL <https://www.nytimes.com/2018/07/23/us/gerrymandering-states.html>

⁸ Stephanopoulos, Nicholas O., « Reforming Redistricting: Why Popular Initiatives to Establish Redistricting Commissions Succeed or Fail », *Journal of Law and Politics*, vol. 23, 2007, 333.

⁹ Le Colorado avait également sur son bulletin de vote une question référendaire voulant dédier le contrôle du redécoupage électoral à une institution indépendante, mais cet effort provenait d'un accord bipartisan de la législature de l'État. Bien que la mesure ait été adoptée lors des élections de mi-mandat 2018, cet article se concentre uniquement sur les initiatives citoyennes.

¹⁰ Tolbert, Caroline J., « Direct Democracy and Institutional Realignment in the American States », *Political Science Quarterly*, vol. 118, no. 3, 467.

¹¹ Papadopoulos, Yannis, *Démocratie directe*, Economica, 1998, 329p.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Ayant émergée pendant l'ère progressiste¹², la démocratie directe états-unienne – telle que pratiquée à l'heure actuelle dans vingt-quatre États américains – a recueilli son lot de partisans et de critiques et ce, depuis sa première utilisation en Oregon en 1902¹³.

1.1 Les différents mécanismes de démocratie directe

La démocratie directe peut prendre plusieurs formes¹⁴. D'abord, il y a le référendum, qui permet aux citoyens de confirmer ou d'abroger une loi adoptée par le gouvernement. Il y a deux possibilités de référendum. Le premier est le référendum législatif, qui est soumis aux électeurs pour l'approbation d'une loi ou d'une série d'amendements constitutionnels ayant été adoptés au préalable par la législature. Le deuxième est le référendum populaire, qui se concrétise lorsque les citoyens récoltent le nombre de signatures nécessaires pour organiser un référendum pour abroger une loi promulguée par le gouvernement de leur État¹⁵.

Ensuite, l'initiative citoyenne prévoit l'inclusion de propositions constitutionnelles ou législatives sur le bulletin de vote lors d'une élection, si suffisamment de signatures sont amassées en appui à la proposition. Le nombre de signatures requises pour placer une initiative sur le bulletin de vote varie, mais correspond généralement à un pourcentage du nombre d'électeurs ayant voté lors de la dernière élection ou d'électeurs inscrits sur la liste électorale¹⁶. Ces quotas sont déterminés par la législature de l'État.

Enfin, il y a le référendum révocatoire (*recall*), un mécanisme rarement utilisé qui permet aux citoyens de mettre fin au mandat d'un élu. En 2003, la destitution du gouverneur de Californie, Gray Davis, et conséquemment son remplacement par Arnold Schwarzenegger, en est un exemple. Plus récemment, la tentative des électeurs du Wisconsin de destituer le gouverneur républicain Scott Walker en 2012 a démontré à quel point cette procédure peut être dispendieuse : Walker a dépensé plus de 60 millions de dollars pour conserver son poste¹⁷.

¹² Smith, Daniel A. et Joseph Lubinski, « Direct Democracy During the Progressive Era: A Crack in the Populist Veneer? », *Journal of Policy History*, vol. 14, no. 4, 2002, 349.

¹³ Ce système permettant aux citoyens de proposer ou approuver de nouvelles lois ou de modifier la Constitution d'un État au moyen de référendums lors des élections générales est devenu connu à l'échelle nationale comme le « système de l'Oregon ». L'adoption de mécanismes de démocratie directe par les électeurs de cet État en 1902 était le point culminant des efforts de la *Direct Legislation League*, un groupe de militants politiques que le dirigeant progressiste William S. U'R en avait fondé en 1898. Voir Oregon Blue Book, *Initiative, Referendum and Recall Introduction*, consulté le 26/11/2018, URL <https://sos.oregon.gov/blue-book/Pages/state/elections/history-introduction.aspx>

¹⁴ Pour une carte interactive des mécanismes de démocratie directe possibles pour chaque État américain, voir Ballot Initiative Strategy Center, *State by State Map*, consulté le 26/11/18, URL <https://ballot.org/why-were-here/state-map/>

¹⁵ Initiative & Referendum Institute, *Comparison of Statewide Initiative Processes*, consulté le 26/11/2018, URL http://www.iandrinstitute.org/docs/A_Comparison_of_Statewide_IandR_Processes.pdf

¹⁶ ACE Electoral Knowledge Network, *Direct Democracy*, consulté le 26/11/2018, URL <http://aceproject.org/ace-en/focus/direct-democracy/citizen-initiatives>

¹⁷ Fahrenthold, David A. et Rachel Weiner, « Gov. Walker survives recall in Wisconsin », *The Washington Post*, 5 juin 2012, consulté le 26/11/18, URL

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

1.2 Les facteurs de réussite des initiatives populaires

Au sein de la communauté scientifique, la démocratie directe a retenu l'attention de nombreux chercheurs, plus particulièrement dans le domaine de la science politique¹⁸. Au-delà des débats plus normatifs, de nombreuses études empiriques ont tenté d'expliquer les résultats des référendums ou des initiatives citoyennes. Autrement dit, quels facteurs déterminent leur échec ou leur réussite?

1.2.1 Les dépenses de campagne

D'abord, les politologues ont identifié les dépenses de campagne comme un facteur « critique¹⁹ » permettant d'expliquer le résultat d'un référendum ou d'une initiative citoyenne. L'une des premières contributions à cette relation de cause à effet est l'étude de David B. Magleby en 1984, dont les résultats démontrent que d'importantes dépenses contre une proposition ont tendance à conduire à sa défaite, alors que d'importantes dépenses en faveur d'une proposition n'auraient pour leur part qu'un effet minime sur l'issue du résultat²⁰.

Ce constat général a été réaffirmé dans des travaux plus récents, dont ceux d'Elisabeth R. Gerber en 1999²¹, utilisant des techniques plus sophistiquées. L'auteure évalue, à l'aide de régressions, l'effet des dépenses pour et contre une proposition sur le résultat de celle-ci avec un échantillon de 125 propositions dans huit États américains²². Son analyse confirme que les dépenses contre une proposition ont un effet négatif statistiquement important sur sa probabilité d'être adoptée, alors que les dépenses en faveur d'une proposition ont un effet statistique assez faible sur sa probabilité d'être adoptée, une conclusion qui confirme les résultats d'une étude de Bowler et Donovan réalisée un an plus tôt.²³

Cependant, Thomas Stratmann (2006) remet en question ce consensus académique en dénonçant le problème d'endogénéité des études précédentes, qui ne prennent pas compte l'aspect stratégique des campagnes menées par les groupes d'intérêts selon le résultat attendu²⁴. Par exemple, sachant qu'une mesure est déjà populaire auprès de

https://www.washingtonpost.com/politics/gov-walker-survives-recall-in-wisconsin/2012/06/05/gJQA1JkHGV_story.html?utm_term=.31d2e216b0ad

¹⁸ Tolbert, Caroline J. et Daniel A. Smith, « Representation and Direct Democracy in the United States », *Journal of Representative Democracy*, vol. 42, no. 1, 2006, 25.

¹⁹ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 343.

²⁰ Magleby, David B., *Direct Legislation: Voting on Ballot Propositions in the United States*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1984.

²¹ Maduz, Linda, « Direct Democracy », *Center for International and Comparative Studies*, Université de Zurich, mars 2010, URL <http://www.css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/Maduz-2010-DirectDemocracy.pdf>

²² Gerber, Elisabeth R., *The Populist Paradox : Interest Group Influence and the Promise of Direct Legislation*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1999.

²³ Shawn Bowler, Todd Donovan et Caroline J. Tolbert, *Citizens as Legislators: Direct Democracy in the United States*, Ohio State University Press, 1998.

²⁴ Stratmann, Thomas, « Is Spending More Potent for or against a Proposition? Evidence from Ballot Measures », *American Journal of Political Science*, vol. 53, no. 3, 2006, 788.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

l'opinion publique, un groupe d'intérêt qui se positionne pour la mesure pourrait choisir de dépenser beaucoup moins. Les groupes d'intérêts agiraient alors selon un calcul coût/bénéfice²⁵. Stratmann considère cette faille méthodologique dans son étude. Non seulement il conclut que les dépenses en opposition aux propositions influencent l'issue du résultat, mais les dépenses en faveur des propositions également et ce, de manière quantitativement importante et statistiquement significative²⁶. Pour sa part, Rich Braunstein a démontré que 70 % des initiatives sont remportées par le groupe qui dépense le plus d'argent, et que lorsque les opposants à une mesure dépensent plus que les groupes qui l'appuient, l'initiative échoue 90 % du temps²⁷.

1.2.2 Les positions des élites médiatiques et politiques

Les positions prises par les élites, quelles soit médiatiques ou politiques, ont aussi une incidence sur la probabilité que l'initiative se solde par une réussite²⁸. À propos des médias, James Gregg a constaté dans une étude publiée en 1965 que l'électorat adopte généralement la même position que celle des journaux et ce, dans plus de 80 % des cas étudiés²⁹. Bien que cette étude date de plusieurs années et que l'ère médiatique ait largement évolué depuis, notamment avec l'apparition des médias d'information en ligne et des réseaux sociaux, l'appui des journaux pour une proposition est encore un facteur déterminant dans le choix de l'électorat, selon une étude réalisée en 2018 par Kevin Fahey. L'auteur étudie les amendements constitutionnels soumis au vote de l'électorat au sein des comtés de la Floride entre 1994 et 2014. Les résultats démontrent que lorsqu'un journal appuie une initiative, la part de vote pour cet amendement sur le marché des médias augmente de 4,4 %³⁰. Les journaux, conclut l'auteur, auraient donc un « pouvoir de persuasion » en informant l'électorat et ce, même à l'ère numérique³¹.

De son côté, l'étude de Jeffrey Karp réalisée en 1998 à propos de l'adoption de lois limitant les mandats des législateurs dans plusieurs États américains au cours de la décennie 1990 a révélé l'importance de la position des élites politiques sur l'issue des résultats de ces référendums populaires. Comme l'explique l'auteur, les élites politiques peuvent être une source d'information importante concernant la nature idéologique ou partisane des propositions³². Dans l'État de Washington par exemple, les électeurs qui soutenaient le représentant du 5^e district de l'époque, Tom Foley, étaient prédisposés à être contre la proposition puisque Foley s'était positionné comme une figure centrale de

²⁵ Daniel Stroo, Hans, « Explaining Ballot initiative Contest Outcomes in California, Oregon, and Washington », *Dissertations and Theses*, Portland State University, 2014, 142p.

²⁶ Stratmann, « Is Spending More Potent for or against a Proposition ? », 788.

²⁷ Braunstein, Rich, *Initiative and Referendum Voting: Governing Through Direct Democracy in the United States*, LFB Scholarly Publishing LLC, 2004, 110.

²⁸ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 344.

²⁹ Gregg, James E., « Newspaper Editorial Endorsements and California Elections, 1948-62 », *Journalism Quarterly*, vol. 42, no. 4, 1965, 532-538.

³⁰ Fahey, Kevin, « Extra, Extra, (Don't) Roll-Off About It! Newspaper Endorsements for Ballot Measures », *State Politics & Policy Quarterly*, vol. 18, no. 1, 2018, 93,113.

³¹ Fahey, « Extra, Extra, (Don't) Roll-Off About It! », 93.

³² Karp, Jeffrey A., « The Influence of Elite Endorsements in Initiative Campaigns », dans Shawn Bowler, Todd Donovan et Caroline J. Tolbert, *Citizens as Legislators: Direct Democracy in the United States*, Ohio State University Press, 1998, 151.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

l'opposition à cette campagne³³. Finalement, l'auteur ajoute que l'effet de ce facteur dépend du niveau d'implication des élites politiques, mais également de la façon dont le message véhiculé à l'électorat³⁴.

1.2.3 La formulation de la proposition

Plusieurs chercheurs soutiennent d'ailleurs que la formulation d'une initiative est d'une importance cruciale. Pour le politologue, David McCuan, ce serait d'ailleurs l'élément le plus important pour l'issue du résultat³⁵. La formulation influence aussi le fait de voter ou de s'abstenir : en 2011, les politologues Shauna Reilly et Sean Richey ont publié un article sur les recherches qu'ils ont menées pour déterminer si la complexité de la formulation d'une proposition était corrélée au fait que les électeurs omettaient de voter sur cette proposition au moment de voter. Pour mesurer la difficulté ou la complexité du langage utilisé, Reilly et Richey ont calculé les scores de Flesch-Kincaid³⁶ pour 1211 propositions entre 1997 et 2007. Les auteurs ont conclu que des scores de lisibilité moins élevés étaient corrélés positivement à des taux plus bas de votes pour les propositions concernées³⁷. Ainsi, plus la proposition était difficile à lire, plus il y avait un taux élevé d'abstention.

Cependant, dans le cadre d'une étude traitant des tentatives de réforme du système de découpage électoral de 1936 à 2005, Nicholas Stephanopoulos conclut que le contenu de l'initiative n'a eu que très peu d'impact dans les douze cas qu'il a étudiés³⁸. Par exemple, une initiative de réforme du système de découpage électoral de l'Oklahoma en 1962, qui fut un succès, était formulée de façon presque identique à une initiative qui a été rejetée par les électeurs de l'État deux ans auparavant³⁹.

1.2.4 Le contexte local

Stephanopoulos considère également d'autres facteurs plus spécifiques à son objet de recherche, dont le contexte local de l'État qui pourrait relativiser les effets de la formulation de la proposition. Effectivement, la pratique du *gerrymandering*, mais aussi un climat favorable à la réforme électorale, pourrait créer un apport positif considérable sur l'issue du résultat parmi les électeurs⁴⁰. L'auteur soutient son argumentaire en expliquant que lorsque les électeurs sont relativement satisfaits du statu quo politique, ils peuvent être réticents à essayer de « réparer ce qui ne semble pas être brisé⁴¹ ».

³³ Karp, « The Influence of Elite Endorsements », 161.

³⁴ Karp, « The Influence of Elite Endorsements », 150.

³⁵ McCuan, David, « California's Political Warriors: Campaign Professionals and the Initiative Process », dans Shawn Bowler, Todd Donovan et Caroline J. Tolbert, *Citizens as Legislators: Direct Democracy in the United States*, Ohio State University Press, 1998.

³⁶ Le test de lisibilité de Flesch-Kincaid est l'un des plus utilisés. Le test évalue un texte sur une échelle de 100 points. Plus la note est élevée, plus le document est facile à comprendre.

³⁷ Reilly, Shauna et Sean Richey, « Ballot question Readability and Roll-Off : The Impact of Language Complexity », *Political Research Quarterly*, vol. 64, no. 1, 59-67.

³⁸ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 380.

³⁹ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 380.

⁴⁰ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 345.

⁴¹ Stephanopoulos, « Reforming Redistricting », 345.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

2. LES PROPOSITIONS DE RÉFORME

Cette section dresse d'abord un portrait des différents systèmes de découpage électoral au sein des États américains, puis fait la description des trois initiatives de 2018 étudiées en prenant compte des facteurs soulignés précédemment, c'est-à-dire les dépenses de campagne, les positions des journaux et des élites politiques, la formulation de la proposition ainsi que le contexte national de l'État, afin d'évaluer en troisième partie les raisons pour lesquelles elles ont réussi ou échoué.

Avant toute chose, il convient de préciser qu'il existe plusieurs formes de *gerrymandering*. La première est partisane et consiste à avantager un parti politique en rassemblant dans un même district (*packing*) ou en dispersant dans plusieurs districts (*cracking*) les électeurs démocrates ou républicains dans le but de gagner davantage de sièges⁴². Cette forme n'est pas inconstitutionnelle, puisque la Cour suprême fédérale n'arrive pas à déterminer de standard dans lequel un *gerrymandering* à visée partisane deviendrait « excessif »⁴³. La deuxième forme est le *gerrymandering* à visée ethno-raciale et consiste au même principe que la précédente, mais vise avant tout les membres des communautés afro-américaines et hispaniques. Cette pratique plus récente a émergé dans les années 1990 en réponse à la sous-représentation des Afro-Américains au sein des instances politiques du pays. L'idée est de former des circonscriptions à minorité majoritaire (*majority-minority districts*), afin d'augmenter le poids de leur vote et d'assurer l'élection de membres appartenant à leur groupe ethno-racial⁴⁴. Ainsi, des seize candidats afro-américains élus pour la première fois à la Chambre des représentants en 1992, treize d'entre eux provenaient de circonscriptions dont la population était composée majoritairement d'Afro-Américains, à la suite d'un redécoupage spécifiquement effectué à cette fin⁴⁵.

2.1 Un portrait des différents systèmes de découpage électoral

Au sein des États américains, il existe plusieurs types d'institutions chargées de redécouper les frontières électorales tous les dix ans. D'abord, dans la majorité des États, c'est la législature qui est chargée de dessiner la nouvelle carte électorale. Les règles diffèrent selon chaque État. Une majorité simple est généralement nécessaire pour l'adoption d'un nouveau plan, mais les États du Maine et du Connecticut exigent une « supermajorité » des deux tiers de la législature pour approuver une nouvelle carte électorale. Aussi, dans une majorité des États, le gouverneur peut exercer son droit de veto pour bloquer l'adoption du nouveau plan.

⁴² Winburn, Jonathan, *The realities of redistricting*, Lexington Books, 2009, 245.

⁴³ Berman, Mitchell N., « Managing Gerrymandering », *Texas Law Review*, vol. 83, 2005, URL <https://pdfs.semanticscholar.org/ba26/b3da0594722e0536ac59a2a9a6e2948e8b15.pdf>

⁴⁴ L'exemple de plus « extrême » est la douzième circonscription de Caroline du Nord dans les années 1990, qui reliait deux communautés afro-américaines par un bras d'autoroute. Voir Newkirk II, Van R., « The Supreme Court Finds North Carolina's Racial Gerrymandering Unconstitutional », *The Atlantic*, 22 mai 2017, consulté le 03/12/2018, URL <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/05/north-carolina-gerrymandering/527592/>

⁴⁵ Cameron, Charles, Epstein, David et Sharyn O'Halloran, « Do Majority-Minority Districts Maximize Substantive Black Representation in Congress ? », *The American Political Science Review*, vol. 90, no. 4, 1996, 799.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Ensuite, les États de l'Iowa, du Maine, de New York, du Rhode Island et du Vermont disposent d'une commission consultative, un organe qui est chargé de conseiller les assemblées législatives des États dans l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau plan électoral. Les recommandations émises par les commissions consultatives ne sont pas juridiquement contraignantes, mais peuvent néanmoins influencer sur les décisions de la législature.

Du côté de six autres États – Alaska, Arizona, Californie, Idaho, Montana, Washington –, le redécoupage des cartes électorales est aux mains d'une commission indépendante pour les districts de l'État et les districts congressionnels fédéraux⁴⁶. Les membres siégeant au sein de ces commissions ne doivent généralement pas avoir occupé de poste électif dans les années précédant leur nomination, et le nombre de membres est réparti de manière égale entre républicains, démocrates et indépendants.

Il existe également une commission de dernier recours dans sept États – Connecticut, Illinois, Maryland, Mississippi, Oklahoma, Oregon, Texas – qui est chargée d'adopter un nouveau plan électoral dans l'éventualité où la législature serait dans une impasse. Dans certains États tels que le Maryland et l'Oregon, cet organe est incarné par un seul acteur, c'est-à-dire le gouverneur pour le Maryland et le secrétaire d'État pour l'Oregon. Dans le Connecticut et l'Illinois, la commission de dernier recours est composée de membres choisis par les autorités législatives. Au Mississippi et au Texas, la commission comprend des élus à des postes spécifiques, tels que le trésorier ou le procureur général de l'État. Enfin, dans l'Oklahoma, une initiative citoyenne de 2010 a fusionné plusieurs éléments de ces modèles, créant une commission de dernier recours composée du lieutenant-gouverneur et de plusieurs membres choisis par les autorités législatives du parti majoritaire et le gouverneur.

Enfin, six États – Arkansas, Colorado, Hawaii, Missouri, New Jersey, Ohio, Pennsylvanie – prévoient une commission par nominations politiques pour redécouper les frontières électorales. La composition de ces commissions varie d'un État à l'autre. Dans la plupart des cas, le pouvoir législatif ou le parti majoritaire nomme des commissaires parmi les élus de la législature.

2.2 La proposition du Michigan

Avant l'issue des élections de mi-mandat de 2018, ce sont les législateurs du Michigan qui étaient chargés de redécouper les frontières électorales tous les dix ans, un processus qui donne un pouvoir important au parti majoritaire de la législature. Devant être adoptée à majorité simple par les deux chambres, la nouvelle carte électorale était également sujette au droit de veto du gouverneur.

Introduite par le groupe d'intérêt *Voters Not Politicians*, la proposition (appelée Proposition 2) avait recueilli 450 000 signatures, dépassant largement le nombre

⁴⁶ Cependant, l'Alaska et le Montana n'ont actuellement qu'un seul district congressionnel fédéral, donc l'exercice de découpage électoral se fait uniquement pour les districts de la législature de l'État.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

nécessaire pour soumettre une question référendaire sur le bulletin de vote au Michigan⁴⁷. La proposition a cependant fait face à plusieurs obstacles légaux. *Citizens Protecting Michigan's Constitution* (CPMC), un groupe appuyé par la Chambre de commerce du Michigan, a tenté de retirer la proposition du bulletin de vote de novembre en contestant sa constitutionnalité. CPMC a fait valoir que l'initiative changerait « le fonctionnement fondamental du gouvernement de l'État⁴⁸ », ce qui est interdit par la loi de l'État. En effet, une révision générale de la Constitution du Michigan requiert qu'une convention constitutionnelle soit convoquée. La Cour d'appel a cependant tranché au profit de *Voters Not Politicians* le 7 juin 2018, une décision qui fut confirmée par la Cour suprême du Michigan le 31 juillet suivant⁴⁹.

2.2.1 Le contexte local du Michigan

Le Michigan est souvent cité comme l'un des États les plus affectés par le *gerrymandering*⁵⁰. Le Michigan faisait d'ailleurs partie de la douzaine d'États visés par une initiative de 2010 connue sous le nom de REDMAP (*Redistricting Majority Project*). Ce projet, orchestré par le Parti républicain, visait à prendre le contrôle des États pivots lors des élections de 2010 en vue de superviser le redécoupage électoral prévu en 2011. Le site internet du projet explicite clairement l'avantage d'avoir le contrôle de ce processus : « The party controlling that effort controls the drawing of the maps—shaping the political landscape for the next 10 years⁵¹ ». REDMAP a eu un succès spectaculaire, les Républicains récoltant près de 700 sièges législatifs, la plus importante augmentation dans l'histoire électorale moderne⁵². De plus, les Républicains ont dépensé près de 300 millions de dollars de plus que les Démocrates lors des élections au poste de gouverneur de 2010, ce qui leur a valu six postes supplémentaires dans plusieurs États convoités, dont le Wisconsin, l'Ohio, le Michigan et la Pennsylvanie, qui avaient tous des gouverneurs démocrates avant 2010. Ce gain était important, parce que le processus de redécoupage électoral dans de nombreux États passe généralement par deux niveaux d'approbation, soit celle de la législature et celle du gouverneur.

⁴⁷ Le nombre de signatures nécessaires est déterminé en fonction du pourcentage de l'élection précédente. Pour les élections de 2018 au Michigan, le minimum de signatures nécessaires pour introduire une proposition modifiant la Constitution sur le bulletin de vote était de 315 654, soit 10 % du nombre d'électeurs ayant voté pour la dernière élection au poste de gouverneur.

⁴⁸ Brennan Center for Justice, *Citizens Protecting Michigan's Constitution v. Sec'y of State*, 31 juillet 2018, consulté le 10/11/2018, URL <https://www.brennancenter.org/legal-work/citizens-protecting-michigans-constitution-v-sec-of-state>

⁴⁹ Brennan Center for Justice, *Citizens Protecting Michigan's Constitution v. Sec'y of State*, 31 juillet 2018, consulté le 10/11/2018, URL <https://www.brennancenter.org/legal-work/citizens-protecting-michigans-constitution-v-sec-of-state>

⁵⁰ Hebert, Gerald J. et Marina K. Jenkins, « The Need for State Redistricting Reform to Rein in Partisan Gerrymandering », *Yale Law & Policy Review*, vol. 29, no. 2, 2011, 552.

⁵¹ REDMAP, *The Redistricting Majority Project*, consulté le 11/11/2018, URL http://www.redistrictingmajorityproject.com/?page_id=2

⁵² Bien que ces gains électoraux sont largement attribués au redécoupage électoral effectué en 2011, il importe de considérer d'autres facteurs explicatifs spécifiques au système électoral américain, tel que le haut taux de réélection des candidats sortants et les lois sur les restrictions de vote.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Au Michigan, les Républicains ont donc obtenu le contrôle des deux chambres et du poste de gouverneur, supervisant alors le redécoupage électoral des 148 districts législatifs et des 14 districts de la Chambre des représentants. L'efficacité du programme REDMAP s'est également manifestée deux ans plus tard, après que la nouvelle carte électorale dessinée par les Républicains ait été approuvée. Bien que les élections de 2012 ont été un succès pour les Démocrates au Michigan, notamment en réélisant le président Obama par près de dix points devant son adversaire, les Républicains ont cependant maintenu une majorité à la Chambre des représentants en gagnant neuf des 14 sièges de l'État⁵³. Le même scénario s'est reproduit en 2016 : les Démocrates et les Républicains ont récolté tous deux 47 % du vote populaire, mais les Républicains ont encore remporté neuf des 14 sièges la Chambre des représentants⁵⁴.

L'importance de cet enjeu au Michigan est telle que la *League of Woman Voters* ainsi que onze électeurs démocrates ont intenté un procès le 22 décembre 2017 contre la secrétaire d'État du Michigan, Ruth Johnson, alléguant que la carte électorale de élaborée par la majorité législative républicaine après le recensement de 2010 violait la clause sur l'égalité de protection des lois du 14^e amendement de la Constitution américaine en « diluant » le vote des électeurs démocrates au Michigan⁵⁵. Quelques mois plus tard, ces allégations ont été confirmées par la divulgation de nombreux courriels d'élus et de consultants républicains, suggérant notamment la concentration des électeurs démocrates dans certains districts clés, afin de permettre aux Républicains de faire des gains dans les districts adjacents : « In a glorious way that makes it easier to cram ALL of the Dem [démocrates] garbage in Wayne, Washtenaw, Oakland and Macomb counties into only four districts. Is there anyone on our side who doesn't recognize that dynamic? »⁵⁶.

2.2.2 Les dépenses de campagne

En ce qui a trait aux dépenses de campagne pour cette initiative, les contributions pour la campagne se sont élevées à un peu plus de 15 millions de dollars, dont 5,52 millions venaient de *Sixteen Thirty Fund* et 5,09 millions de *Action Now Initiative* (ANI)⁵⁷, deux organisations à but non lucratif exemptées d'impôts sur le revenu et dont l'identité des donateurs n'a pas à être divulguée⁵⁸. *Action Now Initiative* est une

⁵³ Au Michigan, les élections sénatoriales se tiennent toujours deux ans après une élection présidentielle, donc le Sénat de l'État n'était pas en élections en 2012. Pour ce qui est du Sénat américain, la démocrate Debbie Stabnow fut réélue pour un deuxième mandat consécutif, et un troisième en 2016.

⁵⁴ Département d'État du Michigan, *2016 Michigan Election Results*, consulté le 11/12/2018, URL https://mielections.us/election/results/2016GEN_CENR.html

⁵⁵ United States Court of Appeals, *League of Woman Voters of Michigan v. Johnson*, 30 août 2018, consulté le 04/12/2018, URL <https://cases.justia.com/federal/appellate-courts/ca6/18-1437/18-1437-2018-08-30.pdf?ts=1535644813>

⁵⁶ Beggin, Riley et Lindsay VanHulle, « Emails suggest Republicans gerrymandered Michigan to weaken 'Dem garbage' », 25 juillet 2018, consulté le 04/12/2018, URL <https://www.bridgemi.com/public-sector/emails-suggest-republicans-gerrymandered-michigan-weaken-dem-garbage>

⁵⁷ Département d'État du Michigan, *Michigan Committee Statement of Organization*, consulté le 14/11/2018, URL <https://cfrsearch.nictusa.com/committees/518049>

⁵⁸ Les groupes 501(c) tirent leur nom de la disposition des lois fiscales dont ils relèvent, c'est-à-dire le paragraphe c de l'article 501 du code fédéral des impôts américains. Il dresse la liste des

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

organisation financée par le couple de milliardaires texans John et Laura Arnold. De plus, selon Scott Blad de *Politico*, les groupes financés par *Sixteen Thirty Fund* auraient été « les annonceurs publicitaires les plus prolifiques de 2018⁵⁹ ».

Le groupe principal en opposition à la proposition, *Protect My Vote*, a pour sa part amassé 3,2 millions de dollars, dont la majorité provient du *Michigan Freedom Fund*⁶⁰, une organisation conservatrice liée à la puissante famille Devos dans l'ouest du Michigan⁶¹. L'argent a été en partie utilisé afin de lancer des annonces télévisées critiquant la proposition.

2.2.3 Les positions des élites

Ensuite, de nombreux élus démocrates ont appuyé l'initiative, dont le sénateur Steve Bieda et les représentants Jon Hoadley et Jeremy Moss⁶². L'ancien gouverneur républicain de la Californie, Arnold Schwarzenegger, a également appuyé l'initiative, en passant une journée au Michigan à la mi-novembre pour faire campagne lors de rassemblements et collectes de fonds. Schwarzenegger est largement connu pour sa « guerre contre le *gerrymandering*⁶³ » : alors qu'il était gouverneur de la Californie, celle-ci fut le premier État en 2008 à déléguer la tâche de redessiner les frontières électorales à une commission indépendante⁶⁴. Les journaux *Detroit Free Press*, *Lansing State Journal* et *Traverse City Record Eagle* ont tous explicitement donné leur soutien à la proposition en note éditoriale, mettant l'accent de leur argumentaire sur le concept de démocratie représentative. La note éditoriale du *Detroit Free Press* expliquait que le passage de la proposition marquerait la « réaffirmation par le Michigan des valeurs de représentation démocratique et d'équité sur lesquelles notre système de gouvernement a

associations et des organismes à but non lucratif qui sont exemptés d'impôts fédéraux sur le revenu. Depuis le 16 juillet 2018, l'identité des donateurs n'a pas à être divulguée. Voir Département du Trésor des États-Unis, *Treasury Department and IRS Announce Significant Reform to Protect Personal Donor Information to Certain Tax-Exempt Organizations*, 16 juillet 2018, consulté le 01/12/2018, URL <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm426>

⁵⁹ Bland, Scott, « Liberal secret-money network hammers House GOP », *Politico*, 29 juillet 2018, consulté le 01/11/2018, URL <https://www.politico.com/story/2018/07/29/democrats-dark-money-midterms-house-745145>

⁶⁰ Beggin, Riley et Lindsay VanHulle, « Michigan Proposal 2 redistricting group defends dark money as fighting fire with fire », *Bridge*, 1^{er} novembre 2018, consulté le 01/12/2018, URL <https://www.bridgemi.com/public-sector/michigan-proposal-2-redistricting-group-defends-dark-money-fighting-fire-fire>

⁶¹ Betsy Devos, l'actuelle secrétaire à l'Éducation de l'administration Trump, est mariée à l'un des frères Devos. Kroll, Andy, « Meet the New Kochs: The DeVos Clan's Plan to Defund the Left », *Mother Jones*, janvier/février 2014, consulté le 01/12/2018, URL <https://www.motherjones.com/politics/2014/01/devos-michigan-labor-politics-gop/2/>

⁶² Voter Not Politicians, *Voters not Politicians Endorsements*, consulté le 11/16/18, URL <https://www.votersnotpoliticians.com/endorsements>

⁶³ Dovere, Edward-Isaac, « Arnold Schwarzenegger's War on Gerrymandering Is Just Beginning », *The Atlantic*, 9 novembre 2018, consulté le 16/11/2018, URL <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2018/11/schwarzenegger-will-back-more-gerrymandering-campaigns/575434/>

⁶⁴ Ancheta, Angelo N., « Redistricting Reform and the California Citizens Redistricting Commission », *Harvard Law & Policy Review*, vol. 8, 110-140.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

été fondé⁶⁵ ». Le *Lansing State Journal* rappelle également aux lecteurs le biais partisan de la carte électorale de l'État, favorisant largement les Républicains, en citant un rapport du Brennan Center for Justice de 2017⁶⁶. Le *Traverse City Record*, pour sa part, mentionne l'importance de cette proposition pour la vitalité de la démocratie : « Game over. We're ready for more fair play, one that might add more democracy, and subtract lobbyists, donors and self-interested parties from making the rules⁶⁷ ».

Au mois de septembre, le Parti républicain du Michigan s'est officiellement positionné contre la proposition, après que l'organisme sans but lucratif *The National Redistricting Fund*, affilié au Parti démocrate, ait injecté 250 000 \$ dans la campagne, alimentant les allégations des Républicains selon lesquelles l'effort de rendre le redécoupage électoral au Michigan plus transparent serait un stratagème démocrate afin de récolter plus de sièges en vue du prochain redécoupage prévu en 2020⁶⁸. Le journal *The Detroit News* s'est également positionné contre la proposition, arguant que les Démocrates et les Républicains devraient utiliser la technologie pour dessiner les frontières électorales. Le journal a également mentionné que le libellé définissant la manière dont les communautés d'intérêts doivent être regroupées est vague et ouvre la porte à des litiges sans fin⁶⁹.

2.2.4 La formulation de la proposition

La proposition complète compte plus de six pages, mais un travail de synthèse était nécessaire pour le bulletin de vote⁷⁰. Le groupe *Voters Not Politicians* était conscient de l'importance de la formulation de l'initiative, et a donc déposé une poursuite judiciaire contre le *The Board of State Canvassers* (BSC), l'institution chargée de la certification des élections du Michigan, afin que le langage utilisé sur le bulletin de vote soit

⁶⁵ Detroit Free Press Editorial Board, « Michigan elections are rigged. Proposal 2 offers a path to fairness. », *Detroit Free Press*, 23 septembre 2018, consulté le 13/11/2018, URL <https://www.freep.com/story/opinion/2018/09/23/michigan-anti-gerrymandering-initiative/1379228002/>

⁶⁶ LSJ Editorial Board, « Editorial: How we vote matters, so support Proposals 2 and 3 », *Lansing State Journal*, 8 octobre 2018, consulté le 13/11/2018, URL <https://www.lansingstatejournal.com/story/opinion/2018/10/08/voter-access-gerrymandering-proposals-editorial-support/1535447002/>

⁶⁷ Traverse City Record Eagle Editorial, « Editorial: Proposal 2 — Give democracy a chance », *Traverse City Record Eagle*, 24 octobre 2018, consulté le 13/11/18, URL https://www.record-eagle.com/opinion/editorials/editorial-proposal-give-democracy-a-chance/article_558973e1-d3bc-5930-959e-955c2be2adf6.html

⁶⁸ Oosting, Jonathan, « National Democratic group pumps \$250K into Michigan redistricting campaign », *The Detroit News*, 12 septembre 2018, consulté le 10/11/2018, URL <https://www.detroitnews.com/story/news/local/michigan/2018/09/12/national-dem-250-000-voters-politicians/1277511002/>

⁶⁹ Wolman, Jonathan, « Editorial: Vote no on all ballot proposals », *The Detroit News*, 9 octobre 2018, consulté le 16/11/2018, URL <https://www.detroitnews.com/story/opinion/editorials/2018/10/09/editorial-vote-no-all-ballot-proposals/1565860002/>

⁷⁰ Board of State Canvassers, *Official Ballot Wording approved by Board of State Canvassers*, 30 août 2018, consulté le 11/11/2018, URL https://www.michigan.gov/documents/sos/Official_Ballot_Wording_Prop_18-2_632052_7.pdf

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

approuvé plus tôt⁷¹. *Citizens Protecting Michigan's Constitution* avait également soumis un libellé, décrivant la proposition comme créant une commission de redécoupage à majorité partisane, laquelle retirerait la capacité des citoyens à tenir les élus responsables de leurs décisions. Katie Fahey, fondatrice de *Voters Not Politicians*, soulignait à cet égard que « once again we see the people who have benefited from the current system trying to put up any obstacle they can to prohibit people from understanding what this proposal does⁷² ». C'est le libellé de *Voters Not Politicians* qui cependant fut retenu par le BSC (Tableau 1).

Tableau 1 – La formulation de la proposition du Michigan

<i>Proposal 2 – Independent Redistricting Commission Initiative</i> A proposed constitutional amendment to establish a commission of citizens with exclusive authority to adopt district boundaries for the Michigan Senate, Michigan House of Representatives and U.S. Congress, every 10 years This proposed constitutional amendment would: - Create a commission of 13 registered voters randomly selected by the Secretary of State: • 4 each who self-identify as affiliated with the 2 major political parties; and • 5 who self-identify as unaffiliated with major political parties. • Prohibit partisan officeholders and candidates, their employees, certain relatives, and lobbyists from serving as commissioners. - Establish new redistricting criteria including geographically compact and contiguous districts of equal population, reflecting Michigan's diverse population and communities of interest. Districts shall not provide disproportionate advantage to political parties or candidates. - Require an appropriation of funds for commission operations and commissioner compensation. Should this proposal be adopted? Source : Board of State Canvassers, <i>Proposition 18-2</i>, 30 août 2018, consulté le 29/11/2018, URL https://www.michigan.gov/documents/sos/Official_Ballot_Wording_Prop_18-2_632052_7.pdf.

2.2.5 Le résultat de la Proposition 2

Telle que présentée aux électeurs le 6 novembre 2018, la Proposition 2 a été adoptée avec une majorité de 61,3 %, transférant la responsabilité de la législature de découper les cartes électorales au niveau fédéral et de l'État à une commission indépendante composée de treize membres, incluant quatre républicains, quatre

⁷¹ Rubenstein, Hannah, « Group files lawsuit to finalize language of anti-gerrymandering ballot proposal », *Michigan Radio*, 22 août 2018, consulté le 11/11/2018, URL <http://www.michiganradio.org/post/group-files-lawsuit-finalize-language-anti-gerrymandering-ballot-proposal>

⁷² Rubenstein, « Group files lawsuit to finalize language of anti-gerrymandering ballot proposal ».

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

démocrates et cinq indépendants⁷³. Pour qu'un nouveau plan soit adopté, une majorité de sept membres en accord est nécessaire, et doit compter au moins deux Démocrates, deux Républicains et deux indépendants. La commission est choisie par l'intermédiaire du secrétaire d'État du Michigan, lequel est chargé d'envoyer 10 000 formulaires d'application de façon aléatoire à des électeurs inscrits sur la liste électorale. Les candidats qui souhaitent être membres de la commission ne doivent pas avoir occupé de poste électif au cours des six années précédant leur nomination à titre de commissionnaires ni avoir occupé un poste de fonctionnaire d'État. Par la suite, le profil des membres de la commission qui seront sélectionnés devra être présenté aux leaders du parti majoritaire et minoritaire de la législature du Michigan, qui pourront chacun éliminer un maximum de cinq candidatures.

2.3 La proposition du Missouri

Au Missouri, deux commissions étaient responsables du redécoupage des frontières électorales au niveau de l'État avant les élections de mi-mandat 2018. La commission chargée des districts du Sénat était composée de dix membres, comprenant cinq Démocrates et cinq Républicains. La commission chargée des districts de la chambre basse était composée de seize membres, comprenant huit Démocrates et huit Républicains. Pour approuver une nouvelle carte, le plan devait recueillir l'appui de 70 % des commissaires. Au niveau fédéral, c'est la législature du Missouri qui est chargée de redécouper la carte électorale tous les dix ans.

2.3.1 Le contexte local du Missouri

Le Missouri est un État largement touché par la corruption politique. D'ailleurs, le 29 mai 2018, le gouverneur républicain Eric Greitens a démissionné de son poste pour scandale sexuel et corruption, évitant alors une destitution imminente par la législature à majorité républicaine. Il est donc possible de constater qu'il y a un contexte favorable à l'approbation d'un amendement constitutionnel ayant pour objectif principal de combattre la corruption au sein du gouvernement.

Finalement, il faut également ajouter à cela le rapport de cet État envers la pratique du *gerrymandering*. Dans une étude portant sur le sujet, le chercheur français Olivier Richomme expliquait qu'après le recensement de 2010, les perspectives de victoire des Démocrates ne dépassaient pas les deux sièges, alors qu'en 2008, les représentants démocrates étaient au nombre de quatre⁷⁴. Cela dit, comme dans plusieurs autres États, le Parti républicain a réussi à faire des gains par la pratique du *gerrymandering*, notamment en concentrant les électeurs démocrates dans quelques circonscriptions. Une étude de l'*Associated Press* a démontré que depuis le dernier recensement effectué en 2010, et conséquemment de l'adoption de la nouvelle carte électorale au Missouri, les électeurs des régions rurales du nord-est de l'État n'ont eu qu'un seul choix pour

⁷³ Brennan Center for Justice, *Overview: Michigan Redistricting Reform Proposal*, 17 août 2017, consulté le 10/11/2018, URL <http://www.brennancenter.org/analysis/michigan-redistricting-ballot-proposal-vnp>

⁷⁴ Richomme, Olivier, « Une majorité républicaine permanente ? », *La Découverte*, no. 149, 139.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

représenter leur circonscription : un Républicain. Il en a été de même pour les électeurs d'une partie de Kansas City, où leur seule option était un Démocrate⁷⁵.

2.3.2 Les dépenses de campagne

Concernant les dépenses, *Clean Missouri*, le groupe qui a fait campagne pour l'initiative, a recueilli 5,12 millions de dollars, dont un million provenait du groupe *Action Now Initiative* et un autre million provenait du *National Education Association*, un groupe largement connu pour être impliqué dans diverses causes politiques de l'État⁷⁶. Plus d'un million de dollars a été utilisé afin de recueillir les 160 199 signatures nécessaires pour que la proposition soit soumise sur le bulletin de vote, ce qui équivalait à un coût par signature de 6,76 \$⁷⁷. Ensuite, une grande partie des publicités payées par *Clean Missouri* ont mis l'accent sur le concept de « *big money* » qui teinte la vie politique au Missouri. Par exemple, une publicité télévisée qui a commencé à être diffusée moins d'un mois avant les élections faisait entrer un politicien dans une cabine de verre, pour ensuite se laisser absorber par un tourbillon de billets de banque⁷⁸.

Pour ce qui est de l'opposition, *the Missourians First* est l'organisation qui a fait campagne contre l'amendement 1. Les comités d'action politique *The Missourians First* et *Advance Missouri* ont recueilli seulement 275 701 \$. La majorité provenait du milliardaire Rex Sinquefield, cofondateur du think tank *Show-Me Institute*⁷⁹. *Clean Missouri* a rapidement dénoncé ce don en faisant la déclaration suivante : « It's no surprise that a billionaire political donor like Rex Sinquefield is trying to protect the corrupt status quo. Big money and powerful lobbyists, including many on his payroll, run the show in Jefferson City⁸⁰ ».

2.3.3 Les positions des élites

Clean Missouri a également mis l'accent sur un soutien bipartite avec l'approbation de Républicains tels que l'ancien sénateur américain John Danforth et de Démocrates tels que la trésorière de St. Louis, Tishaura Jones. Arnold Schwarzenegger a également

⁷⁵ Schmitt, Will, « Analysis: Missouri's political map favors Republicans but falls short of gerrymandering », *Springfield News-Leader*, 25 juin 2017, consulté le 12/11/2018, URL <https://www.news-leader.com/story/news/politics/elections/2017/06/25/analysis-missouri-political-map-favors-republicans-but-falls-short-gerrymandering/411644001/>

⁷⁶ Missouri Ethics Commission, *Candidate or Committee Name Search*, consulté le 11/11/2018, URL https://mec.mo.gov/MEC/Campaign_Finance/CF11_SearchComm.aspx

⁷⁷ Ballotpedia, *Missouri Amendment 1, Lobbying, Campaign Finance, and Redistricting Initiative* (2018), consulté le 04/12/2018, URL [https://ballotpedia.org/Missouri_Amendment_1,_Lobbying,_Campaign_Finance,_and_Redistricting_Initiative_\(2018\)](https://ballotpedia.org/Missouri_Amendment_1,_Lobbying,_Campaign_Finance,_and_Redistricting_Initiative_(2018))

⁷⁸ Clean Missouri, *Amendment 1 TV Ad: 'Money Grab'*, 15 octobre 2018, consulté le 03/12/2018, URL <https://www.youtube.com/watch?v=98kKINtzoDg>

⁷⁹ Fondé en 2005, ce think tank missourien est dédié à la promotion de politiques publiques qui font progresser les principes du libre marché et de la liberté individuelle.

⁸⁰ Clean Missouri, *Billionaire Rex Sinquefield Financing Effort to Stop Amendment 1*, consulté le 03/11/2018, URL <https://www.cleanmissouri.org/2018/10/09/billionaire-rex-sinkefield-financing-effort-to-stop-amendment-1/>

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

appuyé l'initiative⁸¹. De même, plusieurs journaux locaux ont donné leur soutien à l'amendement, tels que le *Kansas City Star* et le *St. Louis Post-Dispatch*. Une note éditoriale du *Kansas City Star*, datée du 1^{er} novembre, souligne le besoin d'une réforme pour le Missouri afin de neutraliser la corruption gouvernementale : « Corruption and ethics issues have plagued Missouri government for too long. And lawmakers have been unwilling to address obvious problems. It's up to voters to approve Amendment 1 for needed ethics reforms in Jefferson City⁸² ».

2.3.4 La formulation de la proposition

Le 3 mai 2018, le groupe *Clean Missouri* a déposé 393 914 signatures pour soumettre l'initiative sur le bulletin de vote lors des élections de mi-mandat.

Tableau 2 – La formulation de la proposition du Missouri

Amendment 2 – Lobbying, Campaign Finance, and Redistricting Initiative

Shall the Missouri Constitution be amended to:

- change process and criteria for redrawing state legislative districts during reapportionment;
- change limits on campaign contributions that candidates for state legislature can accept from individuals or entities;
- establish a limit on gifts that state legislators, and their employees, can accept from paid lobbyists;
- prohibit state legislators, and their employees, from serving as paid lobbyists for a period of time;
- prohibit political fundraising by candidates for or members of the state legislature on State property; and
- require legislative records and proceedings to be open to the public?

State governmental entities estimate annual operating costs may increase by \$189,000. Local governmental entities expect no fiscal impact.

Source : Missouri Secretary of State's Office, *2018 Ballot Measures*, consulté le 01/12/2018, URL <https://www.sos.mo.gov/elections/petitions/2018BallotMeasures>.

L'annonce officielle a été faite le 2 août suivant, mais la proposition s'est retrouvée au cœur d'une bataille juridique peu après. La plainte, déposée à la *Cole County Circuit Court*⁸³, indiquait que l'amendement 1 violait la section 50 de l'Article 3 de la Constitution missourienne, qui statue que « les initiatives populaires ne doivent pas

⁸¹ Schwarzenegger, Arnold, *If you live in Missouri, vote yes on Constitutional Amendment 1 to #terminategerrymandering and create fantastic political reform*, 06/11/2018, consulté le 10/11/2018, URL <https://twitter.com/Schwarzenegger/status/1059819924351152128>

⁸² Kansas City Star Editorial Board, « Ethics reform in Missouri government is long overdue. Vote yes on Amendment 1 », *Kansas City Star*, 1^{er} novembre 2018, consulté le 11/11/2018, URL <https://www.kansascity.com/opinion/editorials/article220866530.html>

⁸³ La Cole County Circuit Court est l'un des 45 tribunaux de première instance du Missouri, lesquels traitent des affaires civiles et pénales.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

contenir plus d'un sujet⁸⁴ ». L'un des objectifs de cette règle est de prévenir le « *logrolling* », une pratique qui consiste en l'échange de votes entre les législateurs pour faire passer des lois⁸⁵. Dans ce cas-ci, c'est l'idée d'associer des sujets non liés entre eux et qui, individuellement, pourraient ne pas rassembler suffisamment de soutien chez les électeurs pour être adoptés⁸⁶. Le tribunal a jugé en faveur du demandeur le 14 septembre 2018, retirant alors la proposition du bulletin de vote de novembre. La Cour d'appel du Missouri a cependant infirmé la décision rendue le 21 septembre suivant, arguant que l'amendement 1 « a pour seul sujet la réglementation de la législature du Missouri pour limiter l'influence des intérêts partisans ou autres⁸⁷ ».

2.3.5 Le résultat de l'Amendement 2

L'amendement 2, adopté à une majorité de 62 % par les électeurs le 6 novembre dernier, a pour objectif de combattre la corruption dans le Missouri⁸⁸. L'amendement ne touche pas seulement le redécoupage électoral, mais également les lois régissant le lobbying et le financement des campagnes électorales. Concernant le redécoupage électoral, l'amendement crée un nouveau poste non partisan, le démographe d'État, pour dessiner les nouvelles cartes électorales pour les circonscriptions de l'Assemblée générale et du Sénat du Missouri. La réforme n'affecte donc pas les circonscriptions électorales de la Chambre des représentants. Cela dit, le démographe, sélectionné pour un mandat de cinq ans, devra tenir compte de critères spécifiques tels que l'équité partisane et à la compétitivité, en utilisant un index des votes des élections antérieures lors de la conception de la nouvelle carte. Le Missouri devient alors l'un des premiers États du pays à exiger un test statistique pour mesurer l'équité partisane dans le processus de découpage électoral⁸⁹. Par la suite, le démographe devra fournir aux législateurs une nouvelle carte électorale, qui devra être approuvée par la législature.

2.4 La proposition de l'Utah

Avant les élections de mi-mandat de novembre 2018, ce sont les législateurs de l'Utah qui étaient chargés de découper les cartes électorales à la suite du recensement décennal.

2.4.1 Le contexte local de l'Utah

⁸⁴ Missouri, *Constitution du Missouri*, Office of the Secretary of State, 2017, art. 3, consulté le 10/11/2018, URL

https://www.sos.mo.gov/CMSImages/Publications/MissouriConstitution_02.16.2017.pdf

⁸⁵ Stratmann, Thomas, « The Effects of Logrolling on Congressional Voting », *The American Economic Review*, vol. 82, no. 5, 1162.

⁸⁶ Missouri Court of Appeals Western District, *Ritter v. Ashcroft*, 21 septembre 2018, URL <https://www.brennancenter.org/sites/default/files/legal-work/2018-09-21-Order.pdf>

⁸⁷ Missouri Court of Appeals Western District, *Ritter v. Ashcroft*, 21 septembre 2018, URL <https://www.brennancenter.org/sites/default/files/legal-work/2018-09-21-Order.pdf>

⁸⁸ Wolff, Michael A., « Clean Missouri – Amendment 1 – will help clean up Show-Me politics », *The Kansas City Star*, 18 septembre 2018, consulté le 10/11/2018, URL

<https://www.kansascity.com/opinion/readers-opinion/guest-commentary/article218634710.html>

⁸⁹ Brennan Center for Justice, *Overview: Missouri Redistricting Reform Proposal (Clean Missouri)*, 12 octobre 2018, consulté le 11/11/2018, URL

<https://www.brennancenter.org/analysis/overview-missouri-redistricting-reform-proposal-clean-missouri>

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

L'Utah est un État « rouge » et a seulement quatre représentants à la chambre basse fédérale, tous républicains à l'heure actuelle. Cela dit, l'enjeu du *gerrymandering* au niveau des circonscriptions fédérales est moins important dans cet État. Le gouverneur Herbert Lukewarm mentionnait à cet égard que l'« Utah, by registered voters, is pretty Republican. So no matter how you slice the pie, as you in fact create districts, it's pretty hard not to have a Republican district⁹⁰ ». Le problème réside davantage dans le manque de compétitivité des courses électorales⁹¹. Jeff Wright a déclaré qu'en 2016, la législature de l'Utah n'avait pratiquement pas de courses compétitives. Effectivement, 70 % des sièges avaient été remportés par des marges égales ou supérieures à 30 points, dont environ un cinquième n'avaient pas été contesté⁹².

Dans le cas des circonscriptions législatives de l'État, le *gerrymandering* est cependant souvent dénoncé. Shauna Bona, membre du groupe *Alliance for a Better Utah*, mentionnait que « when most people think about gerrymandering in Utah, they think of partisan battles over dicing up liberal Salt Lake County⁹³ ». C'est donc un exemple manifeste de la technique de dispersion (*cracking*) utilisée pour réduire le pouvoir de vote des démocrates dans cette région de l'État.

2.4.2 Les dépenses de campagne

Better Boundaries est le groupe qui a soumis la proposition, ayant recueilli 190 000 signatures, soit 75 000 de plus que le nombre nécessaire. Alors qu'aucun groupe en opposition à cette initiative n'a été enregistré, un seul comité d'action politique a été enregistré pour soutenir la campagne, le *Utahns for Responsive Government*, qui a rapporté avoir amassé 2,6 millions de dollars en contributions⁹⁴. L'argent a notamment servi à amasser le nombre de signatures nécessaires, dont le coût par signature s'est élevé à 9,19 \$⁹⁵, et à financer une publicité télévisée mettant en vedette l'ancien président républicain Ronald Reagan. Dans la vidéo, l'on peut voir Reagan qualifier le *gerrymandering* d'« antidémocratique », d'« anti-américain » et de « désastre

⁹⁰ Ritchey, Julia, « Gov. Herbert Lukewarm On Redistricting Ballot Initiative », *Kuer*, 27 juillet 2017, consulté le 13/11/2018, URL <http://www.kuer.org/post/gov-herbert-lukewarm-redistricting-ballot-initiative#stream/0>

⁹¹ Selon les calculs du site *FiveThirtyEight*, lorsque la compétitivité électorale des districts congressionnels fédéraux de l'Utah est optimisée, les démocrates gagnent un siège. Voir *FiveThirtyEight*, *The Atlas of Redistricting*, 25 janvier 2018, consulté le 04/12/2018, URL <https://projects.fivethirtyeight.com/redistricting-maps/utah/#Competitive>

⁹² Richards, Connors, « Supporters say they have made the November ballot with initiative aimed at reforming redistricting — and targeting gerrymandering », *The Salt Lake Tribune*, 16 mai 2017, consulté le 11/10/2018, URL <https://www.sltrib.com/news/politics/2018/05/16/supporters-say-they-have-made-the-november-ballot-with-initiative-aimed-at-reforming-redistricting-and-targeting-gerrymandering/>

⁹³ Bona, Shauna, « Guest opinion: Proposition 4 values the distinct needs of our diverse Utah family », *Deseret News*, 9 octobre 2018, consulté le 04/12/2018, URL <https://www.deseretnews.com/article/900035853/guest-opinion-proposition-4-values-the-distinct-needs-of-our-diverse-utah-family.html>

⁹⁴ State of Utah Financial Disclosures, *Utahns for Responsive Government*, consulté le 13/11/2018, URL <https://disclosures.utah.gov/Search/PublicSearch/FolderDetails/1414774>

⁹⁵ Ballotpedia, *Utah 2018 ballot measures*, consulté le 03/12/2018, URL https://ballotpedia.org/Utah_2018_ballot_measures

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

national », alors qu'il avait encouragé en 1988 la création de commissions indépendantes chargées de redécouper les frontières électorales tous les dix ans⁹⁶. Le leader de la majorité républicaine au Sénat, Ralph Okerlund, expliquait que cette publicité a permis de faire du *gerrymandering* un « enjeu républicain », dans un État historiquement rouge⁹⁷. À propos de l'opposition, le républicain et co-président de *Better Boundaries*, Jeff Wright, rappelait lors de la campagne qu'il est tout simplement « difficile de faire campagne pour le *gerrymandering*⁹⁸ », ce qui rend parfois les contributions à ces causes plus complexes.

2.4.3 Les positions des élites

Better Boundaries est composé de plusieurs individus ayant occupé un poste électif, dont l'ancien maire démocrate de Salt Lake City, Ralph Becker, et l'ancienne représentante au Congrès du 2^e district de l'Utah, la démocrate Karen Shepherd⁹⁹. Schwarzenegger a également appuyé cette initiative¹⁰⁰. De plus, le journal *The Salt Lake Tribune* a donné son soutien à l'initiative, mentionnant l'acte de découper les frontières électorales comme étant hautement partisan et dénonçant le *gerrymandering*¹⁰¹.

2.4.4 La formulation de la proposition

Selon Okerlund, l'adoption de la proposition engendrerait des recours légaux sans fin, étant donné la formulation vague et contradictoire du libellé : « Proposition 4 deliberately imposes vague and conflicting redistricting requirements, it leaves multiple key terms undefined, and it grants any person or business with a Utah address the right to legally challenge redistricting plans¹⁰² ». Dans le document des arguments officiels du guide électoral de l'Utah, l'on compte également la possibilité de violation de la Constitution de l'Utah, en contrevenant au principe de séparation des pouvoirs : « The founders thought it was important to grant the legislature the exclusive authority over the redistricting process. Proposition 4 blatantly violates the Utah Constitution by

⁹⁶ Pro4 Utah, *What is proposition 4 trying to achieve for Utah ?*, 20 septembre 2018, consulté le 03/12/2018, URL <https://www.youtube.com/watch?v=1qP7nVIK8hk>

⁹⁷ Davidson, Lee, « Utahns favor Prop 4 to create an independent redistricting commission by a big margin, poll shows », *The Salt Lake Tribune*, 17 octobre 2018, consulté le 03/11/2018, URL <https://www.sltrib.com/news/politics/2018/10/17/utahns-favor-prop-create/>

⁹⁸ Davidson, Lee, « Anti-gerrymandering Proposition 4 holds thin lead », *The Salt Lake Tribune*, 7 novembre 2018, consulté le 01/12/2018, URL <https://www.sltrib.com/news/politics/2018/11/07/anti-gerrymandering/>

⁹⁹ Better Boundaries, *About*, consulté le 12/11/2018, URL <https://betterboundaries.org/about/>

¹⁰⁰ Schwarzenegger, Arnold, *If you live in Utah, vote yes on Prop 4 to #terminategerrymandering. Redistricting reform makes our leaders more accountable and produces better results*, 06/11/2018, consulté le 13/11/2018, URL <https://twitter.com/schwarzenegger/status/1059819484561711104?lang=bg>

¹⁰¹ Tribune Editorial, « Tribune editorial: Vote yes on Utah Propositions 2, 3 and 4 », *The Salt Lake Tribune*, 14 octobre 2018, consulté le 12/11/2018, URL <https://www.sltrib.com/opinion/editorial/2018/10/14/tribune-editorial-vote/>

¹⁰² Utah Lieutenant Governor Elections, *Proposition number 4*, consulté le 03/11/2018, URL http://co.uintah.ut.us/document_center/ClerkAuditor/2018elections/sample%20ballot%202018%20gen.pdf

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

creating a redistricting commission and granting that commission and the Utah Supreme Court a role in the redistricting process¹⁰³ ».

Tableau 3 – La formulation de la proposition de l’Utah

Proposition 4 – Utah Independent Redistricting Commission and Standards Act

Shall a law be enacted to:

- Create a seven-member commission to recommend redistricting plans to the Legislature that divide the state into Congressional, legislative, and state school board districts;
- Provide for appointments to that commission: one by the Governor, three by legislative majority party leaders, and three by legislative minority party leaders;
- Provide qualifications for commission members, including limitations on their political activity;
- Require the Legislature to enact or reject a commission-recommended plan; and establish requirements for redistricting plans and authorize lawsuits to block implementation of a redistricting plan enacted by the Legislature that fails to conform to those requirements?

Initial Fiscal Impact Estimate: The Governor’s Office of Management and Budget estimates that the law proposed by this initiative would result in a total fiscal expense of approximately \$1 million.

In addition, the cost of posting information regarding the initiative in Utah’s statewide newspapers and for printing the additional pages in the voter information packet is estimated at \$30,000 in one-time funds.

Source : Utah Lieutenant Governor Elections, *Proposition number 4*.

2.4.5 Le résultat de la Proposition 4

La proposition de l’Utah (appelée Proposition 4), adoptée à une majorité de seulement 50,34 %, crée une commission consultative de sept membres, incluant trois Démocrates, trois Républicains et un indépendant, nommés par le gouverneur et les législateurs. Les membres soumettent à la législature le nouveau plan, à la suite du recensement décennal, qui doit être approuvé ou rejeté. Les frontières électorales touchées par cette proposition concernent les sièges à la Chambre des représentants, les circonscriptions de l’État et les commissions scolaires. La proposition inclut également une disposition selon laquelle la commission ne pourra utiliser les données reliées à l’affiliation politique en créant la nouvelle carte électorale.

3. LES FACTEURS DÉTERMINANTS

L’effort descriptif présenté dans les pages précédentes nous permet désormais de soulever certains facteurs qui ont été plus déterminants que d’autres sur l’issue des résultats dans les trois cas étudiés.

3.1 Les dépenses de campagne

¹⁰³ Utah Lieutenant Governor Elections, *Proposition number 4*.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

Premièrement, il a été démontré que les trois propositions ont eu très peu d'adversité en matière de dépenses de campagne. Dans le cas du Michigan et du Missouri, les dépenses ne semblent pas avoir joué un rôle déterminant pour l'adoption des propositions. Effectivement, un peu plus d'un quart des dépenses dans le cas de l'Utah et un cinquième dans le cas du Missouri était simplement destiné à obtenir assez de signatures sur la pétition afin de permettre à l'amendement d'avoir accès au bulletin de vote de novembre. Ainsi, pour ces deux États, les dépenses ont davantage contribué à la mise en place de la proposition sur le bulletin de vote qu'à sa réussite. Toutefois, comme il a été démontré précédemment, l'argent dépensé pour la mise en œuvre d'une publicité télévisée mettant en vedette le président Reagan a permis dans le cas de l'Utah de rallier à la cause une partie de l'électorat républicain. L'impact de ce facteur est donc plus clair et important dans le cas de l'Utah.

3.2 La position des élites

Deuxièmement, dans tous les cas, les journaux locaux ont donné leur soutien aux initiatives en note éditoriale, mis à part *The Detroit News* pour le Michigan. Aussi, chacune des initiatives a eu l'appui de plusieurs élites politiques, même si le parti majoritaire en chambre s'est généralement positionné contre, attribuable au fait que le redécoupage actuel était à son avantage. D'ailleurs, le résultat serré de l'Utah peut s'expliquer par le fait que les électeurs de cet État votent très largement pour le Parti républicain, qui s'est opposé officiellement à la mesure. Au final, le peu d'opposition de la part des élites médiatiques et politiques envers les initiatives semble avoir contribué de manière plus générale au succès des trois initiatives. Néanmoins, bien que ce constat soit en congruence avec la littérature scientifique, il est difficile d'en déterminer empiriquement l'effet réel.

3.3 La formulation des propositions

Bien que l'étude de Stephanopoulos ait démontré que la formulation de l'initiative soit peu déterminante sur l'issue des résultats d'une initiative de réforme du système de découpage électoral, les efforts menés par *Voters Not Politicians* dans le Michigan ont témoigné de l'importance de s'approprier le message qui est donné à l'électorat. De plus, l'initiative du Missouri, qui englobe la modification de plusieurs règles électorales ayant pour objectif de rendre l'appareil gouvernemental plus transparent, était un message facile à faire passer dans l'électorat, dans la mesure où le contexte local du Missouri est largement teinté par la corruption gouvernementale. De plus, l'appropriation du message véhiculé dans la publicité de l'Utah mettant en vedette le président Reagan a permis de changer la perception de l'électorat envers la proposition, devenant en quelque sorte une « cause républicaine¹⁰⁴ ». Ces constats contredisent donc le postulat de Stephanopoulos présenté précédemment : la formulation des initiatives a joué un rôle particulièrement important dans le succès des initiatives étudiées.

3.4 Le contexte local

Finalement, dans les deux États où la réforme a été adoptée à une forte majorité, c'est-à-dire le Michigan et le Missouri, il semblerait que les impacts négatifs de la pratique du *gerrymandering* aient également été déterminants. Au Michigan, le fait que

¹⁰⁴ Davidson, « Utahns favor Prop 4 ».

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

la composition de législature soit peu représentative des résultats électoraux dans les dernières années témoigne des problèmes du système de redécoupage des frontières électorales acutél. Dans le cas du Missouri, plusieurs circonscriptions ne sont pas compétitives étant donné que les électeurs démocrates ont été concentrés dans la ville de Kansas City, entre autres, et donc les gains démocrates en dehors de cette ville sont peu probables. Ces éléments, combinés à des contextes locaux marqués par la corruption partisane et gouvernementale, ont créé un contexte favorable à l'appui de ces réformes.

Tableau 4 – Les facteurs déterminants du succès des réformes du système de découpage électoral

	Dépenses	Formulation	Positions élites	Gerrymandering	Contexte local
Michigan		√		√	√
Missouri		√		√	√
Utah	√		√	√	√

3.5 Un contexte national propice aux réformes électorales

Au-delà des facteurs qui ont été abordés, l'importance du contexte national actuel est cruciale dans le cas des réformes électorales. En effet, les électeurs de quinze États devaient se prononcer sur des réformes électorales touchant plusieurs enjeux, dont le rétablissement du droit de vote d'anciens prisonniers en Floride et un meilleur accès à l'inscription sur les listes électorales au Maryland, au Michigan et au Nevada. Les élections de mi-mandat 2018 ont également été touchées par l'importance de l'enjeu des restrictions de vote, principalement dans les États du Sud. Par exemple, *The Associated Press* a rapporté qu'en octobre, le secrétaire d'État de la Géorgie et candidat républicain au poste de gouverneur, Brian Kemp, a mis en suspens plus de 53 000 demandes d'inscription sur les listes électorales, car les informations figurant sur les formulaires ne correspondaient pas « exactement » aux bases de données de l'État¹⁰⁵. Cela dit, 70 % des inscriptions en attente provenaient d'individus d'origine afro-américaine, ce qui a nui à la candidate démocrate Stacey Abrams, laquelle comptait sur le vote de cette communauté pendant la campagne¹⁰⁶.

Aussi, cette année seulement, ce sont cinq tentatives de réformes du système de découpage électoral qui ont eu lieu à travers le pays¹⁰⁷, alors que l'on n'en comptait que cinq au total dans les dix dernières années. Des initiatives de réforme sont également prévues avant le prochain cycle de redécoupage électoral de 2021 en Arkansas, en Oklahoma et en Virginie. En Arkansas, la procureure générale Leslie Rutledge a certifié le 26 octobre 2018 le titre d'une proposition créant une commission indépendante chargée de redécouper les frontières électorales de l'État. Les pétitionnaires devront alors récolter au moins 10% du nombre de votants des élections au poste de gouverneur

¹⁰⁵ Nadler, Ben, « Voting rights become a flashpoint in Georgia governor's race », *The Associated Press*, 9 octobre 2018, consulté le 04/12/2018, URL <https://www.apnews.com/fb011f39af3b40518b572c8cce6e906c>

¹⁰⁶ Abrams était la première candidate afro-américaine dans l'histoire des États-Unis.

¹⁰⁷ Mis à part les trois cas étudiés dans cette recherche et le référendum législatif du Colorado, les électeurs de l'Ohio ont voté en mai dernier et ce, à une majorité de 75 %, pour une proposition visant à réformer le système de découpage électoral de l'État.

La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018

de novembre 2018 afin d'apparaître sur le bulletin de vote de novembre 2020. Dans le cas de l'Oklahoma, le groupe non partisan *Represent Oklahoma* souhaite faire adopter un amendement constitutionnel transférant la responsabilité de découper les frontières électorales à une entité indépendante et ce, avant 2021. En Virginie, le groupe *OneVirginia2021* a lancé le 4 mars 2018 une campagne pour susciter l'intérêt des législateurs afin de soutenir un amendement constitutionnel qui mettrait fin au *gerrymandering*. Pour qu'un amendement constitutionnel se retrouve sur le bulletin de vote des élections de novembre 2020, les sessions de 2019 et de 2020 de l'Assemblée législative de Virginie doivent adopter des résolutions identiques.

Josh Silver, le fondateur de *Represent.Us*, expliquait que la réforme électorale est un enjeu facile à comprendre, surtout dans un contexte dans lequel les gens n'ont plus confiance envers les institutions politiques : « One thing that both Trump supporters and Bernie's [Sanders] voters — and pretty much all voters — agree on is that the system is rigged. In a political environment that's confusing and frustrating to most Americans, this is an easy issue to understand¹⁰⁸ ». Cela dit, cette fatigue de la part de l'électorat témoigne d'un besoin réel de réformer le système, qui pour plusieurs, est déficient. À ce sujet, la politologue Caroline J. Tolbert écrivait que la démocratie directe serait un catalyseur de la réforme politique du 21^e siècle¹⁰⁹.

4. CONCLUSION

À la lumière des résultats des élections de novembre dernier, et conséquemment au passage de réformes du système de découpage électoral dans les États du Michigan, du Missouri et de l'Utah, cet article s'intéressait aux facteurs de réussite de ces initiatives. Dans une étude réalisée en 2007 sur les réformes du système de découpage électoral au sein des États américains, Stephanopoulos concluait que la majorité de ces efforts ne réussissent pas. Cependant, lors des élections de mi-mandat de novembre dernier, toutes les initiatives ont réussi. Tel qu'il a été démontré, au-delà de facteurs déterminants tels que l'appui des élites politiques, la formulation des propositions et les impacts du *gerrymandering*, l'année 2018 était également un contexte local et national propice pour les réformes électorales.

L'usage croissant des procédures démocratiques directes au sein des États, mais aussi au niveau transnational, accroît l'intérêt et la pertinence des recherches sur la démocratie directe. Somme toute, cet article a proposé un point de vue analytique actualisé pour les prochaines recherches sur cet objet, dans la mesure où les réformes des systèmes de découpage électoral sont de plus en plus populaires au sein des États américains. Plusieurs questions restent néanmoins en suspens, et nécessiteront un approfondissement de la part de la communauté scientifique. Par exemple, ces réformes auront-elles un impact sur la configuration des chambres en 2022 ? Les réformes électorales adoptées lors des élections de mi-mandat 2018 auront-elles donné le ton à un mouvement de grandeur nationale pour les années à venir ? Les commissions indépendantes permettent-elles une meilleure représentation des citoyens ? Les réponses

¹⁰⁸ Wines, « Drive Against Gerrymandering Finds New Life in Ballot Initiatives ».

¹⁰⁹ Tolbert, Caroline J., « Direct Democracy as a Catalyst for 21st Century Political Reform », *Initiative and Referendum Institute*, consulté le 01/12/2018, URL <http://www.iandrinstitute.org/docs/Tolbert-DD-as-21st-Century-Reform-Catalyst-IRI.pdf>

**La démocratie directe en action : le cas des réformes du système de
découpage électoral lors des élections de mi-mandat 2018**



à ces questions impliqueront un certain recul historique, dans la mesure où la mise en œuvre des réformes est seulement prévue pour le prochain cycle de redécoupage électoral en 2021.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

Par Charles-Antoine Millette *
Université de Sherbrooke

* Candidat au doctorat en science politique à l'UQAM

RÉSUMÉ — Cet article présente les résultats d'une analyse de contenu que nous avons réalisée sur un corpus qui se compose de 23 publicités électorales diffusées par Brian Kemp, le candidat républicain au poste de gouverneur de l'État de la Géorgie, lors des élections américaines de mi-mandat de 2018. Notre analyse démontre, tout d'abord, que 61 % des publicités électorales de Brian Kemp sont négatives, ce qui signifie qu'elles servent principalement à critiquer ou à attaquer les positions de l'adversaire sur les enjeux ou ses traits de personnalité. Notre étude démontre ensuite que la campagne publicitaire de Brian Kemp s'est transformée entre la primaire républicaine et l'élection générale. En effet, les publicités humoristiques et imagées diffusées durant la primaire ont fait place à des publicités très négatives visant à dénigrer la candidate démocrate au poste de gouverneur, Stacey Abrams. Pour ce faire, les publicités négatives de Brian Kemp mettent en œuvre des techniques de production et des stratégies, comme l'appel à la peur ou l'étiquetage.

Mots clés : Publicité électorale négative, Brian Kemp, Donald Trump, immigration illégale, Stacey Abrams, gouverneur, Géorgie, États-Unis

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

INTRODUCTION

Durant la primaire du Parti républicain pour le poste de gouverneur¹ en Géorgie, le candidat Brian Kemp a en étonné plus d'un en diffusant des publicités électorales humoristiques, mais provocatrices, dans lesquelles il se présente comme un « conservateur politiquement incorrect » en prenant ouvertement position sur une série d'enjeux, allant de l'immigration illégale au contrôle des armes à feu. Dans ces publicités colorées et patriotiques, Brian Kemp fait aussi preuve de vanité, de vantardise et de désinvolture. Cela est étonnant parce que l'humour n'est pas une stratégie qui est habituellement utilisée dans le but de faire l'éloge d'un candidat, dans la mesure où elle est plutôt mise en œuvre dans l'intention d'attaquer un adversaire en le ridiculisant².

Face à cette pratique inusitée, nous avons entrepris l'analyse de la campagne publicitaire de Brian Kemp, qui nous amène à faire les deux constats suivants : premièrement, la majorité (61 %) des publicités diffusées par Brian Kemp sont négatives, ce qui signifie qu'elles servent à critiquer et à attaquer l'adversaire, tant sur le plan de ses positions sur les enjeux électoraux que de ses traits de personnalité ; deuxièmement, au cours de l'élection générale, le style des publicités de Brian Kemp s'est transformé, comme en témoignent le ton qu'elles emploient, les stratégies et les techniques de production qu'elles mettent en œuvre et la nature des enjeux sur lesquelles elles reposent. Ainsi, les publicités audacieuses diffusées durant la primaire républicaine, grâce auxquelles Brian Kemp se vante, entre autres, d'avoir reçu l'appui du président Donald Trump, font place, durant l'élection générale, à des publicités très négatives qui attaquent de plein fouet son adversaire démocrate, Stacey Abrams³.

Cet article présente une étude de cas portant sur les publicités électorales diffusées par Brian Kemp lors des élections américaines de mi-mandat de 2018. Nous avons réalisé une analyse de contenu qualitative sur un corpus de 23 publicités électorales qui ont été mises en ligne par Brian Kemp lors de la primaire républicaine (9 mars au 24 juillet 2019) et de l'élection générale pour le poste de gouverneur de l'État de la Géorgie. Aux États-Unis, la littérature spécialisée se consacre davantage à l'étude des publicités électorales qui sont diffusées sur la scène fédérale américaine lors des élections présidentielles que des publicités diffusées lors des élections qui se déroulent

¹ Pour une description des caractéristiques générales des institutions politiques des États américains (législatures, pouvoir exécutif et tribunaux), voir Claude Corbo et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique : Les institutions politiques*, 3^e édition mise à jour et augmentée. (Québec : Les éditions du Septentrion, 2011), 80-84; Louis Massicotte et François Vaillancourt, « Le fédéralisme », dans *Le système politique américain*, 5^e édition, sous la dir. de Michel Fortmann et Pierre Martin. (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2013), 70-75.

² Emmett H. Buell Jr. et Lee Sigelman, *Attack Politics : Negativity in Presidential Campaigns since 1960*, 2^e édition révisée et mise à jour. (Lawrence : University Press of Kansas, 2009), 12.

³ Andréanne Bissonnette, « Vers une année de femmes ? », *Comprendre les élections américaines de mi-mandat*, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, automne 2018, 7, consulté le 21/01/2018, URL https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2018/10/Midterms_BABa_version-finale.pdf

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

au niveau des États⁴. Notre analyse diachronique cherche donc à combler cette lacune en analysant le contenu des publicités électorales diffusées par le candidat républicain dans la course au poste de gouverneur de la Géorgie⁵.

Pour se faire, nous décrivons tout d'abord la méthodologie que nous utilisons dans cette étude, pour ensuite nous pencher sur le ton de la campagne publicitaire de Brian Kemp. Nous présentons par la suite les résultats de l'analyse de contenu qualitative, ce qui nous amène à examiner les résultats de la primaire républicaine et de l'élection générale. En conclusion, nous posons un regard sur l'impact de l'élection de Brian Kemp sur le redécoupage de la carte électorale de la Géorgie, qui aura lieu en 2022, et sur la controverse impliquant ce dernier concernant la suppression de plus d'un million d'électeurs de la liste électorale de la Géorgie.

1. MÉTHODOLOGIE

Dans le but d'étudier le contenu de la campagne publicitaire de Brian Kemp, nous avons premièrement formé un corpus, qui se compose des 23 publicités qui ont été mises en ligne sur la [chaîne YouTube](#) du candidat républicain entre le 5 mars et le 31 octobre 2018 (tableau 1). Les sept premières publicités du corpus ont été diffusées lors de la primaire républicaine, qui a pris fin le 24 juillet, ce qui signifie que les 16 publicités suivantes ont été mises en ligne pendant l'élection générale. De plus, toutes les publicités de notre corpus sont d'une durée de 30 secondes, à l'exception de deux messages publicitaires qui durent 15 secondes chacun.

Tableau 1 – Corpus de publicités diffusées par Brian Kemp

Titre	Durée	Date de mise en ligne	Type
Track and Deport	30 sec.	5 mars 2018	Contraste
Jake	30 sec.	27 avril 2018	Positive
So Conservative	30 sec.	9 mai 2018	Positive
Warm	30 sec.	21 juin 2018	Contraste
Every Day	30 sec.	9 juillet 2018	Contraste
Offends	30 sec.	16 juillet 2018	Positive
President Trump Endorses Brian Kemp for Governor	30 sec.	19 juillet 2018	Positive
Ahead	30 sec.	24 août 2018	Positive
Five	30 sec.	4 septembre 2018	Positive
Drop	30 sec.	19 septembre 2018	Contraste
Abrams' Attacks	30 sec.	20 septembre 2018	Attaque
Walked Out	30 sec.	3 octobre 2018	Attaque
I Know	30 sec.	3 octobre 2018	Contraste

⁴ Feng Shen, « Informational/Transformational Appeals in Political Advertising: An Analysis of the Advertising Strategies of 2010 U.S. Gubernatorial Campaigns », *Journal of Nonprofit & Public Sector Marketing*, 24, no 1 (2012) : 45.

⁵ Nous voulions initialement analyser le contenu de la campagne publicitaire de Stacey Abrams pour la comparer à celle de Brian Kemp, mais seulement 6 publicités électorales sont disponibles sur la [chaîne YouTube](#) de la candidate démocrate. Cela fait en sorte que nous avons préféré centrer notre analyse de contenu qualitative sur les publicités du candidat républicain.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

Interview	30 sec.	8 octobre 2018	Positive
Above	30 sec.	9 octobre 2018	Positive
Amy	30 sec.	12 octobre 2018	Contraste
Change	30 sec.	18 octobre 2018	Attaque
Just Like Yours	30 sec.	21 octobre 2018	Contraste
In Her Own Words	15 sec.	30 octobre 2018	Attaque
In Her Own Words – Volume 2	30 sec.	30 octobre 2018	Attaque
Eyes	30 sec.	31 octobre 2018	Positive
Corrupt	15 sec.	31 octobre 2018	Attaque
Small Differences	30 sec.	31 octobre 2018	Contraste

Deuxièmement, nous avons catégorisé chacune des 23 publicités en fonction de la typologie élaborée par Kathleen Hall Jamieson, Paul Waldman et Susan Sherr, qui stipule qu'il existe des publicités positives et deux types de publicités négatives, c'est-à-dire de contraste et d'attaque⁶. Les publicités positives servent strictement à mettre en lumière les principales qualités et promesses du candidat qui les diffuse, alors que les publicités négatives cherchent à « mettre en relief les faiblesses de l'adversaire quant à sa personnalité, ses réalisations et ses propositions, pour mieux le discréditer auprès des électeurs »⁷. Plus précisément, les publicités négatives de contraste sont utilisées afin de faire simultanément la promotion du candidat émetteur et de critiquer le candidat adverse⁸, tandis que celles d'attaque visent exclusivement à dénigrer l'adversaire⁹.

Selon notre analyse, 61 % (14 sur 23) des publicités électorales diffusées par Brian Kemp lors de la primaire républicaine et de l'élection générale pour le poste de gouverneur de la Géorgie sont négatives. Plus précisément, sur ces 14 publicités négatives, huit d'entre elles sont de contraste, alors que six sont d'attaque. L'intégralité des publicités négatives d'attaque a été diffusée durant l'élection générale, plus spécifiquement entre le 20 septembre et le 31 octobre, ce qui signifie qu'elles visent exclusivement à dénigrer l'adversaire démocrate de Brian Kemp, Stacey Abrams. À notre avis, une telle utilisation de la publicité négative d'attaque s'explique vraisemblablement par le fait qu'au cours des dernières semaines de campagne, les deux candidats étaient nez à nez dans [les sondages](#).

⁶ Kathleen Hall Jamieson, Paul Waldman et Susan Sherr, « Eliminate the Negative? Categories of Analysis for Political Advertisements », dans *Crowded Airwaves: Campaign Advertising in Elections*, sous la dir. de James A. Thurber, Candice J. Nelson et David A. Dulio. (Washington, D.C. : Brookings Institutions Press, 2000), 48.

⁷ André Gosselin, « La publicité électorale », *Les Études de communication publique*, no 11 (1997) : 11.

⁸ Bien qu'une publicité de contraste présente du contenu positif dans le but de faire la promotion du candidat émetteur, elle est tout de même catégorisée comme étant négative, puisqu'elle fait allusion à l'adversaire dans le but de ternir son image. Pour être considérée comme étant positive, une publicité ne doit pas faire allusion au candidat adverse et doit posséder un contenu entièrement positif, ce qui n'est pas le cas avec une publicité de contraste.

⁹ Darrell M. West, *Air Wars : Television Advertising and Social Media in Election Campaigns, 1952-2012*, 6e édition. (Thousand Oaks : CQ Press, 2014), 65.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

Nous avons finalement procédé à l'analyse de contenu qualitative du corpus de publicités grâce à la grille de lecture élaborée par Lynda Lee Kaid et Anne Johnston dans leur ouvrage *Videostyle in Presidential Campaigns*¹⁰. Cette grille a été mise au point pour décrire le « style audiovisuel » des candidats aux élections présidentielles américaines grâce à l'analyse du contenu des publicités diffusées à la télévision depuis la campagne de 1952. En pratique, cette grille d'analyse nous permet d'observer la manière dont les candidats utilisent la télévision pour projeter leur image, en étudiant les éléments verbaux et non verbaux qui composent leurs publicités, comme les techniques de production, les stratégies et les symboles¹¹.

2. UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE EN DEUX TEMPS

Lors des élections de mi-mandat du 6 novembre 2018, 36 postes de gouverneur étaient en jeu, dont celui de l'État de la Géorgie. Le gouverneur qui était en poste, le républicain Nathan Deal, s'était fait élire en 2010, puis réélire quatre ans plus tard « grâce à ses politiques populistes susceptibles de plaire à une base militante ultra-conservatrice », parmi lesquelles figurent une « extension démesurée des droits relativement au port d'armes »¹². En vertu de [l'article V](#) (section 1, 1^{er} paragraphe) de la Constitution de la Géorgie, un gouverneur ne peut pas cumuler plus de deux mandats consécutifs¹³, ce qui signifie, d'une part, que Nathan Deal ne pouvait pas briguer les suffrages en 2018, et, d'autre part, que les Républicains et les Démocrates ont dû tenir des primaires en vue de l'élection générale.

2.1 La primaire républicaine

Chez les Républicains, [Brian Kemp](#), un homme d'affaires qui a siégé au Sénat de l'État de Géorgie de 2003 à 2007 et qui a ensuite été secrétaire d'État de la Géorgie de 2010 à 2018, a dû affronter quatre candidats : Casey Cagle, Hunter Hill, Clay Tippins et Michael Williams. Les trois premières publicités diffusées par Brian Kemp servent à présenter sa position et ses promesses sur les enjeux suivants : l'immigration illégale, le contrôle des armes à feu, la réduction des dépenses du gouvernement et l'élimination des réglementations. Dans la très dramatique publicité de contraste « [Track and Deport](#) », Brian Kemp s'attaque aussi aux immigrants illégaux ayant commis des crimes en sol américain, de même qu'à l'ancien président Barack Obama, contre qui il a remporté deux batailles dans le but d'empêcher les immigrants illégaux de voter alors qu'il était

¹⁰ Lynda Lee Kaid et Anne Johnston, *Videostyle in Presidential Campaigns: Style and Content of Televised Political Advertising*. (Westport: Praeger, 2001), 193-201.

¹¹ Anne Johnston et Lynda Lee Kaid, « Image and Issue Ads in U.S. Presidential Advertising: Using Videostyle to Explore Stylistic Differences in Televised Political Ads From 1952 to 2000 », *Journal of Communication*, 52, no 2 (2002) : 284-285.

¹² Ginette Chenard, *Le Sud des États-Unis : Rouge, Blanc, Noir*. (Québec : Les éditions du Septentrion, 2016), 374.

¹³ Une limite de deux mandats consécutifs est également imposée aux gouverneurs des [22 États américains](#) suivants : Alabama, Alaska, Arizona, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Colorado, Dakota du Sud, Floride, Hawaï, Kansas, Kentucky, Louisiane, Maine, Maryland, Nebraska, New Jersey, Nouveau-Mexique, Ohio, Pennsylvanie, Rhode Island, Tennessee et Virginie-Occidentale.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

secrétaire d'État de la Géorgie. Après que Brian Kemp ait donné son appui au président Donald Trump en matière d'immigration, un montage photo, où l'on peut voir des immigrants latino-américains au visage tatoué et des agents du U.S. Immigration and Customs Enforcement (ICE), est présenté afin de susciter un sentiment de peur chez les téléspectateurs. Brian Kemp énumère ensuite les différentes mesures de son plan pour mettre fin à l'immigration illégale, qui prévoit, entre autres, la déportation immédiate des criminels illégaux.

L'immigration illégale est l'un des thèmes centraux de la campagne publicitaire de Brian Kemp, car cet enjeu, qui est « très d'actualité dans le Sud, [...] fait ressortir la nature des appréhensions de la population sudiste et la dure réalité d'une grande partie de la population hispanophone »¹⁴. L'immigration en provenance du Mexique, qui s'est accélérée entre [1995 et 2001](#), « comportait un nombre sans précédent de sans-papiers, de personnes démunies et peu diplômées »¹⁵. Les États du Sud ont alors décidé de « s'en prendre systématiquement aux immigrants hispanophones, en particulier ceux qui n'avaient pas de statut légal », ce qui a engendré « un profond ressentiment populaire à leur égard » et encouragé les gouvernements dirigés par des élus républicains à adopter des politiques sévères vis-à-vis « cette masse d'employés à rabais dépourvue de tout recours civique »¹⁶. Pour mettre fin à l'immigration illégale, plusieurs républicains « radicaux », parmi lesquels figurent Brian Kemp et le président Donald Trump, prônent la mise en œuvre de « mesures intransigeantes afin d'éliminer ou de diminuer les cohortes existantes de sans-papiers », comme « la détention ou la déportation massive, en plus de mesures de sécurisation exorbitantes aux frontières, telle que la construction de murs étanches »¹⁷.

Dans la publicité positive « [Jake](#) », Brian Kemp demande à Jake, « un jeune homme qui a de l'intérêt » pour l'une de ses filles, d'énumérer les raisons pour lesquelles il souhaite devenir gouverneur de la Géorgie, pendant qu'il nettoie une arme à feu. Brian Kemp demande ensuite à Jake quelles sont les deux règles à respecter s'il fréquente l'une de ses filles : « Respect, [and] a healthy appreciation for the Second Amendment, sir ». Brian Kemp ferme alors l'arme à feu, la pointe en direction du jeune homme inquiet et dit : « We're going to get along just fine ». La publicité positive humoristique « [So Conservative](#) », dans laquelle Brian Kemp se présente comme un candidat « conservateur politiquement incorrect », illustre les promesses électorales du candidat républicain en mettant en scène une explosion, une douzaine d'armes à feu, dont une qu'il recharge alors qu'il affirme que personne ne pourra la lui enlever, une scie mécanique et un Ford F350, avec lequel il se vante de pouvoir lui-même « rassembler des criminels illégaux et les retourner à la maison ».

[Le 22 mai](#), aucun candidat prenant part à la primaire n'a remporté plus de 50 % des votes, ce qui fait en sorte qu'un deuxième tour (*primary election runoff*) a été organisé pour le 24 juillet. Ce deuxième scrutin allait mettre en scène les deux candidats ayant

¹⁴ Ginette Chenard, *op. cit.*, 404.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*, 404-405.

¹⁷ *Ibid.*, 406-407.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

obtenu le plus de voix le 22 mai, c'est-à-dire Casey Cagle et Brian Kemp, qui avaient respectivement récolté 39 % et 25,5 % des suffrages. Brian Kemp a alors diffusé les publicités de contraste « [Warm](#) » et « [Every Day](#) » dans le but de critiquer son adversaire républicain Casey Cagle, qu'il présente comme un politicien de carrière, en dénonçant ses fausses attaques à son égard et en l'accusant d'être corrompu. Dans la première publicité, on retrouve Jake, qui affirme que Brian Kemp est un « fier, pur et dur » conservateur à la Trump, puisqu'il partage les positions du président sur l'immigration illégale, la réduction des dépenses du gouvernement et les armes à feu. En déclarant être un « conservateur à la Trump », Brian Kemp s'érige comme un « républicain conservateur » défendant des « idéaux nationalistes et populistes », comme l'a fait Donald Trump durant la campagne présidentielle de 2016¹⁸.

À quelques jours du deuxième tour de la primaire républicaine, Brian Kemp a diffusé la publicité positive « [Offends](#) », dans laquelle il démontre son attachement aux valeurs traditionnelles américaines que sont la religion, la famille et son pays, en déclarant : « [I say Merry Christmas, and God bless you](#) ». Brian Kemp réaffirme ensuite son soutien envers Donald Trump et ses positions sur l'immigration illégale en prônant, comme le président, des frontières étanches. La publicité positive « [President Trump Endorses Brian Kemp for Governor](#) » sert quant à elle à présenter le [gazouillis publié par Donald Trump](#) (tweet) le 18 juillet dans le but d'appuyer Brian Kemp. Dans les heures qui ont suivi, Brian Kemp a remercié le président sur [Twitter](#) en utilisant à la fin de son message le mot-clic « #maga », en référence au slogan de Donald Trump, « Make America Great Again ».

[Le 24 juillet](#), Brian Kemp a remporté le deuxième tour, ce qui lui a permis de mettre la main sur la nomination du Parti républicain. Le lendemain, Donald Trump [l'a félicité sur Twitter](#), en profitant de l'occasion pour attaquer son adversaire démocrate lors de l'élection générale, Stacey Abrams, une avocate diplômée de l'Université Yale ayant occupé le poste de leader de la minorité démocrate à la Chambre des représentants de l'État de la Géorgie de 2011 à 2017, qui avait remporté la primaire de son parti [le 22 mai](#).

2.2 L'élection générale

Les publicités électorales diffusées à partir de la fin du mois d'août s'avèrent nettement différentes de celles diffusées durant la primaire républicaine. Premièrement, en cherchant à dépeindre Brian Kemp comme un époux, un père de famille et un homme d'affaires honnête, travaillant et dévoué au service de son État, les publicités positives du candidat républicain abandonnent alors l'image du « conservateur politiquement incorrect » construite au début de la primaire. De plus, dans certaines publicités, Brian Kemp délaisse les questions nationales en priorisant les enjeux qui touchent plus spécifiquement l'État de la Géorgie. Par exemple, dans la publicité « [Ahead](#) », le candidat républicain adopte curieusement des positions qui sont habituellement défendues par les démocrates lorsqu'il parle de l'importance d'investir dans l'éducation

¹⁸ Rafael Jacob, « La révolte au lendemain de la Grande Récession : La montée populiste des dernières années », dans *Le conservatisme à l'ère Trump*, sous la dir. de Rafael Jacob et Julien Toureille. (Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 2018), 29.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

et de protéger les plus vulnérables, comme les personnes âgées. Brian Kemp fait tout de même implicitement référence à l'enjeu de l'immigration quand il déclare son intention de ne pas récompenser les comportements illégaux s'il devient gouverneur. Dans la publicité « [Above](#) », qui se déroule dans une église, Brian Kemp fait référence à sa foi et promet de créer de « bons emplois », de ne pas augmenter les impôts et de faire de la Géorgie l'État « numéro 1 pour les petite entreprises ». Certaines de ces publicités mettent aussi en scène son épouse et ses enfants dans le but de prouver aux téléspectateurs qu'il est dévoué au bien-être de sa famille et qu'il est impliqué dans l'éducation de ses trois filles, Jarrett, Lucy et Porter, auxquelles il a inculqué l'intégrité et la persévérance.

Deuxièmement, les publicités négatives de contraste servent pour leur part à présenter les qualités de Brian Kemp, un homme « incroyablement décent », et à critiquer les réalisations ou les promesses de Stacey Abrams, sur laquelle on appose l'étiquette « trop extrême ». Dans la publicité « [Just Like Yours](#) », par exemple, l'épouse de Brian Kemp accuse Stacey Abrams de vouloir modifier la couverture médicale aux patients ayant des conditions [préexistantes](#), alors que dans « [Drop](#) » et « [Amy](#) », des mères de famille affirment notamment qu'Abrams a voté en faveur d'un projet de loi permettant aux prédateurs sexuels de travailler près des écoles et des garderies. Dans la publicité « [I Know](#) », Brian Kemp critique le plan d'Abrams en matière d'éducation qui prévoit, entre autres, l'octroi de bourses d'études aux immigrants illégaux. Dans ces publicités de contraste, une photo altérée ou en noir et blanc de la candidate démocrate accompagne les attaques du locuteur, alors qu'une musique dramatique joue en arrière-plan.

Finalement, les publicités négatives d'attaque de Brian Kemp visent à dénigrer Stacey Abrams en lui apposant des étiquettes, comme « extrémiste », « trop extrême pour la Géorgie », « progressiste », « radicalement extrême » et « nuisible pour la Géorgie ». Dans les publicités « [Abram's Attacks](#) », « [Change](#) » et « [In Her Own Words – Volume 2](#) », on accuse la candidate démocrate de vouloir faire de la Géorgie un État sanctuaire pour accueillir les immigrants illégaux, libérer de prison des milliers de criminels, accorder le droit de vote aux immigrants illégaux, augmenter les impôts, accroître le contrôle des armes à feu et même d'être pro-Hillary Clinton. Abrams est même pointée du doigt dans une publicité pour avoir affirmé, lors d'un rassemblement partisan, qu'elle souhaitait changer la Géorgie, le Sud et les États-Unis au grand complet grâce à [la vague bleue](#) qui avait été annoncée en vue des élections de mi-mandat et qui a déferlé sur le pays lors de celles-ci. La publicité d'attaque « [Corrupt](#) », qui a été diffusée à moins d'une semaine de l'élection, soulève une contradiction entre les promesses de Stacey Abrams et sa vie privée. Ainsi, le narrateur affirme que la candidate démocrate souhaite augmenter les impôts, alors qu'elle aurait elle-même refusé de payer un montant de [54 000 \\$](#) en impôts au Internal Revenue Service (IRS). Le narrateur attaque ensuite son intégrité en l'accusant d'être corrompue pour avoir préféré donner la presque totalité de cette somme, c'est-à-dire 50 000 \$, à sa propre campagne électorale. Selon la Federal Election Commission (FEC), un candidat a pourtant le droit d'utiliser [ses fonds personnels](#) pour financer sa campagne électorale.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

Les publicités négatives d'attaque de Brian Kemp ont généralement recours à la voix dramatique d'un narrateur ou d'une narratrice, à de la musique sinistre, à des couleurs sombres, à des photos altérées et à des images négatives que l'on associe à Stacey Abrams, comme des scènes de crime et des prisonniers. La publicité « [Walked Out](#) » présente même des images d'enfants en détresse pour dénoncer l'absence de Stacey Abrams lors du vote sur un projet de loi visant à sévir contre la traite des êtres humains en Géorgie, où plus de 350 « enfants sont vendus comme des esclaves sexuels mensuellement ». Ces différentes techniques de production ont pour effet d'amplifier les attaques sur les enjeux électoraux et sur les traits de personnalité de l'adversaire, et de mettre en évidence les stratégies d'appel à la peur et d'étiquetage qui sont mises en œuvre dans le cadre de ces publicités négatives.

3. CONCLUSION

[Le 6 novembre 2018](#), Brian Kemp a récolté 50,2 % des votes, contre 48,8 % pour Stacey Abrams, qui a refusé de s'avouer vaincue dans l'espoir d'obtenir un recomptage ou qu'un deuxième tour soit déclenché, ce qui se produit, en vertu d'une loi de l'État de la Géorgie, lorsqu'aucun candidat n'a obtenu plus de 50 % des voix. Dix jours plus tard, la candidate démocrate a [annoncé qu'elle mettait fin à sa campagne](#), ce qui a permis à Brian Kemp de devenir le [83^e gouverneur de la Géorgie](#). Le lendemain, Donald Trump a félicité le nouveau gouverneur de la Géorgie en publiant [un gazouillis](#), qui salue, par le fait même, le combat de Stacey Abrams, à qui le président prédit « une carrière politique formidable ».

Dans son ouvrage *Le Sud des États-Unis : Rouge, Blanc, Noir*, Ginette Chenard nous fait remarquer que « fondamentalement, ce sont les fractures raciales, les valeurs conservatrices et le radicalisme politique quant aux grands enjeux nationaux qui, en Géorgie comme dans la plupart des États sudistes, commandent l'issue des élections »¹⁹. Ces trois éléments, qui nous permettent d'expliquer la victoire de Brian Kemp, se retrouvent tous dans ses publicités électorales. Grâce à celles-ci, Brian Kemp s'est présenté comme un candidat « conservateur politiquement incorrect » et a accusé son adversaire démocrate Stacey Abrams, une Afro-Américaine, d'être « trop radicale pour la Géorgie », tout en faisant l'éloge du conservatisme et des valeurs traditionnelles, et en se prononçant sur des enjeux nationaux, comme l'immigration illégale et le contrôle des armes à feu.

Lors des élections de mi-mandat du 6 novembre 2018, la victoire de Brian Kemp au poste de gouverneur et d'une majorité de candidats républicains au Sénat et à la Chambre des représentants de la législature d'État de la Géorgie (la Georgia General Assembly) est venue confirmer la mainmise que le Parti républicain exerce sur le gouvernement de l'État [depuis 2005](#). Ce phénomène, qui est observable lorsqu'un parti détient les pouvoirs exécutif et législatif du gouvernement d'un État américain, porte le nom de [state government trifecta](#). Un tel contrôle s'avère bénéfique pour le Parti républicain en vue du [redécoupage de la carte électorale de la Géorgie](#), qui est prévu en 2022, c'est-à-dire deux ans après le recensement décennal de 2020. Cette configuration peut toutefois être appelée à changer d'ici là, car bien que le mandat de Brian Kemp

¹⁹ Ginette Chenard, *op. cit.*, 374.

L'élection du 83^e gouverneur de la Géorgie : un portrait de la campagne publicitaire de Brian Kemp, un « conservateur politiquement incorrect »

s'échelonne jusqu'en 2022, les [Démocrates](#) seront peut-être en mesure de remporter une majorité de sièges dans l'une des deux chambres de la législature de l'État lors des élections de 2020.

Nous tenons également à souligner que Brian Kemp est au cœur d'une controverse pour avoir purgé les listes électorales durant son mandat de secrétaire d'État de la Géorgie. Selon [une étude du Brennan Center](#), environ 1,5 million d'électeurs ont été retirés de la liste électorale entre 2012 et 2016. Durant les élections de mi-mandat, Brian Kemp a également mis en attente [53 000 demandes d'inscription](#) à la liste électorale de l'État en vertu de la politique du *exact match*. Selon cette méthode de vérification, les renseignements que les électeurs fournissent pour s'inscrire sur la liste électorale doivent être exactement identiques à ceux que l'on retrouve sur les pièces d'identité qui sont émises par le gouvernement de l'État, comme le permis de conduire. Brian Kemp a d'ailleurs été accusé par ses détracteurs d'avoir déployé cette tactique dans le but de couper l'herbe sous le pied de Stacey Abrams, puisque les Afro-Américains constituaient [70 %](#) des individus dont la demande d'inscription sur la liste électorale a été mise en attente. Son adversaire démocrate, qui a fondé en 2013 l'organisme [The New Georgia Project](#) dans le but d'encourager les électeurs faisant partie des groupes minoritaires à s'inscrire sur la liste électorale de l'État, a même dit de Brian Kemp qu'il était un « remarquable architecte » de la restriction du droit de vote en Géorgie²⁰.

En terminant, Ginette Chenard a écrit, en 2016, qu'il « serait vain d'envisager à très court terme l'hypothèse d'une Géorgie pourpre, tant et aussi longtemps que les démocrates n'arriveront pas à accaparer, dans une mesure décisive, une plus grande part des voix des électeurs blancs »²¹. Serait-il donc possible d'interpréter la performance de Stacey Abrams, qui a récolté [48,8 %](#) des votes face à Brian Kemp le 6 novembre 2018, comme un premier succès pouvant mener à la confirmation de cette hypothèse ?

²⁰ P.R. Lockhart, « Georgia put 53,000 voter registrations on hold, fueling new charges of voter suppression », Vox, 12 octobre 2018, consulté le 21/01/2018, URL <https://www.vox.com/policy-and-politics/2018/10/11/17964104/georgia-voter-registration-suppression-purges-stacey-abrams-brian-kemp>

²¹ Ginette Chenard, *op. cit.*, 373.

Biographies

LUCAS BELLEMARE est étudiant à la maîtrise en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Son mémoire porte sur l'évolution de la composition de l'électorat du Parti républicain depuis 2000, plus particulièrement sur les perturbations statistiques lorsque des résultats obtenus lors de l'élection présidentielle de 2016. Il s'intéresse plus largement aux relations partisans, à l'histoire politique, à la politique internationale et à la politique étatsunienne en général.

SARA SFAYA est étudiante à la maîtrise en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Son projet de mémoire porte sur le recours à l'argument religieux dans les discours de politique étrangère des présidents américains. Elle est l'auteure de « [Joe Biden : une campagne perdue d'avance ?](#) » (*Perspective Monde*, octobre 2015) et de « [L'impact grandissant du vote latino en Californie](#) », (*Perspective Monde*, février 2016).

ALEX PAQUETTE-GUAY est candidate à la maîtrise en études politiques appliquée à l'Université de Sherbrooke. Ses recherches portent sur le système de découpage électoral aux États-Unis. Elles s'inscrivent à l'articulation entre la démocratie, la représentation politique et la participation politique.

CHARLES-ANTOINE MILLETTE est candidat au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal et chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Ses recherches portent sur l'américanisation de la publicité électorale négative télévisée au Canada entre 2004 et 2015. Il est notamment l'auteur du chapitre « La publicité politique négative sur Internet au Canada : quand les conservateurs ont ouvert le feu sur les chefs libéraux » (*Cyberespace et science politique : De la méthode au terrain, du virtuel au réel*, PUQ, 2017).

École de politique appliquée

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke
2500 Bl. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Ligne sans frais : 800 267-8337

www.USherbrooke.ca/politique
Cahiers.politique@USherbrooke.ca
ISSN : 1921-7803